

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LE RENOUVELLEMENT
DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le 21 mai 1931, à 14 heures

PAR

Albert SABÉS

Président : M. ALLIX.
Suffragants : M. JÈZE.
M. RIST.

PARIS (5^e)
Marcel GIARD
ÉDITEUR
16, rue Soufflot

1931

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LE RENOUVELLEMENT
DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 21 mai 1931, à 14 heures

PAR

Albert SABÉS

Président : M. ALLIX.
Suffragants : M. JÈZE.
M. RIST.

PARIS (5^e)
Marcel GIARD
ÉDITEUR
16, rue Soufflot
—
1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

MEIS ET AMICIS

LE RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE

INTRODUCTION

L'Indochine française comprend cinq territoires soumis à l'influence française depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle :

— une colonie : la Cochinchine enlevée à l'Empire d'Annam en 1863,

— et des pays de protectorats comprenant :

d'une part, le long de la mer de Chine méridionale : le Tonkin et l'Annam, pays de race et de langue annamites ;

d'autre part, à l'intérieur des terres : deux pays de race thaï : le Laos et le Cambodge.

Les Annamites, c'est-à-dire les habitants de la Cochinchine, de l'Annam et du Tonkin, sont de civilisation chinoise ; les Laotiens et Cambodgiens, au contraire, de civilisation hindoue.

Au point de vue économique, le Laos et le Cambodge sont encore à peine mis en valeur tandis que les richesses de la Cochinchine sont, actuellement, très méthodiquement exploitées.

En raison de ces diversités mêmes, et bien que le régime monétaire soit le même pour toutes nos possessions d'Extrême-Orient, il est évident que les moyens de crédit, surtout de crédit agricole et commercial, sont plus développés en Cochinchine que ceux de l'Annam et du Tonkin, et n'existent pour ainsi dire pas encore au Laos et au Cambodge.

L'Indochine qui a une superficie de 803.000 kilomètres carrés, est un pays très riche et ses ressources sont à la fois agricoles et minières.

Son sol fertile la place parmi les premiers producteurs de riz du monde entier et ses rizières ne couvrent pas moins de 5 millions d'hectares. Depuis l'introduction en Indochine en 1897 de l'hévéa brasiliensis, la production du caoutchouc, encore faible, augmenta chaque jour davantage et il y a lieu d'espérer qu'un jour prochain elle suffira à alimenter le marché métropolitain et, peut-être même, dépassera nos besoins.

Les forêts sont abondantes, les plantations de café, de thé et les grandes cultures tropicales se développent chaque jour de plus en plus : coton, tabac, manioc, canne à sucre, bien que très souvent les instruments de culture soient encore fort rudimentaires.

Riche par son sol, l'Indochine l'est aussi par son sous-sol. C'est le grand pays producteur de charbon d'Extrême-Orient ; ses anthracites complètent avantageusement les charbons gras du Japon et font de notre colonie le Cardiff du Pacifique.

Les autres exploitations minières sont aussi en plein rendement : mines de zinc, d'étain, de plomb argentifère ainsi que ses phosphates.

Abondamment pourvue de matières premières, elle a l'immense avantage d'être un puissant réservoir d'hommes et, par suite, la main-d'œuvre y est considérable et relativement bon marché.

Or, ce qu'il faut à l'Indochine de même qu'à nos autres colonies, ce sont des capitaux. Etant donné les distances, le peu de développement des moyens de transport et des voies de communication, les difficultés de toute nature, la mise en exploitation de nos possessions d'outre-mer ne peut se faire qu'en y investissant des sommes considérables.

La plupart de nos échecs enregistrés ont eu pour cause l'insuffisance des moyens employés. La formule de groupement de capitaux dans le cadre de sociétés organisées est donc presque indispensable à adopter.

Il est trop de colons qui, partis pleins d'espoir mais, dénués de toutes ressources, n'ont pu surmonter les obstacles accumulés sur leur route et après quelques années sont revenus profondément déçus et semant autour d'eux le découragement.

Pour mettre en valeur toutes ses richesses, de quels moyens financiers l'Indochine dispose-t-elle ?

Au moment où les colonies occupent une place chaque jour de plus en plus grande dans l'économie de la métropole et où l'on vient récemment de renouveler le privilège d'émission du plus grand établissement financier français d'Extrême-Orient il nous a semblé que l'étude de ce problème ne serait pas dénuée d'intérêt. En effet, le développement économique de toute la région et même des régions avoisinantes (Tonkin, Annam, Cambodge, Laos, Siam) dépend en grande partie de l'organisation du Crédit dans ces contrées et il y a lieu d'envisager si la Banque de l'Indochine permettra à ce pays de prendre un grand développe-

ment et de se préparer au rôle de premier plan qu'il est appelé à jouer en Extrême-Orient.

Deux facteurs essentiels conditionnent la mise en valeur d'une colonie : La main-d'œuvre et les capitaux. Le problème de la main-d'œuvre se présente d'une manière complexe dans des territoires comme l'Indochine qui, pour être de civilisation ancienne, sont cependant neufs au point de vue économique. L'inégale densité de la population défavorisant certaines régions, des difficultés où l'impossibilité de transports, l'insuffisance de l'outillage conduisent à la nécessité de forts investissements préalables de capitaux. Pour l'exécution des grands travaux publics : chemins de fer, routes, canaux, ports, travaux d'irrigation, de même que pour les entreprises privées, il est nécessaire de rassembler des capitaux importants, et par suite, il est évident que les banques jouent un rôle de premier rang dans la mise en valeur d'une colonie au moyen du capital puisque jusqu'à présent on n'a trouvé encore aucun autre procédé, ni aucune autre forme de publicité qui permette d'atteindre les épargnants sans leur intermédiaire et leur concours.

Avant d'étudier la banque de l'Indochine elle-même, voyons quels précédents ont pu constituer les banques de même nature de nos vieilles colonies.

Au moment où leur création fut prévue, le crédit était la chose qui manquait le plus à nos vieilles colonies et il s'accordait au taux de 18 à 20 %. L'offre de capitaux était le monopole de fait de « l'agent de change » à la Réunion et du « commissionnaire » aux Antilles. Outre les taux usuraires qu'ils pratiquaient, ils s'assuraient des garanties de toutes sortes, hypothécaires et autres, et mêlaient le négoce à la banque.

A la suite de l'abolition de l'esclavage, l'article 7 de la

loi du 30 avril 1849 avait prévu qu'un prélèvement de 1/8 effectué sur l'indemnité versée aux colons, servirait à constituer le capital initial des banques, à instituer à la Martinique, à la Guadeloupe, au Sénégal (1), à la Réunion et à la Guyane.

Trois lois régissent ces établissements :

Les lois des 30 avril 1849, 18 juillet 1851 et 24 juin 1874.

L'article 7 de la loi de 1849 précise que l'organisation des banques de prêts et d'escompte sera déterminée par des règlements d'administration publique. La loi du 11 juillet 1851 est, avec celle de 1874, la loi organique des banques coloniales.

La loi du 11 juillet 1851 fixe le capital de chaque banque (2), elle l'investit du privilège d'émettre gratuitement dans la colonie où elle doit fonctionner, des billets au porteur, remboursables à vue et auxquels a été donné le cours légal. Dans chaque colonie considérée elle précise les garanties dont chaque banque devra s'entourer avant de consentir ces prêts ainsi que les moyens qu'elle pourra utiliser pour en obtenir le remboursement. Elle fixe d'autre part les conditions dans lesquelles pourraient être ouvertes des succursales et règle la question du contrôle des banques coloniales.

Pour donner à ces divers pays les facilités de crédit qui leur manquaient, la loi de 1851 autorisait ces banques à faire

(1) Absorbée par la Banque de l'Afrique Occidentale Française.

(2) Le Capital de chacune de ces banques fut fixé comme suit :

Banque de la Martinique : 3.000.000 de francs.

Banque de la Réunion : 3.000.000 de francs.

Banque de la Guadeloupe : 3.000.000 de francs.

Banque de la Guyane : 700.000 francs.

Banque du Sénégal : 230.000 francs.

des prêts sur récoltes pendantes, innovation qui reposait sur le principe d'un nantissement de récoltes à la banque prêteuse, sans désaisissement du propriétaire.

Ces diverses banques ont, jusqu'à présent, parfaitement rempli la mission pour laquelle elles avaient été créées, qui était de réaliser pratiquement la mise en œuvre de nos colonies, de développer leur agriculture et leurs industries, développement qui était fonction des capitaux dont ces colonies pouvaient disposer. Or, ces banques ont développé l'émission, l'escompte, les avances à court terme, les prêts à 90 jours, les avances sur récoltes ou sur gages, elles ont donc rendu à tous les colons les plus grands services et c'est à juste titre que leur privilège a été renouvelé pour 25 ans en 1919.

Organismes de circonstance, établissements locaux sans ampleur, les vieilles banques coloniales ont vu leur fortune étroitement liée aux vicissitudes économiques des pays où elles exercent leurs privilèges. La courbe de leurs résultats financiers atteste les difficultés avec lesquelles elles se sont trouvées aux prises. Elles ont fonctionné dans des pays de monoculture et de monoindustrie (sucre et rhum) où des méthodes de culture routinières et un outillage mécanique imparfait diminuaient le rendement d'un produit d'ailleurs soumis aux aléas des catastrophes atmosphériques et à d'importantes fluctuations des cours. Aux jours de vente avantageuse de sucre, c'était la prospérité générale, l'abondance des remises sur Paris et les dividendes rémunérateurs. En cas de mévente, c'était l'accumulation des effets en souffrance, l'étroitesse du marché des changes, l'élévation du taux des tirages jusqu'à des primes atteignant 25 et 50 % et la nécessité pour les banques de protéger leurs encaisses métalliques par des moyens empiriques. Ces banques se

trouvaient soumises aux influences locales et à l'emprise oligarchique des gros producteurs des îles, malgré le contrôle des pouvoirs publics trop lointains pour être efficaces ; de plus, la clientèle tendait à les considérer comme des établissements d'assistance créés par le gouvernement pour leur venir en aide.

Enfin, le choix des directeurs ne fut pas toujours très heureux.

Telles étaient les diverses causes pour lesquelles les banques coloniales ne firent pas toujours de très brillantes affaires.

Lorsque la France prit possession de la Cochinchine, un commerce actif existait déjà entre ce pays et les régions avoisinantes, en particulier la Chine. Les Européens s'installèrent tout d'abord à Saïgon où les affaires augmentèrent rapidement. Mais pour que le mouvement commercial prit une extension considérable, il eut fallu un élément indispensable à la prospérité de ce pays neuf, c'est-à-dire un établissement de crédit. En effet, dans toutes les colonies, le crédit est appelé à jouer un rôle capital et il est presque impossible à nos colonies de se développer si elles n'ont recours au crédit sous une forme ou sous une autre.

En Cochinchine, le crédit jouait déjà un rôle très important avant l'occupation française.

Les Annamites avaient l'habitude d'emprunter aux Chinois, les capitaux qui leur étaient nécessaires pour exploiter leurs rizières. A bien dire, le Comptoir d'Escompte possédait bien à Saïgon une agence mais les statuts de cet établissement ne lui permettaient pas les prêts sur récoltes pendantes et, par suite, il n'atteignait pas le but d'une banque coloniale.

Réclamée par le gouvernement de la Cochinchine, et

désirée par ses habitants, la création d'une banque répondait donc à une nécessité absolue et l'on peut dire que l'organisation réelle du crédit, en Indochine, n'a pris naissance qu'avec l'installation de la banque de l'Indochine et nous allons étudier les modifications qui y seront apportées par suite du renouvellement du privilège d'Emission de la banque.

Toutefois, nous serons tout d'abord dans l'obligation d'examiner quelle a été jusqu'à présent la situation monétaire en Indochine puis d'étudier le rôle joué par la banque de l'Indochine dans la stabilisation de la piastre. Ensuite nous étudierons plus spécialement le privilège de la banque de l'Indochine, son principe, ses conditions sous le régime de la Convention de 1900, puis les modifications apportées à ces conditions par la Convention du 16 novembre 1929, adoptée par la Chambre des Députés le 3 février 1931, et par le Sénat le 6 mars 1931.

Cette étude ne manque pas de complexité mais nous nous sommes efforcés, au cours des pages qui vont suivre, de fixer le problème de notre banque d'émission en Extrême-Orient sans prétendre résoudre définitivement toutes les questions qui s'y rattachent.

PREMIÈRE PARTIE

LA SITUATION MONÉTAIRE EN INDOCHINE

CHAPITRE PREMIER

Le régime monétaire avant la guerre

a) LA PIASTRE MEXICAINE.

Depuis une époque antérieure à l'occupation française jusqu'en 1903, l'Indochine était, comme les pays voisins, au régime de l'étalon d'argent (1). La monnaie indigène exclusivement usitée pour les menus échanges intérieurs était la sapèque de cuivre.

La valeur de la sapèque était très faible et son encombrement considérable. Il nous eût fallu des centaines de fourgons d'artillerie remplis de cette monnaie pour nous permettre d'effectuer avec elle nos paiements et, d'autre

(1) Nous n'étudierons la question qu'à partir de l'occupation française en Cochinchine et laisserons de côté l'examen des diverses et très anciennes coutumes monétaires des indigènes avant notre arrivée, ainsi que des monnaies (taël, roupie, tical, etc...) utilisées dans les divers pays d'Extrême-Orient.

part, ces sapèques étaient, même pour les commerçants européens, d'un usage tout à fait incommode dans leurs rapports et leurs échanges avec les commerçants indigènes et chinois. D'autre part, les Chinois qui étaient nos principaux fournisseurs n'acceptaient en paiement que la piastre mexicaine (2) ; il était donc naturel que nous l'utilisions, d'autant plus que les indigènes la connaissaient déjà.

Un arrêté du 30 juin 1874 donna cours légal au Trade dollar (3). Il ne resta que très peu de temps en circulation car il fut fortement drainé en Chine et transformé en lingots par suite de sa forte teneur en argent fin.

Nous voyons donc que, simultanément, circulaient avec cours légal :

- la nouvelle piastre mexicaine,
- l'ancienne piastre mexicaine,
- le trade dollar américain.

Par arrêté du 22 décembre 1885, fut mise en circulation une piastre française (4). Le Gouvernement voyait en cette mesure un moyen puissant pour affirmer la souveraineté de la France sur le pays.

Dès 1878, des sous-multiples de piastres avaient déjà été émis : 50/100^e, 20/100^e et 10/100^e de piastre.

(2) La piastre mexicaine était une pièce d'argent d'un poids de 27 grammes frappée à 902,7/1000^e d'argent fin. Une nouvelle piastre mexicaine fut frappée ; elle pesait 27 grammes 073 au titre de 902/1000^e d'argent fin, soit 24 grammes 4389 et fut admise au cours légal pour la même valeur que la première par un arrêté du 15 mars 1872.

(3) Le trade-dollar pesait 27 grammes 215 et renfermait 24 grammes 4935 d'argent pur.

(4) La piastre française pesait 27 grammes 215 au titre de 900/1000^e soit 24 grammes 4935 d'argent fin, c'est-à-dire possédant les caractéristiques exactes du Trade dollar américain.

D'autre part, on avait essayé d'introduire en Cochinchine le franc et les pièces divisionnaires de 1 franc, 0 fr. 50, ainsi que la monnaie de billon de 0 fr. 10 et 0 fr. 05 (arrêté du 5 mars 1863), mais leur valeur légale étant supérieure à leur teneur en argent fin, elles furent immédiatement réexportées vers la métropole, d'autant plus vite que la Colonie avait une balance des comptes débitrice (5).

A partir de 1873, l'exploitation de nouvelles mines d'argent et l'établissement du cours forcé du papier monnaie par diverses puissances européennes : Italie, Russie, Autriche, concoururent à la baisse du métal argent. Alors, les pays bi-métallistes suspendirent la liberté de la frappe chez les particuliers et s'interdirent à eux-mêmes toute émission nouvelle ce qui accentua la baisse du métal argent qui afflua vers l'Extrême-Orient et, par suite, de la piastre dont le cours était tombé en 1902 au-dessous de 2 francs. Malgré cet état de choses, la pièce de 5 francs a, théoriquement, conservé cours légal en Indochine jusqu'en 1905, mais le

(5) Il y a lieu de noter qu'à dater du 24 janvier 1864, l'écu de 5 francs français reçut cours légal en Cochinchine ; ces mesures marquaient la manifestation évidente du désir du Gouverneur d'introduire la monnaie française en Indochine et d'y supprimer la circulation de la piastre mexicaine. Mais cette tentative échoua par suite de la défaveur dont elle fut l'objet de la part des commerçants, défaveur due à ce fait que l'arrêté de 1864 assignait à la monnaie française une valeur inférieure à sa valeur réelle relativement à la piastre ; en effet, le taux de la piastre mexicaine avait été fixé à 5 francs 55 le 19 septembre 1864 ; or, renfermant 24 grammes 44 d'argent fin, elle ne valait en réalité que 5 francs 375 au cours de l'argent métal ; sa valeur était donc rehaussée de 17 cms 5.

De plus, malgré tous nos efforts, la piastre mexicaine restait la seule monnaie usuelle dans presque tout l'Extrême-Orient et, bientôt, le Gouvernement se vit obligé de supprimer la circulation de l'Ecu, laissant seulement subsister celle des pièces divisionnaires et de la monnaie de billon.

franc ne circule pas en Indochine, il y est seulement utilisé comme monnaie de compte.

Par suite du décret du 5 juin 1881, le budget local fut établi en piastres à partir de 1882. Ce même décret de 1881 prescrivit que le taux de change de la piastre serait désormais fixé par Arrêté du Gouverneur, à des époques fixes et trimestriellement d'après la moyenne des cours effectifs atteints pendant le trimestre précédent et, exceptionnellement à toute époque, en cas de variation importante du cours commercial.

De plus, un décret du 10 décembre 1887 donna au Gouverneur Général, le droit de fixer par arrêté, le 25 de chaque mois, le rapport légal de la piastre et du franc d'après la valeur commerciale du métal argent.

Par suite, il y a lieu d'observer que le métal argent, que son utilisation principale pour le monnayage nous a habitués à regarder comme un Etalon des valeurs, n'est qu'un article d'échange sujet aux mêmes variations qu'une marchandise quelconque ; son prix, c'est-à-dire l'expression monétaire de sa valeur est le résultat de sa comparaison avec une autre marchandise choisie comme commune mesure : l'or.

b) LA PIASTRE FRANÇAISE.

De 1885 à 1906.

Nous avons vu que la piastre française entra en circulation en Indochine en septembre 1885. Depuis 1879, les pièces divisionnaires de 50, 20 et 10 centimes circulaient déjà. Les deux piastres — mexicaine et française — coexistèrent pendant 20 années environ. La piastre française était

préférée en raison de sa forte teneur en métal fin et, par suite, la loi de Gresham ne pouvait tarder à entrer en jeu ; en effet, les Chinois ramassèrent notre piastre pour la fondre en lingots et il fallut prendre des mesures (6).

Mais la baisse du métal argent s'accroissait de plus en plus. Cette baisse de la piastre atteignait directement le Gouvernement Général qui, sauf les droits de douane, recevait des impôts en piastres et faisait la plus grosse partie de ses dépenses en or.

Elle frappait aussi les fonctionnaires dont les soldes étaient fixées en francs mais payées en piastres et tous ceux qui avaient des dépenses à faire ou des capitaux à rapatrier en Europe, notamment les colons qui voulaient liquider et rentrer en France.

En revanche, elle profitait aux entreprises qui ne faisaient que des dépenses intérieures et vendaient à l'Étranger et, d'autre part, elle favorisait en même temps la hausse des importations.

En 1902, une Commission Interministérielle fut chargée

(6) Le décret du 8 juillet 1895 abaissa le poids total de la piastre de commerce à 27 grammes au lieu de 27 grammes 215, en lui laissant le même titre de 900/1000^e ; son poids en métal fin passait ainsi à 24 grammes au lieu de 24 grammes 4935. Le même décret abaissa le poids de la pièce de 1 centime en bronze de 10 grammes à 7 grammes 5 ; en même temps, le poids de la pièce de 50 centimes était abaissé de 13 grammes 607 à 133 grammes 5 ; celui de la pièce de 20 centimes de 5 grammes 443 à 5 grammes 400 et celui de la pièce de 10 centimes de 2 grammes 721 à 2 grammes 700, leur titre étant maintenu à 900/1000^e ; il fut abaissé à 835/1000^e par décret du 14 avril 1898.

La piastre française devenait ainsi inférieure en titre et en poids à la piastre mexicaine qui pesait 27 grammes 073 au titre de 900/1000^e. Afin de la défendre encore mieux, le Gouvernement établit par décret du 29 décembre 1898, un droit de 3 % ad valorem sur les sorties de piastres mexicaines.

d'étudier la question de la réforme du régime de l'Etalon d'argent en Indochine. Elle ne se prononça ni pour l'adoption du système monétaire métropolitain, ni pour la stabilisation de la piastre par rapport à l'Etalon or.

En effet, cette deuxième solution eut supposé la constitution d'une réserve d'or pour les remboursements au cas où la balance des comptes serait débitrice, car, comme à l'époque cette balance était régulièrement débitrice en Cochinchine, la réserve eut été difficile à constituer et à maintenir suffisante.

De plus, pareille stabilisation eut été désavantageuse pour l'Indochine en raison de ses rapports et de ses relations commerciales avec les pays à étalon d'argent. Son meilleur client était la Chine.

Un décret du 3 juin 1903 prohiba l'entrée de la piastre mexicaine et facilita son exportation en levant le droit de sortie de 3 % et prohiba l'importation de monnaies d'argent étrangères parce que le Gouvernement américain venait de prescrire aux Philippines la démonétisation des piastres mexicaines et qu'il était à craindre que ces pièces démonétisées n'affluassent en Indochine.

Si la piastre avait à l'intérieur du pays un pouvoir libératoire illimité, l'exportation du numéraire indochinois et de l'argent métal était interdite depuis 1903, en même temps que l'importation des piastres étrangères était prohibée et la frappe des monnaies indochinoises réservée au Gouvernement général. On comprend dès lors qu'à l'opposé de ce qui existe dans les pays à monométallisme argent intégral, les variations du change n'étaient plus enfermées entre le « silver point » d'entrée, c'est-à-dire le prix d'importation de l'argent, y compris les frais de transport et de frappe et le « silver point » de sortie, c'est-à-dire

le prix de revient du numéraire intérieur transporté sur la place où devait s'effectuer le règlement.

Un décret du 3 janvier 1905 interdit l'exportation des piastres françaises et de l'argent métallique.

Enfin, un arrêté du Gouverneur général du 3 octobre 1905 décida que les piastres mexicaines cesseraient d'avoir cours en Indochine, à partir du 1^{er} janvier 1906.

b) *Depuis 1906*, seule, existait donc, comme monnaie légale, en Indochine, la piastre française ; mais la frappe et l'exportation n'étaient pas libres. C'est d'ailleurs le régime qui est en cours à l'heure actuelle.

Quelles ont été ses conséquences ?

L'Indochine avait, désormais, sa monnaie propre, mais la frappe n'était pas libre ; elle était réservée au Gouvernement de l'Indochine et, éventuellement, à la Banque de l'Indochine, pour le maintien de son encaisse au niveau légal.

De plus, il y avait depuis 1905, comme nous l'avons vu, interdiction d'importer des piastres mexicaines démonétisées et d'exporter des piastres françaises et de l'argent métallique ; par suite, les débiteurs étrangers ne pouvaient plus se libérer en important des piastres mexicaines achetées au poids et, en revanche, l'Indochine ne pouvait pas régler en piastres métalliques le déficit actuel de sa balance des comptes ; par suite, les oscillations du change n'avaient, théoriquement, plus aucune limite car les « silver points » d'entrée et de sortie ne pouvaient pas jouer.

Autre caractère : le cours de la piastre française n'était pas, nécessairement, lié à celui du métal argent. C'est seulement lorsque la balance des comptes était créditrice que la piastre française faisait prime et pouvait dépasser au change

sa valeur comme lingot puisqu'on ne pouvait pas importer de piastres étrangères.

En fait, les variations du cours de la piastre furent fréquentes et importantes.

En résumé, le régime monétaire de l'Indochine était caractérisé par la circulation intérieure d'une monnaie d'argent et d'une monnaie de papier échangeable contre elle et par l'interdiction de faire servir cette monnaie, même transformée en lingots, aux échanges extérieurs.

Ce régime présentait un double danger pour les relations intérieures et les relations à l'étranger.

Le Gouvernement s'étant réservé le monopole de la frappe devait fournir à la Colonie une quantité de monnaie suffisante pour alimenter ses échanges intérieurs. Or, il était difficile de prévoir, exactement, les besoins monétaires à un moment donné, d'autant plus que l'Administration devait commander de longs mois à l'avance, à la Monnaie de Paris, les piastres nécessaires.

Par suite, l'insuffisance de monnaie pouvait entraîner et a entraîné à plusieurs reprises des crises monétaires assez graves.

A l'extérieur, la situation régulièrement créditrice de la balance des comptes de l'Indochine, supprimait l'inconvénient d'exporter le numéraire. Les débiteurs étrangers ayant la faculté de se libérer en lingots d'or ou d'argent toujours demandés à l'intérieur. Mais une situation débitrice mettrait l'Indochine dans une position monétaire critique. Or, même si la balance était en moyenne favorable, elle pouvait être, par moments, défavorable. Alors, les sorties clandestines étaient difficiles à entraver ; or, l'exportation clandestine de la monnaie pouvait, seule, à ces périodes, empêcher la prime de la piastre.

Inversement, la position débitrice d'un pays étranger vis-à-vis de l'Indochine, produisait, dans ce pays, une hausse de la piastre indochinoise, c'est-à-dire que la valeur d'échange de la piastre devenait supérieure à la valeur du métal argent qu'elle contenait (7).

(7) Avant d'examiner les causes de la hausse de la piastre, il y a lieu de faire remarquer que l'on distingue deux cours de la piastre : le cours commercial et son cours officiel.

Le cours commercial est celui qui est pratiqué par les banques ; il varie chaque jour et d'une place à l'autre suivant les localités ; les différences et variations sont très gênantes pour le Trésor dont les opérations de recettes ou de dépenses doivent se faire à un taux uniforme pour toute la Colonie.

Aussi l'administration a-t-elle la faculté de fixer un cours officiel et de le modifier en cas de variation jugée importante du cours commercial ; en fait, le Gouverneur Général prend pour base du cours officiel la moyenne des cours publiés par les quatre banques de Saïgon : la Banque de l'Indochine, la Banque Industrielle de Chine, la Hong-Kong Bank et la Chartered Bank.

Il maintient ainsi une relation étroite entre le cours officiel de la piastre et sa valeur commerciale.

CHAPITRE II

La hausse de la piastre

A) SES CAUSES.

D'une manière générale, pendant la guerre 1914-1918, les pays à monnaie d'argent n'ont pas connu une hausse exagérée des prix intérieurs, parce que la valeur de l'argent augmenta par rapport à l'or à peu près dans les mêmes proportions que la valeur de tous les autres produits.

En particulier, en Indochine, la hausse du change eut pour grand avantage de maintenir la main-d'œuvre et les matières premières à bon marché, et de favoriser le commerce et l'industrie, qui purent, ainsi, se procurer des produits d'importation à des prix qui, une fois exprimés en monnaie locale, étaient relativement assez faibles (1).

Cette hausse de la piastre était due à plusieurs causes.

D'une part, la hausse du métal argent. Cette corrélation

(1) Quelques cours officiels de la piastre pendant la guerre :

1914 — 18 juillet	= francs : 2,40
1915 — 27 janvier	= francs : 2,25
1916 — 31 décembre	= francs : 3,15
1917 — 19 septembre	= francs : 4,55
1918 — 28 septembre	= francs : 4,75
1919 — 9 août	= francs : 7,00

Donc, pendant la guerre, phénomène marqué de hausse de la piastre qui atteint au maximum (4 fr. 75) 100 % de son cours en juillet 1914 (2 fr. 40).

est naturelle puisque la piastre se définit par un poids donné d'argent fin.

D'autre part, la baisse du franc qui n'a joué surtout qu'après la guerre. En effet, la piastre est une marchandise argent dont le prix s'exprime en francs comme pour toutes les autres marchandises ; par suite une dépréciation de l'unité monétaire, le Franc, a pour résultat une hausse de la valeur de la piastre exprimée en cette unité dépréciée, c'est-à-dire une hausse des cours.

Il y a lieu d'y ajouter deux causes spéciales à l'unité monétaire indochinoise : la rareté du numéraire et la concurrence des banques privées.

a) *La rareté du numéraire.* — En effet, de même que l'abondance excessive de la monnaie entraîne sa dépréciation, son insuffisance par rapport aux besoins des transactions détermine sa hausse.

Or, l'Indochine a souffert, pendant la guerre, d'une pénurie de monnaie. La métropole ne l'ayant pour ainsi dire pas ravitaillée en piastres métalliques (2).

Aussi, les réserves de la Banque de l'Indochine allaient en diminuant à partir du 1^{er} juillet 1916 tandis que la circulation fiduciaire s'accroissait passant :

de 29 millions de piastres au 7 janvier 1915, à 31 millions
au 1^{er} janvier 1916,
35 millions 1/2 de piastres au 1^{er} juillet 1916,
36 millions 670 de piastres au 1^{er} juillet 1916,
42 millions 500 de piastres au 1^{er} juillet 1918,
50 millions de piastres au 31 décembre 1919.

(2) De 1914 à 1918, l'Hôtel des Monnaies de Paris, n'a pas frappé une seule piastre de 50/100^e de piastre, mais seulement des 20/100^e et des 10/100^e et en quantité totalement insuffisante.

Dès le 4 août 1914, le Gouvernement français avait autorisé les Colonies ayant des Banques d'émission à suspendre l'application de la règle fixant le minimum de l'encaisse de garantie au tiers de la circulation fiduciaire estimant qu'il leur serait très difficile de maintenir l'encaisse métallique au niveau exigé par leur statut réglementaire. Le gouvernement a agi très sagement en laissant aux gouverneurs la possibilité d'élever le coefficient d'émission des billets.

La Banque d'émission de l'Indochine, ne fit usage de cette faculté, qu'à partir du 1^{er} juillet 1918 ; or, à cette époque, la circulation fiduciaire ne représentait que trois fois l'encaisse. Mais la menace du cours forcé provoquant de très nombreuses demandes de remboursement de billets, la banque d'émission fut autorisée à émettre, par arrêté du 31 décembre 1918, jusqu'à huit fois l'encaisse, et, par celui du 17 décembre 1919, jusqu'à douze fois.

Cette proportion fut rapidement atteinte et même dépassée : 12,7 au 1^{er} avril 1920. A cette date l'encaisse était de 5.606.539 piastres et la circulation de 71.244.400 piastres.

Entre temps, les demandes du Gouverneur Général du 30 juillet et du 10 décembre 1919, en vue de faire frapper des piastres à l'étranger, pour éviter le cours forcé ne furent pas accueillies (3).

La situation fut d'ailleurs rapidement rétablie et au 31 décembre 1919 la circulation fiduciaire par rapport aux encaisses donnait un coefficient de 3,17 inférieur à celui fixé par arrêté du 14 juin 1922 qui était de 5 fois le montant des garanties métalliques.

(3) Adam, p. 160, note 3.

b) *La concurrence des Banques privées.* — Cette concurrence tendait aussi à la hausse du change.

En effet, chaque banque, pour empêcher ses clients de porter leurs fonds aux autres banques, était obligée de porter le cours de la piastre chez elle au cours supérieur pratiqué la veille par l'une des banques concurrentes. C'est ainsi que du 7 juillet au 9 août 1919 le cours a été porté par augmentations successives de 0,05 ou 0,10 par jour, de 5,75 à 7.

En résumé, une fois de plus il a été démontré que, d'une part, l'activité de l'exportation tend à la hausse du change du fait qu'elle augmente l'offre de papier et la demande de piastres et, de même, l'activité de l'importation tend à la baisse du change du fait qu'elle augmente l'offre de piastres et la demande de papier.

Il s'ensuit qu'une importation faible en présence d'une exportation forte contribue notablement à la hausse du change ; c'est ce qui s'est présenté en Indochine pendant la période de la guerre.

B) SES CONSÉQUENCES.

Avantages. — La hausse de la piastre a eu pour conséquences favorables, d'augmenter la prospérité générale et de favoriser l'épargne, manifestée sous la forme de la thésaurisation.

D'une part, à la hausse de la piastre ont correspondu des années de prospérité et de bien-être général pour l'Indochine, au détriment peut-être de certains intérêts spéciaux.

Augmentation du chiffre du commerce en général, tant importation qu'exportation.

Augmentation des recettes du budget qui permit de poursuivre l'exécution d'un vaste programme de travaux.

Les bénéfices de la Banque de l'Indochine, la progression des dividendes qu'elle distribue, prouvent la prospérité de sa situation qui est intimement liée à la situation commerciale de l'ensemble de la Colonie (4).

Mais le grand fait économique de cette époque fut surtout la stabilité relative des prix à l'intérieur de l'Indochine, due à ce que la valeur de la piastre, par rapport à l'or, ayant suivi une courbe ascendante à peu près parallèle à celle de l'argent métal, le renchérissement moyen, par rapport à l'or, des denrées, des matières premières et des objets fabriqués, fut peu différent de celui de la monnaie locale.

D'autre part, le développement de la thésaurisation de la monnaie a été considérable. Or, elle constitue pour le peuple la seule forme de l'épargne. En effet, les indigènes apprécient fort peu la monnaie fiduciaire et les titres au porteur parce qu'ils sont exposés à la destruction par l'incendie, les insectes, l'humidité, etc..., et le seul moyen de les leur faire accepter serait l'institution d'une Caisse d'Epargne que les Indochinois réclament en vain depuis de longues années.

INCONVÉNIENTS.

La hausse de la piastre a eu, en revanche, quelques inconvénients et il faut reconnaître qu'elle a lésé un certain nombre d'intérêts.

Elle a apporté des dommages aux entreprises qui avaient passé avec l'Administration des contrats en francs et à

(4) Rapport de la Commission Monétaire Indochinoise, p. 28.

certains commerces d'exportation, car les recettes de ces entreprises, transformées de francs en piastres, diminuaient et leurs dépenses, notamment les salaires, payés en piastres restaient stationnaires.

De même, les fonctionnaires payés en francs devaient, pour vivre, convertir ces francs en piastres (5) et par suite la puissance d'achat correspondant à leur traitement en francs était diminuée considérablement.

Elle a causé des pertes aux finances publiques, c'est-à-dire au budget du Gouvernement général par exemple pour le service des intérêts et de l'amortissement des emprunts et, pour les contributions versées en francs à la Métropole.

En effet, en Indochine comme ailleurs, les dépenses ont dépassé les recettes.

Or, l'excédent a été puisé dans les caisses des comptables locaux du Trésor qui ont payé, pour le compte de l'Etat français, en plus des recettes qu'ils encaissaient pour son compte, du début de la guerre à fin 1919, une somme totale évaluée à 30 millions de piastres au 31 décembre 1919, ce qui représentait aux divers taux de la piastre au cours de ces années, une somme de 120 millions de francs pour les caisses du Trésor de la Métropole.

Or, pour régler cette dette, il ne suffisait pas au Trésor d'envoyer 120 millions de francs aux caisses de l'Indochine car c'est 30 millions de piastres qu'il fallait rembourser ; or, la piastre étant passée au taux de 11 fr. 65, 120 millions de francs ne correspondaient plus qu'à 10.600.000 piastres environ. Ainsi, pour le seul service de trésorerie, l'Indochine perdait 20 millions de piastres.

La hausse de la piastre a présenté cet autre inconvénient

(5) Rapport de la Commission Monétaire Indochinoise, p. 30.

d'empêcher l'exportation des capitaux français en Indochine et, au contraire, de provoquer la sortie de la Colonie des bénéfices réalisés, en un mot d'arrêter la création d'entreprises nouvelles parce qu'un capital en francs se transformait, en Indochine, en un nombre de piastres insignifiant.

En résumé, la hausse du change de la piastre a lésé des intérêts divers, tant particuliers que généraux, parfois même très importants mais, par contre, par un heureux concours de circonstances, la hausse de l'argent a coïncidé avec celle des principaux produits dont les cours règlent le coût de la vie en Indochine et il en est résulté pour ce pays une stabilité des prix que toutes les nations auraient pu lui envier.

LA CIRCULATION FIDUCIAIRE.

Il est intéressant d'examiner quelles ont été les mesures successives prises au point de vue de la circulation fiduciaire, et de montrer son augmentation, sans cesse accrue. Conformément à la loi du 24 juin 1874, sur les banques coloniales, le décret du 31 janvier 1875 avait fixé, nous l'avons vu, au maximum, le montant des billets en circulation au triple de l'encaisse métallique.

Lorsque éclata la guerre de 1914, cette proportion a paru nettement insuffisante, si bien qu'un décret du 4 août 1914 qui ne fut d'ailleurs approuvé que, par la loi du 12 août 1919, mais n'entra pas moins immédiatement en exécution, autorisa les gouverneurs des colonies à augmenter le maximum de l'émission et leur donna, en outre, le droit d'établir le cours forcé, s'ils le jugeaient nécessaire.

L'Indochine en profita largement ; par une décision du 19 mai 1916. Le Gouverneur général porta à 5 le rapport

de la circulation fiduciaire à l'encaisse métallique de la Banque d'émission. Ce même rapport fut successivement porté à 8 le 31 décembre 1918, à 12 le 2 janvier 1920, et à 12 plus 25.000 piastres, au moment de l'établissement du cours forcé, le 27 mars 1920.

Une décision du 22 septembre 1921 fixa le plafond de l'émission à 100 millions de piastres, puis, le rapport de la circulation fiduciaire fut ramené à 9, par arrêté du 11 janvier 1922, et, enfin, à 4 par arrêté du 7 avril 1927 avec un maximum d'émission porté à 175 millions.

La circulation fiduciaire a donc augmenté, en Indochine, dans des proportions considérables, surtout depuis la guerre, mais c'est là un signe indéniable de la prospérité économique de notre Colonie.

Dans le tableau ci-dessous, nous donnons un aperçu exact de cette augmentation :

DATES	ENCAISSE MÉTALLIQUE EN PIASTRES	CIRCULATION FIDUCIAIRE EN PIASTRES
1.1.10	34.806.835	23.182.141
1.1.14	17 067.328	32.170.860
1.1.16	13.951.656	35.653.903
1.1.18	6.504.306	36.143.454
31.12.18	8.200.000	39.600.000
31.12.19	5.900.000	50.100.000
31.12.20	6 600.000	71.200.000
31.12.20	13.400.000	75.300.000
31.12.21	15.900.000	92.600.000
31.12.22	19.800.000	83.800.000
31.12.23	28.300.000	88.600.000
31.12.24	28.300.000	93.500.000
31.12.28	38.500.000	149.400.000
31.12.29	46.000.000	145.962.000

A noter que le cours forcé a été établi le 27 mars 1920 et fut supprimé le 1^{er} janvier 1922.

Il y a lieu de remarquer que, même depuis la suppression de ce cours forcé, et malgré la réduction de la proportion de la circulation fiduciaire par rapport à l'encaisse métallique, la première n'a cessé d'augmenter, sauf en 1922 et 1923, où en raison de la remise en circulation des piastres métalliques elle marque un léger recul par rapport à 1921, et d'autre part en 1929 par rapport à 1928.

Quant à l'encaisse métallique, après avoir marqué une diminution sensible au début de 1920, diminution dont nous avons vu les causes et qui nécessita l'établissement du cours forcé, elle n'a cessé de s'accroître depuis, permettant, ainsi d'augmenter dans une notable mesure la circulation fiduciaire sans pour cela augmenter le rapport existant entre elles.

CHAPITRE III

Mesures prises à la suite de la hausse de la piastre

a) LE COURS FORCÉ.

La question de la stabilisation de la piastre ayant été à nouveau soulevée comme on l'avait déjà fait une première fois en 1902, une commission interministérielle fut réunie en juillet 1919. Elle se prononça contre la stabilisation avec dévalorisation mais, par contre, elle conseilla :

1° de mettre en circulation des petites coupures de papier-monnaie,

2° de faire frapper une monnaie divisionnaire, à bas titre, afin d'éviter son exportation clandestine,

3° d'établir le cours forcé des billets de la Banque de l'Indochine,

4° d'adopter une piastre à teneur d'argent moins élevée que celle de la piastre de 1885.

Les deux premières recommandations furent suivies par arrêté du 6 octobre 1919 et la troisième par arrêté du Gouverneur Général du 27 mars 1920.

La quatrième ne fut jamais exécutée.

Cependant, l'Indochine manquait de numéraire car, pendant la durée de la guerre, la colonie malgré des démarches réitérées, n'avait pu être ravitaillée en numéraire par la métropole.

D'autre part, le Gouvernement ne voulait pas établir

le cours forcé, n'étant pas certain que l'indigène, habitué à la monnaie métallique et à obtenir aisément le remboursement des billets de banque, accepterait facilement cette mesure.

Par arrêté du 17 décembre 1919, le Gouverneur Général prescrivit que l'exportation du riz à l'étranger serait subordonnée à la condition du paiement en métal (c'est-à-dire 24 grammes 3 d'argent fin par piastre), du 1/5 au moins des quantités exportées. Ce métal devait être déposé par les acheteurs étrangers à la Banque de l'Indochine, qui leur remettait à son tour aux termes des accords passés avec le Gouvernement, un montant égal de piastres en billets.

Les sommes ainsi déboursées en billets par la Banque furent considérées comme avancées au Gouvernement Indochinois qui devenait dès lors propriétaire des monnaies et métaux importés sous la condition de rembourser à la Banque, piastre pour piastre, les sommes avancées par elle.

Au point de vue de la circulation monétaire et de l'accroissement de l'encaisse métallique, les résultats de l'arrêté du 17 décembre furent excellents par le fait qu'ils apportaient à la circulation fiduciaire l'appui solide d'une nouvelle garantie métallique. En outre, il permit d'éviter momentanément l'établissement du cours forcé mais il ne protégea pas suffisamment les Banques et le Commerce contre la crise du change provenant surtout de l'insuffisance du numéraire. Cette crise fut telle que la Banque de l'Indochine, pour se garantir des risques du change dut essayer de décourager les acheteurs de piastres.

LA CONVENTION DE 1920.

Le 30 décembre 1919, le Gouverneur Général, M. Maurice Long, rapportait l'arrêté du 17 décembre, puis le 20 janvier

1920 il passait avec la Banque de l'Indochine une Convention qui apportait deux innovations ; l'institution du cours forcé du billet de banque, et la fixation, par arrêté, du taux de la piastre à la Banque de l'Indochine avec garantie contre le risque de perte (1).

Malgré les à-coups que la circulation fiduciaire put ressentir, le Gouvernement n'avait jamais été dans l'obligation d'instaurer le cours forcé. Il a fallu la guerre et son cortège de conséquences désastreuses pour arriver à ce résultat. C'est à la suite du bouleversement qu'elle apporta dans la situation économique et financière de la colonie que cette mesure fut édictée.

Le cours forcé entra en vigueur le 27 mars 1920.

Contrairement aux prévisions, l'établissement du cours forcé fut très bien accueilli dans toute l'Indochine, sauf par les petits cultivateurs qui s'effrayèrent en voyant venir jusqu'à eux la monnaie papier d'autant plus que les petites coupures de 0 P. 50, 0 P. 20 et 0 P. 10 étaient tellement mal fabriquées et avec du si mauvais papier qu'elles devenaient vite inutilisables.

b) FIXATION DU TAUX DE LA PIASTRE.

Le taux fut désormais fixé par arrêté du Gouverneur Général alors que seul jusqu'alors le taux du Trésor avait été établi de cette façon, et pour garantir la banque du

(1) La durée de cette convention était limitée au maximum à celle du cours forcé c'est-à-dire que le gouvernement ne pourrait revenir à l'usage de la monnaie métallique qu'après liquidation de son compte spécial avec la Banque, c'est-à-dire après règlement du remboursement, piastre pour piastre, des sommes dont il aurait été constitué débiteur.

risque de perte, le Gouvernement s'engagea à payer à la Banque la différence au cas où le taux fixé viendrait à dépasser le prix commercial du lingot d'argent de 24 gr. 3 ; au contraire, si le taux fixé était inférieur à la valeur intrinsèque de la piastre et que des remises de l'extérieur offertes à la Banque soient si nombreuses que la Banque ne puisse pas les placer à l'intérieur, c'est-à-dire trouver preneur, le Gouvernement Général achèterait l'excédent non vendu. Ces opérations s'effectueraient par jeux d'écritures au Crédit ou au Débit du Compte spécial du Gouvernement à la Banque. Les risques de spéculation restaient donc entièrement à la charge de la colonie. En réalité les billets étaient donc émis par la Banque mais au compte du Gouvernement Général (2).

Pour les Banques autres que la Banque d'émission, le taux de la piastre resta libre mais, en fait, elles adoptèrent pratiquement le taux officiel gouvernemental à quelques centimes près.

C'était donc là pour le Gouverneur Général une occasion de stabiliser le change de l'Indochine, mais en assurant lui-même les risques de l'opération.

Cependant, après avoir connu l'apogée de sa valeur en février 1920, l'argent baissa à nouveau. Par le simple jeu de la loi de l'offre et de la demande en raison de la mise en exploitation de mines nouvelles et, d'autre part, de la démonétisation des pièces d'argent qui furent fondues ; l'offre affluait et la demande diminuait.

Le taux de la piastre qui était de 16 fr. 50 le 14 février 1920 descendit à :

(2) B. NOGARO. — Le problème monétaire dans l'Indochine française. Avril 1922.

10 fr. 25 le 2 juin, et 8 francs le 11 juin.

La Commission interministérielle préconisa alors la stabilisation de la valeur de la piastre, au taux de 3 fr. 50 OR minimum et de 4 francs OR maximum, suivant que le marché de l'argent enregistrerait une baisse ou une hausse dans les mois suivants ; mais cette réforme fut ajournée *sine die* surtout parce que la Métropole s'y opposa pour des raisons un peu trop personnelles n'estimant pas opportun que la colonie vint à l'étalon or avant qu'elle-même y soit revenue.

Le taux de la piastre se remit à baisser à nouveau et s'affaissa brutalement à 6 fr. 75 le 2 février 1921, pour osciller entre 6 francs et 8 francs pendant l'année 1921. C'est alors que le Gouverneur Général crut prudent de liquider sa situation vis-à-vis de la Banque de l'Indochine. Il offrit à la Banque les 197.500.000 francs qu'il possédait en contrepartie des avances en piastres faites par la Banque en exécution des accords de la Convention de 1920, au taux de 6 fr. 81 par piastre (taux du jour de la liquidation du compte). La Banque accepta et comme en 1920 les piastres avancées par l'Institut d'émission avaient été cédées à un taux variant entre 9 et 16 francs, il s'ensuivit que le Gouvernement réalisa un bénéfice de l'ordre de 120 millions de francs.

c) SUPPRESSION DU COURS FORCÉ ET STABILISATION DE FAIT.

Désirant ensuite supprimer le cours forcé des billets de la Banque de l'Indochine, le Gouverneur Général se procura, de janvier à novembre 1921, des piastres qu'il fit frapper à San-Francisco et destinées à être mises en circu-

lation dès l'abrogation du cours forcé ; décidée par arrêté du 30 décembre 1921 et qui devint effective à partir du 1^{er} janvier 1922 ; puis le 11 janvier 1922 le Gouvernement limita à 9 fois le rapport de la circulation fiduciaire à l'encaisse métallique. Depuis le 1^{er} janvier 1922, le régime monétaire de l'Indochine redevint donc ce qu'il était avant l'institution du cours forcé et la convention de 1920 ; l'exportation du métal argent est toujours interdite et l'importation pratiquement impossible.

Dès les années suivantes la piastre subit la plus formidable hausse qu'elle ait jamais enregistrée ; elle suivit et parfois même précéda l'ascension de la livre sterling et du dollar, en un mot de toutes les bonnes monnaies par rapport à la monnaie française chaque jour plus dépréciée.

La moyenne mensuelle du taux de la piastre qui était de 10 fr. 20 en janvier 1925, passait successivement à 15 fr. 37 en décembre 1926 puis 22 fr. 23 et même 27 fr. 50 en juillet 1926. Mais, en France, le Président Poincaré s'étant mis à l'œuvre pour stabiliser le franc, la baisse de la piastre se manifesta aussitôt jusqu'au cours de 12 fr. 30 en décembre 1926, avec diverses oscillations entre 12 francs et 13 francs en 1927 et 1928 jusqu'à la stabilisation effective du franc réalisée le 25 juin 1928.

Cette stabilisation légale du franc ne fut, en somme, que la consécration d'une stabilisation de fait existant depuis plusieurs mois déjà et n'influença en rien le change de la piastre dont le taux fut désormais intimement lié au cours de l'argent métal.

L'argent métal continuant à baisser, le taux de la piastre suivit des oscillations parallèles et, à la date du 9 janvier 1930, M. le Gouverneur Général Pasquier donnait à la Banque l'ordre de maintenir la piastre à 10 francs par le

jeu des devises et en l'isolant des cours de l'argent métal ; c'était donc la stabilisation de fait de la piastre en attendant que la stabilisation légale intervienne.

d) STABILISATION LÉGALE.

La piastre indochinoise a été légalement stabilisée par décret du 31 mai 1930 qui précise :

ARTICLE PREMIER. — « La piastre, unité monétaire de
« l'union indochinoise est constituée par 655 milligrammes
« d'or au titre de 900/1000 de fin, soit l'équivalent de
« 10 francs selon la définition de la loi du 25 juin 1928 ».

ARTICLE 2. — « La Banque de l'Indochine est tenue
« d'assurer aux porteurs et à vue la convertibilité en or de
« ses billets. Elle assure cette convertibilité en échangeant
« ses billets contre de l'or à raison de 655 milligrammes
« d'or au titre de 900/1000 par piastre, soit à Saïgon, soit
« à Paris, à son choix, sous déduction, dans ce dernier
« cas, des frais de transports et d'assurance Saïgon-Paris.
« La Banque a la faculté de n'effectuer des échanges que
« pour des quantités minima qui seront fixées d'accord
« avec le Ministre des Colonies d'une part et la Banque de
« l'Indochine d'autre part.

« La Banque de l'Indochine est tenue d'acheter de l'or
« aux guichets de sa succursale de Saïgon, sur la base d'une
« piastre par 655 milligrammes d'or, au titre de 900/1000
« et sans retenir d'intérêts. Elle a la faculté de retenir au
« vendeur les frais de monnayage au tarif de la Monnaie de
« Paris. Les frais d'essai sont à la charge du vendeur.

ARTICLE 3. — « Pour la succursale de Saïgon, le montant
« cumulé des billets en circulation et des comptes courants

« créiteurs devra toujours être représenté pour le tiers
« au moins par une encaisse de garantie constituée par des
« lingots d'or ou des devises échangeables à vue contre des
« monnaies ou des lingots d'or.

ARTICLE 4. — « Les piastres métalliques continuent à
« avoir cours légal illimité. La Banque acceptera sans limite
« à ses guichets en Indochine, les piastres métalliques qui
« lui seront présentées. Elle les livrera au Gouvernement
« Général dont le compte sera débité d'une somme équi-
« valente en piastres ».

La stabilisation a eu pour résultat très appréciable de supprimer pour l'avenir les fluctuations de la piastre, ce qui est une très sérieuse garantie pour les capitalistes désireux d'utiliser leurs disponibilités dans des affaires coloniales.

Nous pouvons en donner comme preuve ce qu'écrivait M. le Professeur Oualid le 30 juin 1923 :

Un Français plaçant 800.000 francs représentant aujourd'hui 100.000 francs en Indochine, ne sait pas si dans deux ans il touchera 48.000 francs d'intérêt, ou 24 ou 96. Si la piastre demeure à 8 francs, il encaissera la première somme, si elle tombe à 4 francs, il aura la deuxième ; si elle monte à 16 francs, il recevra la troisième.

Même aléa dans les 10 ans si le placement est fait pour cette durée.

Certes, pour d'aucuns, ce facteur spéculatif est un attrait, mais il éloigne un grand nombre de capitalistes amateurs d'une certaine sécurité et peu désireux de spéculer sur la baisse éventuelle de la monnaie nationale.

L'Indochine a peut-être un peu trop tardé à suivre l'exemple du Maroc et de l'Inde Anglaise qui, à partir du moment

où par diverses influences tenant à la fois à la production et à la consommation, l'argent est devenu une matière à cours commercial instable, ont aboli la pratique effective de ce régime monétaire et ont abandonné le principe de l'étalon d'argent pour en venir au régime du monométallisme à base d'or.

Dans les dernières années le métal argent (et par conséquent la piastre) n'a cessé de fléchir de la façon la plus inquiétante déterminant par sa chute progressive des troubles sérieux dans l'économie de l'Indochine. Profitant du moment où la Chine par ses demandes d'argent contribuait dans une certaine mesure à enrayer la baisse, le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances ont passé avec la Banque de l'Indochine une Convention pour faire procéder à la liquidation de tous les avoirs argent pour le compte du Gouvernement Général, cette opération a abouti à une stabilisation de fait à un cours moyen de 10 fr. 04 qui, comme nous l'avons vu, est devenue plus tard une stabilisation légale au cours de 10 francs.

La stabilisation de fait de la piastre aurait très bien pu, à notre avis, être effectuée beaucoup plus tôt qu'elle ne l'a été, soit en 1906, soit en 1914 à la veille de la guerre, soit aussitôt après que l'a été la stabilisation du franc.

Pourquoi a-t-on ainsi retardé cette réforme ?

Sans doute pour deux raisons.

La première, c'est que l'on s'obstina à vouloir joindre à la question de la stabilisation de la piastre celle du renouvellement du privilège de la Banque de l'Indochine.

La deuxième, c'est qu'on craignait que la stabilisation de la piastre survenant immédiatement après celle du franc, occasionnât une forte demande d'or provoquant ainsi la raréfaction de cette matière.

Que faut-il penser du taux de 10 francs qui a été choisi pour la stabilisation de la piastre par M. Piétri, alors Ministre des Colonies et à la compétence duquel il y a lieu en la circonstance de rendre hommage.

Il consacre, ce n'est pas douteux, la diminution du pouvoir d'achat de l'Indochine ; en effet, nous constatons que pendant la période de 1909 à 1913 et celle du 1^{er} juillet 1927 au 31 décembre 1928, pour une valeur à peu près égale de l'argent métal la piastre se maintint au taux proche de 12,50 francs nouveaux (3).

Or, comme l'a déclaré à la Chambre M. Outrey, dans la discussion parlementaire sur le budget des colonies, la piastre valait environ 2 fr. 25 en 1913 et par suite il eût fallu la stabiliser à 11 fr. 25 environ.

Nous concluons, en effet, que c'est là évidemment le taux normal de la piastre puisque à deux époques normales, avant et après la grande tourmente, la piastre cotait à peu près la même valeur ; il semble donc regrettable que l'on n'ait pas stabilisé au taux de 12 fr. 50 ou tout au moins de 11 fr. 25.

L'opinion publique en Indochine désirait, d'ailleurs, que la stabilisation fut faite au cours de 1 piastre pour 11 francs.

En tout état de cause, outre l'argument tiré de l'indéniable clarté du cours de 10 francs qui permet une sorte d'alliance entre la monnaie indochinoise et la monnaie métropolitaine, il semble que le gouvernement ait eu surtout le souci de fixer la stabilisation au niveau même où elle avait été matériellement réalisée.

D'ailleurs il serait inexact de croire que l'Indochine se

(3) Rapport du Budget Général des Colonies de M. ARCHIMBAUD. (Exercice 1930).

trouve désormais liée au change du franc français. Sa monnaie est vis-à-vis de la monnaie française aussi indépendante et aussi libre que n'importe quelle monnaie d'or.

Maintenant que la stabilisation est chose faite elle peut donner lieu à deux observations :

1° La piastre métallique d'argent conserve une valeur libératoire illimitée de telle sorte qu'aucun trouble ne sera apporté aux habitudes de la population indigène.

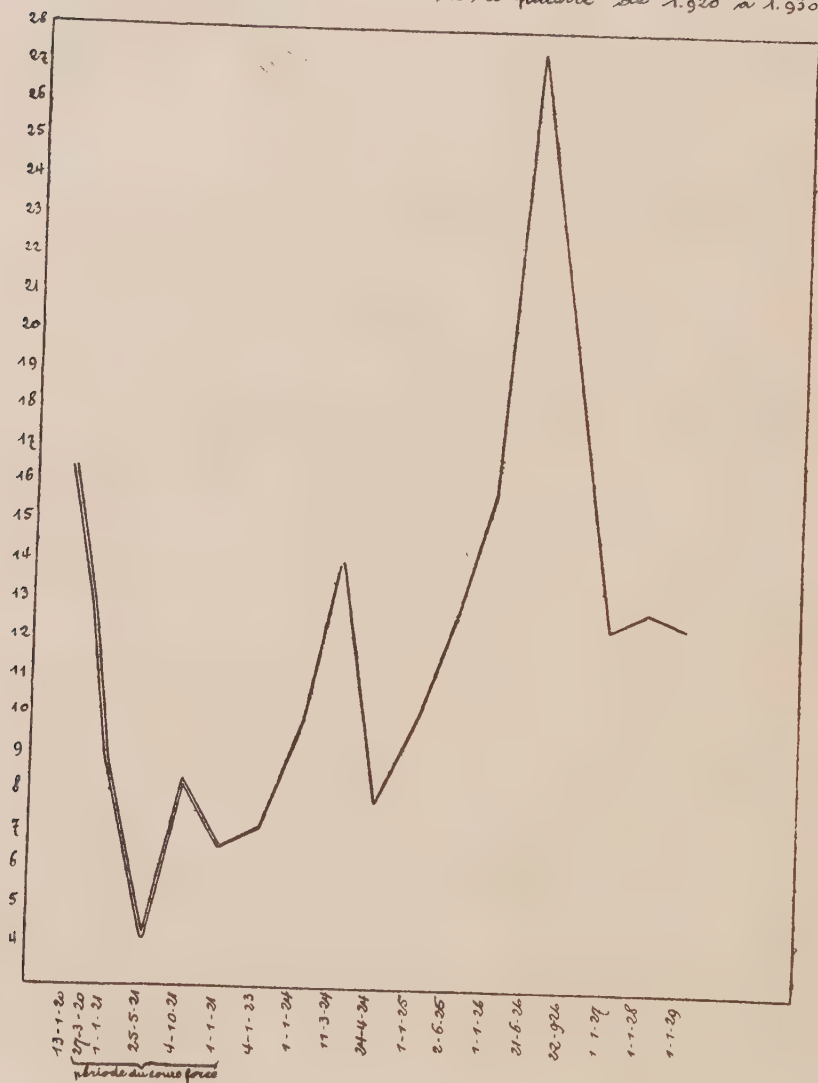
2° A la différence des grands instituts d'émission comme la France ou l'Angleterre, la banque de l'Indochine ne sera plus tenue à constituer son encaisse par des lingots ou des pièces d'or, mais seulement par des avoirs en devises or (c'est-à-dire pratiquement, des francs, des livres ou des dollars).

En revanche, aucune quantité d'argent ne figurera dans la couverture de la circulation de manière que le caractère or de cette circulation soit pleinement sauvegardé.

Il reste donc maintenant à l'Indochine à s'adapter à son nouvel étalon monétaire. Pour l'instant il faut reconnaître que la réforme avantage plutôt le producteur que le consommateur ou le salarié, mais que cette situation n'est que provisoire et des réajustements feront rapidement disparaître cette anomalie (4).

(4) F. PIETRI. — L'Europe Nouvelle, 1930, page 864.

Courbe représentant les oscillations de la piastre de 1.920 à 1.930



CHAPITRE IV

Rôle de la Banque de l'Indochine dans la stabilisation de la piastre

Bien avant la guerre : en 1903, 1904 et 1905, la Chambre de Commerce de l'Indochine réclamait la réforme monétaire c'est-à-dire l'abandon de l'étalon argent et son remplacement par l'étalon or, mais une commission ministérielle repoussait cette réforme en 1906.

Après la guerre une commission monétaire réunie par le gouverneur général Maurice Long en 1920 (1), se prononçait à nouveau à l'unanimité pour l'adoption immédiate de l'étalon or mais d'une part l'opposition de la métropole qui ne trouvait pas opportun que la colonie prit cet étalon avant qu'elle-même y fut revenue, d'autre part la baisse du métal argent qui modifiait les questions techniques de passage d'un étalon à l'autre, envisagées par la commission, entraînèrent le maintien du statu quo.

Enfin, il y a lieu d'ajouter à ces deux causes une troisième qui est l'opposition très nette bien qu'elle ait été plus ou moins occulte de la banque de l'Indochine violemment hostile à cette idée de réforme qui avait pour elle le résultat pratique de supprimer l'agio et par suite les

(1) Rapport du budget général des Colonies de M. ARCHIMBAUD. (Exercice 1930).

bénéfices considérables qu'elle en retirait et qui étaient une de ses principales sources de revenus. En effet, les dirigeants de la banque de l'Indochine et particulièrement les directeurs d'Agences et de Succurales étaient admirablement placés pour jouer à coup sûr, soit à la hausse, soit à la baisse de la piastre ; ils ne pouvaient pour ainsi dire jamais se tromper et par suite, chaque fois qu'il y avait une différence de cours en plus ou en moins, il en ressortait toujours un bénéfice pour la banque.

D'autre part, la banque de l'Indochine ayant donc un intérêt particulier et personnel immédiat à défendre l'étalon d'argent faisait valoir que l'Indochine a été presque complètement épargnée pendant la guerre par la formidable hausse des prix qui a sévi dans le monde entier et qui a été génératrice de désordres au point de vue économique, et de souffrances considérables pour les différents peuples. C'est ainsi que le prix de gros, en piastres, du riz n'a fait que doubler de 1915 à 1919, tandis que le prix de la même denrée évaluée en monnaie d'or quadruplait. De même le cours moyen du zinc en piastres, n'a subi qu'une variation de 13 % tandis que les fluctuations du cours en dollars or ont atteint 38 % (2).

Malgré la résistance latente de la banque de l'Indochine la stabilisation se fit et la banque fut autorisée à vendre pour le compte du gouvernement général les piastres d'argent qu'elle détenait et à affecter le produit de ces ventes à des achats d'or ou de monnaie d'or. Il était en outre entendu que pendant un temps indéterminé cet or, ces monnaies d'or ou ces devises or seraient considérés comme remplaçant l'encaisse métallique telle qu'elle est devenue par

(2) A. LOCHARD. — « L'Europe Nouvelle », 1930, page 441.

le statut de la banque d'une part et par le privilège d'émission d'autre part.

La banque de l'Indochine a conduit ces diverses opérations d'une manière remarquable qui lui a permis de garder la maîtrise du marché de l'argent sans aucun contexte entre la période de la stabilisation de fait jusqu'au moment de la stabilisation légale et d'arriver à cette stabilisation légale sans qu'aucune secousse soit ressentie par la population indigène.

En effet, les habitudes des Indochinois en général et des paysans en particulier sont trop enracinées pour qu'il eût été possible d'opérer sans beaucoup de ménagement et c'est ce qui explique que d'ici longtemps on ne pourra procéder à la mise en circulation d'une monnaie d'or car il est indispensable au préalable de faire l'éducation des indigènes des provinces agricoles pour leur apprendre l'usage du billet.

La réforme monétaire aura-t-elle sur la vie de l'indigène un retentissement ?

Oui, nous en sommes persuadés.

D'abord le malaise provenant de l'incertitude dû aux écarts entre les prix de ventes et les prix de revients ou d'achats va disparaître.

De plus, les importations de capitaux vont reprendre et par suite la mise en valeur de la colonie se poursuivra sur un rythme accéléré.

N'y a-t-il pas lieu de craindre une hausse des prix de revient ?

Nous ne le croyons pas car les prix de l'Indochine sont déjà réglés par rapport à l'or par l'intermédiaire des prix du riz. Il est certain qu'un réajustement des prix est à prévoir mais il aura pour cause la baisse de la piastre argent qui a été précisément le motif de la réforme faite pour

arrêter l'avilissement du pouvoir d'achat d'une monnaie à base d'argent.

On voit donc l'importance capitale de la réforme monétaire entreprise dans ce pays neuf et nous sommes persuadés qu'elle aboutira à rendre plus prospère encore l'Indochine déjà prospère.

DEUXIÈME PARTIE

ROLE DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE COMME BANQUE D'ÉMISSION

Le 31 janvier 1875, un décret général pris en vertu de la loi du 24 juin 1874 sur les banques coloniales, organisa en Cochinchine une banque d'émission qui reçut le nom de Banque de l'Indochine, et dont le privilège d'émission fixé à 20 ans ne s'étendit tout d'abord qu'à la Cochinchine et à l'Inde Française.

Son siège social fût installé à Paris et deux agences furent ouvertes à Saïgon et à Pondichéry ; son capital fut fixé à 8 millions de francs.

La banque de l'Indochine, institut d'émission, a ceci de commun avec nos autres banques coloniales qu'elles ont toutes le monopole de l'émission des billets dans chacune des colonies respectives où elles ont été créées et qu'elles sont toutes contrôlées par une commission de surveillance instituée à Paris, auprès du Ministère des Colonies.

Une autre caractéristique leur est commune, c'est de n'avoir pas la liberté d'émission, mais au contraire d'être soumises au régime de la réglementation.

En effet, deux conditions sont exigées cumulativement pour l'émission des billets, savoir :

1° Le montant des billets en circulation ne peut en aucun cas excéder le triple de l'encaisse métallique ; toutefois, depuis 1880 ce principe a été transgressé à différentes reprises ;

2° Le montant cumulé des billets en circulation, des comptes-courants et des autres dettes de la banque ne peut excéder le triple du capital social et des fonds de réserve, à moins que la contrevaletur des comptes-courants et des autres dettes soit représentée par des numéraires venant augmenter l'encaisse métallique.

La véritable détentrice et distributrice des piastres en Indochine est donc la banque de l'Indochine. Elle puise cette qualité dans son double rôle d'institut investi du privilège d'émission et de banque de crédit jouissant d'un monopole de fait c'est-à-dire drainant vers elle toutes les disponibilités en piastres sous forme de dépôts ou de traites sur le dehors ; il est donc impossible de se passer d'elle si l'on veut obtenir des avances ou crédits en piastres ou même tout simplement des piastres contre quelque monnaie que ce soit et en particulier contre des francs français. Comme elle est en fait toute puissante et incontrôlée, comme son directeur n'est pas nommé par le gouvernement, comme ses statuts ne lui font presque aucune obligation de favoriser les relations d'affaires entre la métropole et la colonie, comme elle joue elle-même le rôle de banque d'affaires en Extrême-Orient, elle a une tendance naturelle à réserver des ressources au développement de ses propres affaires ou de celles des entreprises auxquelles elle est intéressée. Elle peut en outre, grâce à sa puissance, s'opposer, fut-ce par simple inaction, à toute création susceptible de lui porter

ombrage, notamment en refusant les facilités indispensables à un début ou simplement les moyens monétaires locaux ou le crédit nécessaire même contre garanties indiscutables, ce qui s'est produit à diverses reprises.

Ses billets ont cours légal (1) : les coupures autorisées étant primitivement de 1.000, 500, 100, 20 et 5 francs, — à noter qu'en cas de faillite l'Etat n'est jamais responsable du non remboursement des billets.

Par mesure transitoire la banque fût autorisée à exprimer la valeur de ses billets en monnaie locale, étant entendu que ces différentes valeurs seraient à peu près équivalentes aux coupures prévues et autorisées, dont nous venons de parler. C'est ainsi que les billets pour l'Indochine sont évalués en piastres, ceux pour l'Inde en roupies et seuls ceux pour la Nouvelle-Calédonie en francs (2).

Ce n'est que le 3 avril 1901 qu'un décret autorisa la banque à émettre des billets exprimés en monnaie locale sans rapport de valeur avec les coupures primitivement autorisées et libellées en francs (3).

Puis le capital fût porté à 36 millions de francs en 1906, à 48 millions en 1919, à 72 millions en 1920, et enfin à

(1) Toutefois, le cours légal n'était reconnu que dans la circonscription des succursales où ils étaient payables. Cette mesure qui avait pour conséquence que les billets émis à Saïgon n'avaient pas cours légal au Tonkin et inversement, que les billets émis à Haiphong n'avaient pas cours légal en Cochinchine, existe toujours mais n'est plus appliquée. A l'heure actuelle, les billets émis par la banque de l'Indochine et ses succursales sont remboursables dans n'importe quelle succursale de l'union indochinoise.

(2) La roupie est une pièce d'argent pesant 11,663811 grammes au titre de 11/12, c'est-à-dire contenant 10,691827 grammes d'argent fin.

(3) Il y a lieu de noter qu'en réalité, comme nous l'avons vu précédemment les billets de la banque de l'Indochine avaient toujours été libellés en monnaie locale.

120 millions et même 150 millions dans certaines conditions par le projet de convention du 26 novembre 1929 adopté par la Chambre des Députés le 2 février 1931 et par le Sénat le 6 mars 1931.

Le décret du 16 mai 1900 a reconnu à la banque le droit de participer jusqu'à concurrence du quart de son capital social aux emprunts d'Etat dans les pays où elle possède des établissements et dans la limite du tiers de ses réserves à la création ou à la constitution d'entreprises financières industrielles ou commerciales ayant leur objet à proximité de ses Comptoirs.

De cette faculté la banque a tiré un parti considérable pour verser surtout à l'étranger, dans la politique très lucrative des banques d'affaires mais en délaissant les formes de distribution plus utiles mais moins fructueuses des crédits qu'elle tenait de l'émission.

Qu'est-ce donc que ce privilège d'émission ?

Accorder le privilège d'émission à un établissement de crédit c'est lui donner le droit d'émettre du papier monnaie à l'exclusion de tout autre établissement financier. Ce privilège a été accordé aux banques coloniales par la loi de 1851 et la banque de l'Indochine en fût investie par le décret de 1875.

D'après les uns, le privilège d'émission est, au point de vue juridique, un acte de commerce qui ne diffère d'aucune autre opération de banque ; par suite, le droit d'émettre des billets doit rester libre et n'être soumis à aucune réglementation spéciale.

D'après les autres, l'émission est un acte de gouvernement ; émettre un billet de banque, c'est battre monnaie ; c'est donc une prérogative exclusive de l'Etat et de l'Etat seul.

Enfin, un troisième système a recours à un moyen terme entre les deux premiers, d'après lequel l'émission, sans être libre, n'appartient pas cependant à l'Etat. Le privilège est conféré à un établissement financier spécial qui, seul, a le pouvoir d'user de la faculté d'émettre des billets. En revanche, cet établissement ne jouit de cette faculté que sous un contrôle sévère de la part de l'Etat ; c'est ce dernier système qui est en vigueur actuellement en France et dans les colonies françaises.

Mais pour que ce privilège d'émission puisse porter ses fruits, il faut encore que les billets soient déclarés monnaie légale.

Le gouvernement s'en rendit compte et c'est pourquoi, en 1851, il donna cours légal aux billets émis dans les colonies par les banques coloniales et la même faveur fût accordée à la banque de l'Indochine dès 1875.

Provenant de l'initiative privée et des efforts conjugués de trois établissements de crédit : le Comptoir d'escompte, la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, et la Banque de Paris et des Pays-Bas, la banque de l'Indochine ne tarda pas à s'évader des limites étroites du texte du décret de 1875 et devint rapidement une grande banque d'affaires en même temps qu'un Institut d'émission.

Comme banque d'émission elle émet des billets de banque et est soumise, en échange de ce privilège, à certaines obligations : partage des bénéfices avec l'Etat, redevances annuelles, avances à l'Etat dans certains cas, augmentation possible du nombre des places bancables, services gratuits de trésorerie, etc...

Comme banque d'émission, son rôle est multiple. C'est avant tout une banque chargée de procurer au Commerce et à l'Industrie la monnaie fiduciaire indispensable pour

faciliter les échanges. C'est donc un organisme séparé de l'Etat, c'est-à-dire une banque privée chargée de mettre cette monnaie fiduciaire à la disposition du public grâce à la confiance qu'elle inspire et de fournir dans une économie perfectionnée une circulation monétaire plus intense. Or, comme toute banque d'émission a pour but de faire du crédit et est appelée à jouer un rôle considérable dans les règlements internationaux d'un pays considéré puisqu'elle peut gouverner et diriger les mouvements de l'or, défendre, assainir et régulariser le système monétaire du pays, il en est de même pour la banque de l'Indochine, bien que ce rôle ait été beaucoup moins important pour elle que pour la Banque de France, par exemple, surtout pendant la guerre. En effet, alors que la Banque de France est devenue, pendant la période de 1914 à 1918, le banquier de l'Etat français auquel il a fait des avances qui se sont élevées à 27 milliards de francs, il n'en a pas été de même pour la banque de l'Indochine, parce que très éloignée de la métropole elle n'a eu à effectuer pour le compte de l'Etat ni paiement d'armées, ni achats à l'étranger.

Comme banque d'escompte elle ouvre des dépôts en comptes-courants, elle escompte des effets de commerce, reçoit des dépôts, fait des avances sur titres, exécute les ordres de bourse de sa clientèle ; toutefois, elle est tenue d'observer un certain nombre de règles particulières.

Conformément à ses statuts, elle ne peut admettre à l'escompte que des papiers bancables.

Ses comptes-courants (autres que ceux sur titres ou sur lingots et monnaies) et les comptes de dépôts de fonds avec les particuliers doivent toujours être créditeurs c'est-à-dire présenter un solde au profit des clients, la banque ne faisant pas d'avances à découvert.

Les soldes créditeurs de ces clients qui peuvent être considérés comme des dépôts à vue ne reçoivent aucun intérêt.

Mais la banque de l'Indochine est d'autre part (et nous avons vu que c'est ce qui la différencie des autres banques d'émission et en particulier de la Banque de France) une société financière et comme telle elle peut faire toutes les opérations habituelles des banques privées qui consistent surtout à canaliser l'épargne et à utiliser le goût de certains pour la spéculation. Par suite la banque de l'Indochine émet des valeurs mobilières fractionnées à l'infini en titres de rentes et actions, susceptibles sous cette forme d'intéresser les possesseurs des portefeuilles les plus modestes. Cette forme de l'émission de titres a eu évidemment pour résultat de démocratiser le capitalisme, mais en revanche elle offre l'inconvénient de ne présenter parfois que des opérations très aléatoires, ce qui explique qu'elles soient interdites à une banque telle que la Banque de France dont la confiance qu'elle inspire et qui est un des éléments principaux du crédit de l'Etat lui-même, ne doit en aucun cas être atteinte.

La banque de l'Indochine risque ainsi d'être dans l'impossibilité de faire face à tout moment aux demandes de remboursements de ses billets. C'est par ce rôle double qu'elle se différencie de nos autres instituts d'émission et plus spécialement de la Banque de France qui ne joue aucun rôle comme banque d'affaires.

Le principal caractère de la banque de l'Indochine est donc d'être un établissement privé et non une banque d'Etat. Pas de gouverneur, de sous-gouverneurs et de directeurs d'agences nommés directement par l'Etat comme à la Banque de France. La banque de l'Indochine se rapproche davantage de la Banque d'Angleterre, du moins au

point de vue organisation et contrôle que de notre propre institut national d'émission.

Il y a lieu de se demander si un simple décret suffisait à créer la banque de l'Indochine. On peut répondre affirmativement en se référant à l'article 7 de la loi de 1849 sur les banques coloniales. D'autre part, l'institution de la banque de la Nouvelle-Calédonie par un décret du 14 juillet 1874 créait un précédent. Enfin, le gouvernement prit toutes les garanties désirables en demandant l'avis de la commission de surveillance des banques coloniales avant la signature du décret constitutif de la Banque de l'Indochine ; dans ces conditions il est difficile de contester la légalité de cette création.

A la suite du développement du commerce français en Extrême-Orient, on se rendit compte que les statuts de la Banque de l'Indochine la plaçaient en état d'infériorité vis-à-vis des banques étrangères concurrentes, en ne lui permettant pas de se soumettre suffisamment aux exigences du commerce local.

Le décret du 16 mai 1900 prorogeant à nouveau le privilège de la banque pour une période de 20 ans, apporta un remède à cette situation et porta le capital à 24 millions de francs. La plus importante modification apportée aux statuts intérieurs fut la faculté accordée à la banque de consentir des prêts et des avances suivant les conditions des usages locaux et d'après les coutumes particulières à chaque pays où la banque avait une succursale.

Désormais, la situation de la banque sera donc différente suivant qu'elle sera installée dans une colonie, c'est-à-dire en terre française, ou au contraire en pays de protectorat ou même en pays étranger.

La banque de l'Indochine est donc investie du droit

d'émettre, à l'exclusion de tous autres établissements, des billets à vue ou au porteur. La création de ces billets permet à la banque d'emprunter d'une façon détournée un capital dont elle n'a pas à payer les intérêts et rend toute concurrence sinon impossible du moins très difficile. Or, en Indochine la concurrence aurait pour avantage d'amener un abaissement du taux de l'escompte qui est en général assez élevé.

De plus, le gouvernement a décrété le cours légal des billets de la banque de l'Indochine en vertu duquel ces billets doivent être reçus comme monnaie légale par les particuliers et les caisses publiques, qui ne peuvent les refuser (1).

Les succursales de la Banque à l'étranger peuvent également, après avis favorable du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires étrangères, émettre des billets remboursables à vue et au porteur, mais ils ne sauraient être imposés en paiements : ils valent simplement ce que vaut le crédit de la succursale envisagée. D'après le décret de 1900, ces billets sont remboursables non seulement par l'établissement qui les a émis, mais encore par toutes les succursales et agences désignées d'un commun accord par le Ministre des Colonies et la Banque (art. 6). Il en résulte que la banque doit surveiller étroitement ses opérations afin d'être toujours en mesure de faire face à toutes les demandes de remboursement ; c'est un des motifs qui a empêché la banque de développer la branche du crédit agri-

(4) Cette disposition qu'il ne faut pas confondre avec celle du cours forcé laisse intact le droit du porteur au remboursement en espèces. Les habitants sont tenus d'accepter le papier, mais rien ne les empêche d'aller ensuite le changer immédiatement à la succursale la plus proche.

cole en Indochine et lui a permis de jouer un rôle beaucoup plus important comme société financière dans les pays étrangers que dans nos possessions françaises d'Extrême-Orient.

Une autre mesure de précaution a été édictée par l'article 8 du décret de 1900 qui précise que le montant cumulé des billets en circulation des comptes-courants et autres dettes de la banque ne peut excéder le triple du capital social et des réserves. D'autre part, l'article 7 précise que le montant des billets en circulation de chaque succursale ne peut en aucun cas excéder le triple de son encaisse métallique dans laquelle est comprise celle des agences rattachées. Cette prescription s'applique également à chaque agence située en pays étranger et autorisée à émettre des billets. L'encaisse métallique doit se composer de monnaies ayant une valeur libératoire, c'est-à-dire pour l'Indochine de piastres. — Or la valeur de ces piastres variait fréquemment suivant le cours de l'argent métal, ce qui compliquait beaucoup le calcul de l'encaisse des succursales et des Agences de la banque de l'Indochine et rendait très difficile à observer la clause de l'article 8.

TROISIÈME PARTIE

EXAMEN DES CLAUSES ET CONVENTIONS

CHAPITRE PREMIER

Organisation de la Banque de l'Indochine

I. — LE CAPITAL

En Extrême-Orient on distingue donc d'une part, les établissements de crédit qui sont des organes privés sans attaches officielles et la Banque de l'Indochine, établissement privilégié, à la fois banque d'émission et banque d'affaires.

La Banque de l'Indochine est une Société Anonyme normale c'est-à-dire comme toutes les Sociétés constituées de ce genre. Son capital fut fixé en 1875 à 8 millions de francs, divisés en 16.000 actions de 500 francs. En 1888, ce capital fut porté à 12 millions, puis à 24 millions en 1900, puis : à 36 millions en 1905 (Ass. générale du 27 décembre 1905), à 48 millions en 1910 (Ass. générale du 12 janvier 1910), à 72 millions en 1919 (Ass. générale du 29 mai 1919),

décision ratifiée par arrêté du Ministre des Colonies le 17 janvier 1920, conformément à l'art. 4 des statuts.

Cette dernière augmentation de capital fut réalisée par la souscription de 48.000 actions nouvelles, dont la moitié offerte au public et l'autre moitié réservée aux anciens actionnaires. Il y a lieu de remarquer qu'en 1919 au moment de l'augmentation de capital, le capital primitif de 48 millions composé de 96.000 actions de 500 francs n'était pas entièrement versé. Un quart seulement des actions avait été versé pour répondre aux dispositions de la loi de 1867 qui exige pour la validité de la constitution d'une société que la totalité des actions ait été souscrite et que le quart ait été versé ; en réalité, le capital actions de la Banque de l'Indochine se réduisait donc à 12 millions.

Or, les actions nouvelles étant libérées à 475 francs, la Banque décida la libération des anciennes jusqu'à concurrence de la même somme, c'est-à-dire par un versement de $475 - 125 = 250$ francs, par action par virement des réserves provenant des primes payées par les actionnaires lors des précédentes augmentations de capital. Le reliquat de 25 francs ne fut pas versé, afin (art. 6) de permettre à la Banque de conserver le contrôle du mouvement des titres qui doivent ainsi rester nominatifs.

En effet, les titres de la Banque de l'Indochine en vertu de l'arrêté de 1900 étaient nominatifs ou au porteur. Mais en fait, ils étaient toujours restés nominatifs car ils ne pouvaient être transformés au porteur qu'après avoir été entièrement libérés, or, ils ne l'étaient pas.

D'autre part, ces actions nominatives ne sont négociables que par voie de transfert dont la forme est réglée par le Conseil d'Administration (art. 6).

Ces augmentations successives de capital furent faites

pour répondre aux besoins chaque jour nouveaux créés à la Banque par son extension en Extrême-Orient. Pour chaque augmentation de capital, l'Assemblée Générale a toujours eu recours au même procédé : la création d'actions nouvelles qu'elle préfère à l'emprunt sous forme d'émission d'obligations. D'ailleurs cette décision doit toujours être sanctionnée par un arrêté ministériel.

D'autre part, alors qu'il est question dans les statuts de nos banques coloniales de réductions volontaires du capital social les statuts de la Banque de l'Indochine ne mentionnent pas cette éventualité, car on a sans doute estimé qu'il était inutile de l'envisager.

Ces augmentations de capital avaient eu entre autres avantages celui de donner à la Banque un prestige plus grand et d'inspirer une plus grande confiance à ses clients. Il ne faut pas oublier en effet que l'aspect extérieur est un élément de succès qui ne doit pas être négligé, surtout en Chine où les habitants attachent en toutes choses une extrême importance à ce qu'ils appellent « la face ».

Conformément aux statuts un versement d'un deuxième quart pourrait être exigé 2 mois après que l'avis en aurait été émis par le Conseil d'Administration, de même le Ministre des Colonies pourrait requérir ce versement s'il le jugeait utile ; en fait, jusqu'à présent, on n'a jamais cru nécessaire de faire opérer ce versement. Nous voyons donc que le capital a été augmenté à trois reprises différentes. Or, aux termes des statuts de 1875, les propriétaires des premières actions émises devaient avoir un droit de préférence pour la souscription des actions nouvelles. Ce droit avait été exercé en 1888 sans aucune difficulté, mais il n'en fut pas de même en 1900. Le gouvernement trouva excessif que ce soit les seuls porteurs d'actions de la souscription

primitive qui puissent participer aux nouvelles émissions. Ces premiers souscripteurs qui étaient en fait les grands établissements financiers empêchaient ainsi le public d'acquiescer les actions nouvelles de la Banque. Toutefois, le gouvernement dut reconnaître qu'il n'était pas possible de porter atteinte aux droits acquis par ces premiers souscripteurs par le décret de 1888. Ils conservèrent donc leurs avantages mais il fut entendu qu'à partir du 21 janvier 1905, date de l'expiration du privilège qui avait été accordé, l'Etat reprendrait sa liberté pleine et entière et qu'il lui serait possible désormais de faire modifier les statuts de la Banque à ce point de vue. D'ailleurs, quelques années plus tard, le Gouvernement exigea une modification à l'article 3 des statuts en vertu de laquelle le droit de préférence pour la souscription aux actions nouvelles appartiendrait désormais à partir du 21 janvier 1905 à tous les porteurs d'actions.

II. — LES DIVIDENDES

L'article 2 des statuts précise que :

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif et dans le partage des bénéfices à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

Le Conseil d'Administration propose la répartition du dividende à l'Assemblée Générale des Actionnaires, cette assemblée l'arrête mais la distribution n'a lieu que lorsque le Ministre des Colonies a donné son approbation. Le Ministre a donc la faculté d'approuver ou de refuser la distribution des bénéfices réalisés et c'est là un moyen très important d'action du Gouvernement sur la Banque de l'Indochine.

D'après les rapports que lui fournit le Commissaire du Gouvernement, le Ministre peut se rendre compte que les dividendes proposés n'ont rien de fictifs.

Ce droit de veto n'est-il pas excessif ?

Il constitue évidemment le plus puissant moyen d'action de l'Etat sur la Banque.

L'Etat intervient à plusieurs titres dans la direction de la Banque : nomination des Directeurs du siège social et des divers comptoirs à l'Etranger — contrôle du Commissaire du Gouvernement et de la Commission des Banques coloniales — droit d'exiger la création de succursales et d'agences, mais comment l'Etat pourra-t-il imposer ses volontés ?

Il est évident qu'il le pourra en ne renouvelant pas le privilège, mais il hésitera à employer cette mesure extrême. Alors, il lui reste une autre sanction : c'est le droit de veto à la distribution des bénéfices réalisés ; l'Etat pourra ainsi introduire des modifications qu'il jugera utiles dans le fonctionnement de la Banque en subordonnant la distribution du dividende à la réalisation des réformes préconisées.

Il est certain qu'en cas de conflit entre le Gouvernement et la Banque, cette dernière sera dans l'obligation de se soumettre à la volonté exprimée par le Gouvernement. D'ailleurs, jusqu'à présent, le Gouvernement a toujours agi avec beaucoup de mesure et a toujours confirmé la décision prise par le Conseil d'Administration de la Banque en ce qui concerne la répartition du dividende.

Tous les 6 mois — le 30 juin et le 31 décembre — les comptes sont arrêtés et l'on établit le bilan des opérations de la Banque de l'Indochine. Quand le bénéfice net a été réalisé et après avoir opéré un premier prélèvement servant à former le fonds de réserve, un premier dividende égal à

6 % du capital versé est distribué aux actionnaires (Art. 32, Conv. 16 mai 1900). C'est là la première partie du profit qui revient aux actionnaires car ils perçoivent encore un deuxième dividende égal à 80 % du surplus des bénéfices (Art. 33).

En cas d'insuffisance des bénéfices, l'art. 33 autorise les prélèvements sur le fonds de prévoyance pour compléter le dividende à 6 % par an du capital versé ; cet article n'a pas eu son utilisation jusqu'à présent en raison de la courbe très ascendante des dividendes distribués.

Tel était du moins le régime des statuts du décret du 16 mai 1900. Les Statuts de la Convention de 1929 diffèrent des précédents sur ce point.

III. — LES RÉSERVES

Nous avons vu que la totalité des bénéfices n'est pas distribuée aux actionnaires, une partie étant affectée à des fonds de réserve statutaires ou facultatifs.

La loi de 1851 sur les Banques Coloniales précise que la part annuelle qui doit être consacrée aux fonds de réserve, est de 1/2 % du capital primitif, mais ce prélèvement peut cesser lorsque le montant de ce fonds de réserve a atteint la moitié du capital social.

La Banque de l'Indochine a adopté le même principe mais aucun maximum n'est fixé pour la constitution de son fonds de réserve.

Il existe d'autre part un fonds de prévoyance destiné à assurer aux actionnaires le paiement régulier de l'intérêt de leurs capitaux au taux de 6 %, il est constitué par un prélèvement opéré sur les dividendes et a pour but de

parer aux diminutions de bénéfices qui pourraient se produire.

Jusqu'à présent, on n'a jamais eu besoin de recourir à ce fonds de prévoyance pour assurer aux actionnaires l'intérêt minimum de 6 % et il est à remarquer que le dividende distribué a toujours été supérieur à ce taux.

Tels sont les fonds de réserve imposés à la Banque par ses statuts. Cependant, le Conseil d'Administration en effectue d'autres, pour l'amortissement des frais de fabrication des billets, pour la construction et l'achat de ses immeubles, pour l'installation de ses agences nouvelles et enfin pour alimenter une caisse de prévoyance spéciale destinée à venir en aide au personnel éprouvé par le climat des pays où fonctionnent ses agences. Ces divers prélèvements sont considérés par la Banque de l'Indochine comme de véritables frais généraux et ce n'est qu'après en avoir assuré le paiement, qu'elle distribue ses bénéfices nets et alloue :

- 1/2 % du capital au fonds de réserve statutaire ;
- 6 % du capital au dividende statutaire.

Ces prélèvements une fois exécutés, on distribue ce qu'il reste comme suit :

- 10 % au fonds de prévoyance statutaire ;
- 10 % au Conseil d'Administration ;
- 80 % aux actionnaires.

En 1927, les réserves de la Banque Indochinoise se sont élevées à 46.097.905. La Banque a toujours pratiqué une politique de réserves qu'elle a intérêt à accroître le plus possible afin d'augmenter ses participations dans les entre-

prises financières industrielles ou commerciales des pays où elle possède des établissements.

Elle y était d'ailleurs autorisée jusqu'à concurrence du tiers des réserves par le paragraphe final de l'art. 15 de la convention.

CHAPITRE II

Administration de la Banque

ADMINISTRATION CENTRALE :

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTEURS.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.

COMMISSION DE SURVEILLANCE.

ADMINISTRATION LOCALE :

DIRECTEURS DE SUCCURSALES ET D'AGENCES.

CENSEURS ADMINISTRATIFS.

CONSEIL D'ESCOMPTE.

COMPRADORE.

I. — ADMINISTRATION CENTRALE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

Nous devons rappeler au début de ce chapitre que la Banque de l'Indochine doit son origine à l'initiative privée. Aussi, tandis que les autres banques coloniales ont leur siège social dans la Colonie où elles fonctionnent, la Banque de l'Indochine a le sien à Paris, c'est-à-dire à proximité des Pouvoirs publics, ce qui présente certains avantages et garantit à la Banque un maximum d'indépendance. C'est à

Paris que la Banque aura son domicile légal et qu'elle effectuera le contrôle de toutes les opérations de ses diverses agences ; de plus, c'est une mesure de sécurité qui est susceptible d'éviter que les directeurs d'agences ne soient entraînés dans des opérations hasardeuses et pouvant compromettre la sécurité de leur établissement par exemple en écoutant avec trop de confiance les habitants notables de la Colonie où ils résident.

Il y a donc à la Banque de l'Indochine une Administration centrale et des Administrations locales particulières à chaque succursale et à chaque agence.

A l'Administration centrale, comme dans toute Société anonyme, c'est l'assemblée générale des actionnaires qui est l'organe principal.

D'après le décret du 16 mai 1900 qui est encore en vigueur à l'heure actuelle, l'assemblée générale des actionnaires se compose des 100 actionnaires qui, depuis 6 mois révolus, sont devenus propriétaires du plus grand nombre d'actions (art. 36). En cas de parité dans le nombre des actions, l'actionnaire le plus anciennement inscrit est préféré et s'il y a aussi parité de date d'inscription, c'est l'actionnaire le plus âgé qui obtient la préférence.

Sous le régime du décret du 31 janvier 1875, un actionnaire étranger pouvait faire partie de l'assemblée générale des actionnaires, à condition d'avoir depuis 5 ans au moins son domicile en France ou dans une colonie française. Mais, depuis 1900, il n'en est plus ainsi, on doit être français pour pouvoir prendre part à l'assemblée générale. On a voulu ainsi éviter que la Banque de l'Indochine, instrument primordial pour la France en Extrême-Orient ne soit soumise à une influence étrangère si minime soit-elle. D'autre part, pour permettre aux étrangers porteurs

d'actions de s'en débarrasser, dans des conditions normales, on a fixé au 21 janvier 1905 seulement la date à partir de laquelle la qualité de français serait obligatoire pour prendre part à cette assemblée.

Les actionnaires qui désirent prendre part à l'assemblée générale peuvent déposer leurs titres au siège social où il leur est remis en échange un récépissé qui leur servira de carte d'entrée (art. 36). Il est dressé une liste des actionnaires ayant déposé leurs actions, elle contient les noms et domicile des actionnaires et le nombre d'actions dont chacun est porteur. Cette liste est tenue à la disposition des actionnaires qui veulent en prendre connaissance (art. 36). De cette façon, ceux-ci peuvent le cas échéant émettre des critiques sur la validité des délibérations et des décisions prises par l'assemblée.

L'article 37 précise qu'il est possible de se faire représenter à l'assemblée par un mandataire, à condition que ce dernier en soit lui-même membre. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. Toutefois, une même personne ne peut réunir plus de 10 voix tant en son nom que comme mandataire (art. 38). D'autre part, il faut posséder 10 actions pour avoir droit à une voix. Cette disposition est spéciale à la Banque de l'Indochine. Les membres de l'assemblée des autres banques coloniales n'ont jamais qu'une voix dans les délibérations quel que soit le nombre de leurs actions.

Il y a des assemblées générales ordinaires et des assemblées extraordinaires. L'assemblée générale ordinaire est celle qui a lieu chaque année au mois de mai en général au siège social de la Banque, c'est le Conseil d'administration qui la convoque et le président du Conseil en dirige les débats où à son défaut le vice-président ou un admi-

nistrateur désigné par ses collègues. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts actionnaires présents et à leur refus par ceux qui les suivent par ordre d'inscription jusqu'à acceptation. Le bureau désigne son secrétaire (art. 39).

L'Assemblée générale délibère sur des questions nombreuses. Elle entend le rapport du Conseil d'Administration sur la situation des affaires sociales. Elle discute, approuve ou rejette les comptes, elle délibère sur les questions qui lui ont été soumises par le Conseil au moins 5 jours à l'avance. Un résumé de la situation de la Banque est mis à la disposition des actionnaires 8 jours avant la réunion, de telle sorte qu'en arrivant à l'assemblée ils peuvent donner leur avis en toute connaissance de cause, de plus elle fixe les dividendes à répartir.

L'assemblée générale procède à la nomination des Administrateurs sur la présentation du conseil d'administration. Les nominations ont lieu par bulletin secret si la demande en est faite et à la majorité absolue des suffrages des membres présents. Cette majorité est exigée pendant deux tours de scrutin, mais, si personne ne l'obtient, l'assemblée procède au scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont réuni le plus de voix au deuxième tour. En cas d'égalité de voix à ce scrutin c'est le candidat le plus âgé qui est élu (art. 40).

Certaines conditions sont nécessaires pour que les délibérations de l'assemblée générales soient valables. Un quorum est exigé. Il faut la présence de 20 membres au moins, réunissant entre leurs mains le quart des actions émises pour que la réunion puisse avoir lieu. Si ce nombre d'actionnaires et cette proportion de titres n'étaient pas atteints, on devrait procéder à une nouvelle convocation

à 15 jours d'intervalle au moins ; les membres présents à cette nouvelle réunion peuvent délibérer valablement quel que soit leur nombre mais seulement sur les objets qui ont été mis à l'ordre du jour de la première réunion (art. 41).

L'assemblée générale doit être convoquée dans certains cas énumérés aux statuts, ce sont des réunions extraordinaires :

1° Lorsque des actionnaires réunissant ensemble le tiers au moins des actions en ont adressé par écrit au conseil d'administration la demande motivée, auquel cas la convocation de l'assemblée doit avoir lieu dans un délai de 2 mois.

2° Dans le cas où les pertes résultant des opérations de la banque réduirait le capital de moitié (art.42).

Elle peut d'autre part être convoquée extraordinairement lorsque le conseil d'administration en reconnaît la nécessité, par exemple si le capital venait à être diminué de moins de la moitié.

Pour les assemblées générales extraordinaires, il faut la présence d'un nombre d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social, toutefois, s'il est nécessaire de convoquer une deuxième fois une assemblée générale extraordinaire, celle-ci délibère valablement quel que soit le nombre des actionnaires présents ou représentés. (art.44).

L'Assemblée Générale extraordinaire peut être appelée à se prononcer sur des mesures très graves : modifications aux statuts, continuation de la Société au delà du terme fixé pour sa durée, ou dissolution avant ce terme. (art. 44).

Les convocations sont faites par lettres individuelles adressées aux membres au domicile indiqué par eux sur les registres de la Banque et par un avis inséré quinze jours au moins avant la réunion dans les deux journaux de Paris

désignés pour la publication des actes de Sociétés. Elles doivent toujours contenir tout au moins l'indication sommaire de l'objet de la réunion.

En résumé, ces règles sont à peu de différence près, celles des assemblées générales des banques de nos anciennes colonies ; au contraire, celles qui concernent le Conseil d'administration en diffèrent notablement.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Avant la Convention du 16 novembre 1929, la Banque de l'Indochine était administrée par un Conseil d'Administration composé de 8 membres au moins et de 16 membres au plus ; en fait, les administrateurs sont au nombre de 10.

Depuis 1900, ils doivent être français et sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires sur la proposition du Conseil d'Administration pour une durée de 5 ans et sont renouvelables à raison de 2 membres chaque année. Ils sont rééligibles. En cas de décès ou de démission d'un administrateur, le conseil peut lui substituer un autre membre choisi par les actionnaires et remplissant les conditions voulues, c'est-à-dire pouvant justifier qu'il est propriétaire de 40 actions ; ces actions en outre doivent être libres et demeurent inaliénables pendant la durée des fonctions d'administrateur.

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la Société (art. 51) et nomme lui-même son Président (art. 52). Il ne comprend dans son sein aucun représentant du Gouvernement. Le Commissaire du Gouvernement assiste bien aux séances mais il n'exerce qu'un contrôle relatif. Alors que dans une Société anonyme, c'est le Directeur qui est, en réalité, le

maître de la Société, dans la Banque de l'Indochine c'est le conseil d'administration qui exerce la toute puissance.

C'est donc au Conseil d'administration qu'appartient la Direction Générale de la Banque car le Directeur de la Banque de l'Indochine, à la différence du Directeur des autres Banques coloniales, est nommé par le Conseil d'administration qui fixe ses pouvoirs.

La nomination du Directeur est faite avec l'agrément du Ministre des Colonies mais cela n'est qu'une simple formalité et, en réalité, le Directeur n'est rien de plus qu'un employé supérieur.

Le Conseil se réunit une fois par mois au moins, extraordinairement toutes les fois que les intérêts de la Société l'exigent ou que la demande en est adressée au Président par le Commissaire du Gouvernement. Pour que les délibérations soient valables, le concours de cinq administrateurs au moins est nécessaire. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les administrateurs absents peuvent se faire représenter aux délibérations du conseil par un de leurs collègues mais en aucun cas cette faculté ne peut donner au même administrateur plus d'une voix en plus de la sienne.

Les pouvoirs du Conseil sont les suivants : Il délibère sur toutes les affaires — il fait tous les règlements du service intérieur de la Banque — il fixe le taux de l'escompte et de l'intérêt, les changes, commissions et droits de garde, le mode à suivre pour l'estimation des lingots, monnaies ou matières d'or et d'argent, des marchandises ou récoltes — il autorise dans les limites des statuts toutes les opérations de la Banque et en détermine les conditions. Il fait choix des effets ou engagements qui peuvent être admis à

l'escompte sans avoir besoin de motiver le refus. Il statue sur les signatures dont les billets de banque doivent être revêtus, sur les retraits et l'annulation de ces billets. Il autorise tous les traités, transactions, emplois de fonds, transferts de rentes sur l'Etat et autres valeurs, achats de créances et autres droits incorporels, cessions des mêmes droits avec ou sans garantie, hypothèques ou privilèges, abandons de droits personnels ou réels, main-levée d'inscriptions ou oppositions, le tout avec ou sans paiement ; il exerce toutes les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, participations à des concordats amiables et judiciaires, acquisitions et aliénations d'immeubles, emprunts et constitutions d'hypothèques (art. 51).

Il autorise la demande de toutes concessions d'immeubles et autres, aux conditions qui seront imposées par actes et décrets de concession ; toutes les opérations et tous les travaux faisant l'objet de la Société, le renouvellement et l'encaissement de toutes les créances, effets de commerce et valeurs de toute nature appartenant à la Société.

Il veille à ce que la Banque ne fasse d'autres opérations que celles qui sont déterminées par ses statuts et dans les formes prescrites par les règlements intérieurs de la Banque.

Il convoque les assemblées générales, arrête leur ordre du jour et détermine les questions qui y sont mises en délibération.

Il fixe l'organisation des bureaux, les appointements, salaires et rémunérations des agents ou employés et les dépenses générales de l'Administration.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie des pouvoirs et attributions qui précèdent.

En 1930, le Conseil se composait des principales notabi-

lités financières de Paris qui se répartissaient de la manière suivante :

Représentants de :

Comptoir National d'Escompte.	2
Crédit Lyonnais	1
Crédit Industriel et Commercial	2
Société Générale	2
Société Financière Française et Coloniale	1
Crédit Foncier de France	1
Banque de Paris et des Pays-Bas	1
Ancien Gouverneur de l'Indochine	1
Négociant	1
Président des Chemins de Fer de l'Indochine	1
	—
	13

En résumé, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la Société et il a pour mission de diriger et de suivre toutes ses opérations.

LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.

Aux termes des statuts de la Banque de l'Indochine il est établi auprès d'elle un Commissaire du Gouvernement nommé par le Ministre des Colonies et dont le rôle consiste à être un intermédiaire entre la Banque et le Gouvernement.

Il assiste aux séances du Conseil d'Administration ainsi qu'aux assemblées générales des actionnaires. Il a le droit d'exercer sa surveillance sur tous les organes de l'établissement. Il peut examiner les caisses, les registres et les portefeuilles et requérir des extraits et des copies des livres

de la banque. Il adresse chaque mois au Ministre des Colonies un rapport sur la marche des affaires de la Banque à l'appui duquel il joint la copie des procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration et des situations mensuelles de la Banque tant de l'Administration centrale que des succursales. Il y a lieu de remarquer que la dépendance dans laquelle est maintenue la Banque de l'Indochine est beaucoup moins étroite que celles des autres banques coloniales vis-à-vis de l'Etat. Le Commissaire se borne à proposer des mesures qu'il croit utiles et son droit de surveillance ne va pas jusqu'au droit de veto. Il peut seulement faire inscrire des propositions et observations sur le registre des délibérations du Conseil d'administration, ce qui le différencie des Commissaires du Gouvernement auprès des autres Banques Coloniales. En effet, auprès de lui figure avec les pouvoirs d'un Censeur, le Trésorier de la Colonie qui dispose d'un véritable droit de veto.

COMMISSION DE SURVEILLANCE DES BANQUES COLONIALES.

La Commission de surveillance des banques coloniales instituée auprès du Ministre des Colonies s'occupe beaucoup plus des banques de nos colonies que de la Banque de l'Indochine. Néanmoins, il est indispensable de donner en quelques mots sa composition et de préciser quel est son rôle. Elle comprend neuf membres depuis la loi du 13 décembre 1901.

Un Conseiller d'Etat en fait partie avec voix consultative, il a la présidence de la commission. Quatre membres sont désignés par le Ministère des Colonies, deux par le Ministère des Finances (ce sont le Directeur du Mouvement général des fonds et un Conseiller Maître à la Cour des

Comptes), et deux membres élus par le Conseil Général de la Banque de France.

La commission émet des avis obligatoires avant tous les actes gouvernementaux concernant les banques coloniales et des avis facultatifs quand elle le croît utile. Elle peut provoquer des mesures de vérifications ou de contrôle qui lui semblent nécessaires, blâmer les opérations hasardeuses ou contraires aux statuts, empêcher même une distribution de dividendes si la situation l'exige. Chaque année, elle adresse un rapport sur les résultats de chaque établissement au Président de la République. Ces rapports sont publiés au Journal Officiel et au moins dans un journal de chaque colonie (Décret du 17 décembre 1919).

On a parfois regretté que la commission de surveillance ne puisse intervenir qu'après coup et, par suite, souvent trop tard. Cependant, en réalité il est préférable que la commission laisse aux directeurs de banque leur initiative et leur libre arbitre et principalement à la Banque de l'Indochine, mais on peut dire avec M. le Professeur Oualid :

« Que la Banque de l'Indochine ne trouve qu'une limitation assez faible de sa liberté dans les dispositions statutaires et l'organisation du Contrôle Officiel ».

II. — ADMINISTRATION LOCALE

LES DIRECTEURS DE SUCCURSALES ET D'AGENCES.

Les Directeurs représentent le Conseil d'Administration.

Celui de l'Administration Centrale dont le siège est à Paris a la haute direction de tous les directeurs de succursales et des agences qui doivent être en relations étroites avec lui. Il transmet à ses subordonnés aux Colonies, les

résultats des délibérations et des décisions du Conseil d'Administration.

Dans les Colonies, il y a une hiérarchie entre une succursale déterminée et les agences qui en dépendent. Le Directeur a sous ses ordres tout le personnel commissionné, ses pouvoirs sur ces agents sont très étendus et il peut même les révoquer sous la réserve toutefois d'en référer au Siège Social à Paris. Le Directeur d'une succursale fixe chaque jour le cours des changes que l'on doit appliquer. Hebdomadairement, il envoie à Paris l'état des opérations effectuées dans la semaine. Chaque mois, il adresse à l'Administration Centrale une note relative à l'ensemble des affaires et chaque semestre avec le bilan, un rapport sur la situation économique et financière de la Colonie.

Les Directeurs des Succursales sont tenus d'inspecter une fois par mois au moins leurs Agences. Ils statuent sur les propositions des directeurs de ces agences et, en cas de divergences de vues avec leurs subordonnés, c'est leur avis qui est prépondérant.

Cette tendance centralisatrice a de grands avantages et elle évite de compromettre l'avenir d'une agence dans de mauvaises affaires. De plus, les directeurs ont une autorité et une expérience plus grandes que celles de leurs agents, généralement plus jeunes.

Le Conseil d'Administration nomme aussi des Inspecteurs qui sont chargés d'examiner la situation des Succursales et Agences.

CENSEURS ADMINISTRATIFS.

Le censeur administratif est nommé par le Ministre des Colonies près de chaque succursale où il remplit les fonc-

tions attribuées au Commissaire du gouvernement près du siège social de la Banque de l'Indochine.

Le rôle du censeur administratif est assez délicat. Il existe des censeurs administratifs auprès de chaque Banque Coloniale. Ceux qui sont institués auprès de la Banque de la Réunion et de la Martinique, s'appellent des censeurs légaux. Ceux accrédités auprès de la Banque de l'Indochine et de la Banque de l'Afrique Occidentale Française s'appellent censeurs administratifs. En fait, ils ont tous les mêmes attributions qui consistent en un droit de surveillance sur toutes les opérations des Banques Coloniales ; c'est donc là un complément du contrôle exercé par la commission de surveillance des Banques Coloniales.

Le censeur exerce une surveillance à la fois financière et administrative. Au premier point de vue, il apprécie la nature des valeurs comprises à l'actif de la Banque, il examine et vérifie les diverses opérations effectuées par la Banque.

Au point de vue administratif, il procède à l'examen des pièces, des registres et du portefeuille. Enfin, il assiste au Conseil d'Escompte et propose toutes les mesures qu'il croit utile. S'il entre en conflit avec le Directeur, le censeur administratif requiert l'inscription de ses observations sur le registre dont la tenue est prescrite par l'article 65 des statuts joints au décret du 16 mai 1900.

Le censeur administratif est régulièrement convoqué à toutes les séances.

La surveillance du censeur administratif porte tout particulièrement sur les faits et circonstances qui se rattachent directement à l'intérêt général et à la circulation fiduciaire.

La proportion de l'encaisse métallique par rapport aux

billets en circulation, son degré de stabilité, la marche du remboursement des billets, la parfaite tenue de la caisse doivent être, de la part du censeur l'objet d'une constante surveillance.

Le censeur administratif doit rendre compte de la surveillance qu'il exerce. Il adresse à l'administration un rapport aussi complet que possible, il y mentionne le taux de l'escompte et celui du change, celui des avances consenties par la succursale, le résultat de ses vérifications de caisses, des écritures, etc...

Autrefois, le censeur administratif fut d'abord l'inspecteur permanent du service administratif des colonies. Après la suppression de ce corps de fonctionnaires cette fonction a été confiée au Directeur du Contrôle de l'Indochine près la succursale de Saïgon et à son Directeur-adjoint près de la succursale d'Haïphong.

Près des agences de Pondichéry, Nouméa et Djibouti, les fonctions de censeur sont confiées au secrétaire général du Gouverneur. Enfin, près des agences situées en territoire étranger, le censeur administratif est désigné par le Ministre des Colonies après avis du Ministre des Affaires étrangères.

Il faut remarquer que les traitements alloués aux censeurs administratifs près des succursales de la Banque de l'Indochine sont déterminés par le Ministre des Colonies et payés par la Banque. Cette disposition est spéciale à la Banque de l'Indochine. Dans les autres Banques Coloniales, les censeurs légaux fonctionnent auprès du Conseil d'Administration et reçoivent non un traitement mais bien des jetons de présence, exactement comme les Administrateurs auxquels ils sont assimilés sur ce point.

LE CONSEIL D'ESCOMPTE.

La banque de l'Indochine n'accepte pas à l'escompte tous les effets qui lui sont présentés, mais seulement ceux qui lui sont présentés par des personnes agréées par le Conseil d'Escompte. Ce Conseil est composé du directeur, du sous-directeur, ou du contrôleur et à leur défaut du caissier, du comptable de la Banque. Le trésorier-payeur de la colonie en est membre de droit et le censeur administratif assiste aux séances. Ce Conseil ne comprend donc que des agents de la banque et des fonctionnaires sans éléments étrangers dont on ne nierait pas la compétence mais qui seraient susceptibles de compromettre la sécurité de la Banque.

Le Conseil se réunit au moins une fois par semaine, sous la présidence du directeur.

Il est appelé à examiner la situation de chacun des clients de la Banque, à déterminer le chiffre du crédit qui peut lui être accordé, et à donner son avis sur les diverses affaires d'escomptes ou d'avances.

Cependant, en cas de divergence d'option entre le directeur et le Conseil d'Escompte, le Directeur peut toujours, sous sa responsabilité, passer outre, les autres membres dégageant leur responsabilité par l'inscription de leurs observations au procès-verbal.

On a si bien compris l'utilité primordiale du rôle joué par le Conseil d'Escompte que ses décisions n'ont pas besoin d'être motivées ; il a le droit de refuser d'admettre quelqu'un à l'escompte sans donner les raisons de son refus.

COMPRADORE.

Les Statuts de la Banque de l'Indochine ne parlent pas de cet agent qui n'a donc aucun rôle officiel.

Cependant, son rôle est extrêmement important et on ne peut le passer sous silence

Le compradore a pour mission de s'entremettre entre les indigènes et la Banque. Aussi, lorsqu'un indigène veut traiter une affaire, commence-t-on par le mettre en rapport avec le compradore. Celui-ci, pour bien remplir les intérêts de la banque de l'Indochine doit être un personnage important, posséder une fortune assez élevée, en un mot occuper une situation qui inspire à ses compatriotes à la fois la confiance et le respect. C'est donc un personnage influent et possédant une fortune assez considérable ; non seulement il est intermédiaire entre la banque de l'Indochine et les indigènes, mais encore il se porte garant de ceux-ci dans les opérations qu'ils effectuent ; il est même pécuniairement responsable des clients qu'il présente à la Banque.

Cette responsabilité et ces risques sont compensés par les appointements qui lui sont attribués et par la commission qu'il touche à la banque sur chaque affaire conclue par son intermédiaire, sans compter bien entendu la commission qu'il demande aussi aux indigènes.

On voit donc combien le rôle du compradore est important pour la banque de l'Indochine qui, de cette façon, n'a à craindre aucune perte d'argent.

Tels sont les organes qui président aux destinées de la Banque de l'Indochine, contrôlent ses opérations et en assurent le bon fonctionnement et contribuent à faire de cette banque l'une des plus importantes sociétés de crédit de l'Extrême-Orient.

QUATRIÈME PARTIE

ROLE DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE COMME BANQUE ORDINAIRE

CHAPITRE PREMIER

Comme Société Financière

SOUSCRIPTIONS AUX EMPRUNTS D'ÉTAT ET AUX EMPRUNTS ÉTRANGERS.

La Banque de l'Indochine et ses agences créées dans les pays d'Extrême-Orient, sont autorisées d'après les statuts à participer aux emprunts d'États et notamment aux emprunts étrangers.

La Banque de l'Indochine a tout intérêt à prendre part à ces emprunts et cela à plusieurs points de vue. D'abord elle peut réaliser de grands bénéfices à cause des différences qui se produisent entre le cours auquel a été versé l'emprunt et celui auquel les titres sont émis ; en outre, elle y trouve un avantage moral, si on peut dire, et ce genre d'opérations

est particulièrement favorable à son expansion en Extrême-Orient.

Certaines conditions sont nécessaires pour que la Banque de l'Indochine puisse participer à des emprunts d'Etat. C'est ainsi qu'une autorisation spéciale du Ministre des Colonies est indispensable pour que le montant total de ses participations puisse dépasser le quart du capital social. En outre, lorsqu'il s'agit d'emprunts émis par des gouvernements étrangers, elle doit avoir l'avis conforme du Ministère des Affaires étrangères.

ENTREPRISES FINANCIÈRES.

Des conditions analogues réglementent la proportion dans laquelle la Banque de l'Indochine peut participer à la création ou à la constitution d'entreprises financières, industrielles, commerciales, ayant leur objet dans des pays où elle possède des comptoirs : des participations de ce genre ne peuvent excéder le tiers des réserves de la banque.

La banque en a profité pour s'intéresser à un certain nombre d'entreprises les unes en Indochine, les autres en dehors de l'Indochine, dont voici les principales :

Constitution de la Compagnie Française des Chemins de fer de l'Indochine,

Constitution de la Compagnie des Chemins de fer éthiopiens de Djibouti à Addis-Abeba,

Société Asiatique de Navigation,

Compagnie des tramways et d'éclairage électriques de Shanghai,

Société des Houillères de Tourane,

Société cotonnière Indo-Chinoise,

Société industrielle de chimie d'Extrême-Orient,

Union Commerciale Indo-Chinoise,
Compagnie Minière et Métallurgique de l'Indochine,
Compagnie Franco-Tahitienne,
Energie Electrique Indochinoise,
Compagnie Générale des soies de France,
Syndicat d'Etudes des Chemins de fer du Sud de l'Indo-
chine,
Société Française des Distilleries de l'Indochine,
Compagnie Générale d'Extrême-Orient,
Société des Caoutchoucs de l'Indochine.

Il faut souhaiter que la Banque de l'Indochine entre de plus en plus avant dans cette voie de participation aux entreprises privées des diverses places où elle est établie.

CHAPITRE II

La Banque de l'Indochine considérée comme Banque de commerce ou Banque d'affaires

Considérée comme Banque de Commerce, la Banque de l'Indochine effectue diverses opérations :

- 1° *des Opérations de crédit personnel* : escompte d'effets de commerce à deux signatures, ou à une seule signature, la seconde étant remplacée par un nantissement (art. 16).
- 2° *des Opérations de change* : qui consistent en vente, en escompte et en émission de traites ou de mandats sur la Métropole ou l'Etranger.
- 3° *des Avances sur garanties ou Prêts sur gages* :
 - a) prêts sur marchandises,
 - b) prêts sur récoltes pendantes,
 - c) avances sur titres,
- 4° *des Opérations diverses* :
 - a) commerce des métaux précieux,
 - b) recouvrement d'effets pour le compte de tiers,
 - c) encaissement des souscriptions publiques,
 - d) comptes-courants.
- 5° *son rôle en Chine.*

I. — OPÉRATIONS DE CRÉDIT PERSONNEL

En ce qui concerne les opérations de crédit personnel, la Banque de l'Indochine se conforme aux mêmes principes que les banques métropolitaines ou coloniales.

L'escompte est une opération de crédit personnel faite par une banque au profit d'un commerçant auquel elle achète et paie comptant sous déduction d'une prime, un effet de commerce payable dans un délai plus ou moins éloigné. Ces effets peuvent être payables soit sur la place même où ils ont été créés soit sur d'autres places, soit même à l'Etranger.

Les effets de place sont : les billets à ordre et les lettres de change.

Les conditions exigées par les statuts de la Banque de l'Indochine pour l'escompte des effets de place sont les suivantes :

1° que l'effet porte au moins deux signatures de personnes notoirement solvables ou que la seconde signature soit remplacée par un nantissement déterminé.

2° que son terme ne dépasse pas 120 jours.

3° qu'il soit présenté par une personne admise à l'escompte.

1° La Banque de France exige au moins trois signatures sur le papier qu'elle admet à l'escompte mais le plus souvent la troisième signature est celle d'une banque privée. Pour la Banque de l'Indochine la première signature est évidemment celle du souscripteur de l'effet ; la deuxième sera celle d'un endosseur qui présentera l'effet à l'escompte, ou bien celle d'une caution ou d'un donneur d'aval à qui le souscripteur aura demandé la garantie de son nom pour

pouvoir se faire avancer de l'argent par la Banque sur une traite créée par lui. Même si l'effet présentait des garanties sérieuses, la Banque pourrait se refuser à l'escompter, s'il était prouvé qu'il est créé collusoirement entre les signataires, sans cause ni valeur réelle (art. 18, paragr. 2).

La deuxième signature est parfois difficile à trouver et souvent ne mérite-elle qu'une confiance relative. Aussi, la Banque est-elle autorisée à accepter pour remplacer la signature des effets qu'on lui demande d'escompter, de nombreuses garanties réelles (art. 16) : dépôt de titres, remise d'un warrant, cession de récolte pendante, etc...

Ainsi, au lieu d'être un prêt à intérêt fait sur la signature de l'emprunteur, appuyée par celle d'une caution ou d'un endosseur, c'est-à-dire d'un débiteur solidaire, l'escompte n'est qu'un prêt sur gage assimilable à une avance sur obligations négociables ou non, garanties par une sûreté réelle mobilière.

2° Nous avons vu que la deuxième condition pour l'admission d'un billet à l'escompte est que son échéance ne dépasse pas 120 jours ; ce délai maximum n'est accordé que si l'échéance de l'effet est déterminée, si elle ne l'est pas, le délai ne peut pas dépasser 90 jours. Toutefois, si l'effet est payable sur l'étranger ou la métropole, le délai est porté à 180 jours en raison des distances et de la difficulté des communications.

La Banque est, en outre, autorisée à faire en comptes-courants des avances pour six mois au plus. Aux termes de l'article 27, l'escompte est perçu en raison du nombre de jours à courir par l'effet jusqu'à son échéance. Il est perçu même pour un seul jour. Pour les effets payables à plusieurs jours de vue et, si ces effets sont payables soit hors

du lieu où ils sont présentés à l'escompte, soit même hors de la colonie, le nombre de jours de vue est augmenté d'un délai calculé d'après les distances.

Le taux de l'escompte est déterminé par le Conseil d'administration qui envisage également la solvabilité des signatures et peut refuser d'admettre une personne à l'escompte sans être tenu d'en donner les motifs.

Le commerce et l'agriculture ont intérêt à ce que le taux de l'escompte soit aussi bas que possible tandis que la Banque a un intérêt diamétralement opposé et a tendance à faire passer l'intérêt des colons après celui de ses actionnaires.

3° Enfin, pour être escompté par la Banque de l'Indochine, l'effet doit être présenté par une personne admise à l'escompte et le conseil d'escompte a, sur ce point de vue, un pouvoir discrétionnaire pour estimer la solvabilité des emprunteurs. Les officiers, magistrats ou fonctionnaires de tous ordres de l'Etat et des Colonies ainsi que les officiers ministériels ne sont jamais admis à l'escompte.

Si, au jour de l'échéance, le souscripteur ou le tiré ne payait pas, la Banque pourrait, pour se faire payer, user de tous les moyens dont dispose un porteur d'un effet de commerce non payé à l'échéance. En effet, l'article 26 précise que les garanties additionnelles données à la Banque ne font pas obstacle aux poursuites contre les signataires des effets ; ces poursuites peuvent être continuées concurremment avec celles qui ont pour objet la réalisation des garanties spéciales constituées au profit de la Banque jusqu'à l'entier remboursement des sommes avancées en capital, prêts et intérêts.

D'autre part, lorsque le paiement d'un effet a été garanti par une des valeurs énoncées en l'article 15, la Banque

peut, huit jours après le protêt ou après une simple mise en demeure, faire vendre les marchandises ou les valeurs pour se couvrir jusqu'à due concurrence ; s'il s'agit de récoltes pendantes, la Banque a le choix de procéder à la vente sur pied ou de se faire envoyer en possession (art. 24).

La proportion réglementaire exigée entre l'encaisse et la circulation des billets peut être facile à maintenir pour une Banque lorsque ces opérations s'échelonnent avec une certaine régularité ou quand les affaires importantes sont réglées dans un délai de quelques jours. Il n'en est pas ainsi à Saïgon, pendant la saison d'exportation du riz, les offres d'achats de traite sur Hong-Kong viennent déjouer les calculs en s'offrant à l'improviste et souvent en grande masse. Par suite, c'est en très peu de temps qu'il faut, parfois, faire des avances considérables se chiffrant par plusieurs milliers de piastres.

Cette situation serait déjà très onéreuse pour une banque ordinaire, forcée de conserver des disponibilités en vue d'avances possibles ; elle l'est encore davantage pour une banque d'émission qui peut être appelée à tout moment à rembourser ses billets.

Pour augmenter son encaisse métallique en cas de nécessité, la Banque de l'Indochine ne peut s'adresser qu'à l'une de ses succursales et, principalement, à Hong-Kong qui est le grand marché des piastres ; mais, comme il y a entre ces deux villes une distance qui ne peut être parcourue qu'en quinze jours de bateau, il est évident que certains délais doivent s'écouler avant que la caisse de Saïgon puisse se remplir.

Il est certain qu'elle peut prévoir à l'avance les époques où les besoins de numéraire doivent être plus grands et,

d'autre part, elle peut défendre son encaisse en élevant le taux de l'intérêt.

Il n'en est pas ainsi en cas de crise monétaire qui, contrairement à ce qui se passe dans nos autres colonies, ne provient pas de ce que les importations sont supérieures aux exportations. — En Indochine; en effet, les exportations sont presque toujours supérieures aux importations et, par suite, le numéraire devrait affluer alors qu'en réalité, en cas de crise, il y fait presque complètement défaut parce qu'il est exporté sous forme de lingots pour être revendu ailleurs.

DÉPÔT.

Une banque d'émission doit avoir des garanties nombreuses et solides dont les deux principales sont le capital de la Société et le privilège lui-même. Nous avons vu comment ce capital avait été constitué et dans quelles conditions le privilège avait été accordé à la Banque de l'Indochine. Il est pour les banques d'émission une autre garantie constituée par les dépôts.

Les banques coloniales sont toutes autorisées par leurs statuts à recevoir des dépôts volontaires de titres, lingots, monnaies, matières d'or ou d'argent et même de cuivre en ce qui concerne la Banque de l'Indochine. Ces objets sont déposés à la banque soit comme gage d'un prêt sur une obligation négociable ou non, soit en supplément d'une signature dans une traite escomptée par la Banque, et, aussi, à titre de véritable dépôt volontaire dans l'intérêt du déposant.

La première opération est plutôt un nantissement que la banque réalisera à défaut de paiement au moment de l'échéance.

La deuxième opération consiste pour la Banque à fournir des récépissés de dépôts volontaires qui lui sont faits et à verser un intérêt aux déposants. Mais, d'après ses statuts, la Banque de l'Indochine ne peut prêter qu'à court terme 120 jours au plus.

Les ressources que lui fournissent les billets au porteur ou les dépôts sans intérêts, le tout remboursable à vue, sont donc très suffisantes. Les rentrées nécessaires sont toujours assurées et la faculté de verser des intérêts aux déposants et de s'assurer ainsi des sommes importantes dont le remboursement ne peut avoir lieu qu'à échéance déterminée lui créerait un surcroît de ressources.

Il est donc regrettable que la Banque ne soit pas autorisée à faire des prêts à long terme, un et même deux ans, qui pourraient rendre de très grands services dans un pays riche et neuf comme l'Indochine.

Les statuts de la Banque de l'Indochine imposent donc à ses Directeurs la plus grande prudence en matière d'escompte. Le papier à court terme qui rentre dans son portefeuille étant une partie considérable de la garantie de ses billets, il ne saurait être indifférent qu'il soit plus ou moins sûr. En principe, la Banque exige sur le papier escompté la présence de deux signatures notoirement solvables et ne consent à se départir de cette règle que si l'une des signatures est compensée par un dépôt de titres ou de marchandises.

II. — OPÉRATIONS DE CHANGE

En se livrant à l'opération énoncée au paragraphe 3 de l'article 15 qui consiste à créer, négocier ou acheter des traites, mandats ou chèques directs sur la Métropole, l'étran-

ger ou une colonie autre que celle de l'émission, la Banque d'Indochine réalise à proprement parler le contrat de change dans lequel le souscripteur s'oblige à procurer au preneur de la lettre ou de la traite qui le constate, une somme d'argent payable dans un autre lieu.

L'achat de cette lettre de change ou traite est donc bien un moyen, pour le Français acheteur de se procurer à l'étranger l'argent dont il a besoin pour solder sa dette. C'est toute une série de compensations de cette nature qui constituent le commerce international.

Au point de vue de l'Indochine, la colonie produit des denrées d'exportation d'une part, et d'autre part, fait venir de la métropole la plupart des objets manufacturés nécessaires à l'existence et au bien-être des habitants. Le colon acheteur qui doit envoyer de l'argent dans la métropole, doit donc trouver un vendeur créancier de la colonie pour une somme équivalente à sa dette. Il serait bien extraordinaire que ces deux débiteurs aient pour dette une somme exactement équivalente ; et même dans ce cas comment se rencontreront-ils ? C'est la Banque qui va leur servir d'intermédiaire et son rôle consiste précisément à centraliser les offres et les demandes de disponibilités sur l'étranger.

Le contrat de change est donc ainsi réalisé soit par voie de traites, soit par voie de remises.

A Saïgon par exemple, un indigène cultivateur qui a vendu sa récolte à un commissionnaire européen, procédera par voie de traite, il tirera sur Paris une lettre de change et la portera à la Banque pour qu'elle y soit escomptée. Au contraire, l'importateur à Saïgon de marchandises françaises achètera à la Banque du papier sur Paris et l'enverra à son correspondant. Offrir des disponibilités, vendre et

tirer d'une part ; demander des disponibilités, acheter et remettre d'autre part, sont donc des expressions synonymes.

Il est évident que la Banque n'a que très rarement la somme exacte due par l'acheteur de la remise mais grâce au crédit dont elle jouit, elle a la facilité de tirer sur ses correspondants étrangers une lettre de change de la somme exacte demandée par l'acheteur de la remise. Ces diverses opérations sont communes à toutes les banques métropolitaines ou coloniales.

Toutefois, il y a là un point spécial particulier à la Banque de l'Indochine. Nous avons vu que, pour pouvoir jouer leur rôle, les diverses banques coloniales devaient avoir dans la métropole un établissement de crédit disposé à leur ouvrir un compte-courant. Pour la plupart d'entre elles, c'est le Comptoir National d'Escompte qui joue ce rôle de correspondant officiel des banques coloniales (décret du 31 mars 1874).

La Banque de l'Indochine n'a pas besoin qu'un établissement de crédit métropolitain lui apporte son concours pour lui faciliter ses opérations de change car elle a son siège social à Paris, ainsi que la plus grande partie de son capital social, gage de ses créanciers. Elle peut donc payer directement les effets sur la France que lui expédient ses succursales et d'autre part créer, négocier, escompter ou acheter à Paris des billets à ordre, des lettres de change, des mandats ou des chèques sur ses Succursales ou Agences. C'est ainsi qu'un fonctionnaire par exemple avant de quitter Paris pour se rendre à la colonie, n'a qu'à remettre ses fonds au siège social de la Banque de l'Indochine et à se faire délivrer une lettre de crédit ou un carnet de chèques, payables dans toutes les Succursales de la Banque.

Cependant le siège social n'effectue qu'une très faible partie des opérations de change de la Banque de l'Indochine et l'article 19 de ses statuts a prévu pour elle comme pour les autres banques coloniales que la provision des traites ou mandats de la Banque de l'Indochine pourrait consister en un crédit ouvert par un établissement de crédit de la métropole. C'est ainsi que les plus grosses traites sont envoyées au Comptoir d'Escompte ou même à un autre établissement de crédit avec lequel la Banque de l'Indochine a un compte-courant, ce qui lui permet de faire encaisser et payer des effets de commerce dans tous les pays du monde entier.

En ce qui concerne les opérations de change, les délais d'échéance sont portés à 180 jours de vue augmentés d'un délai variable suivant les distances. De plus, parmi les garanties réelles qui peuvent remplacer la deuxième signature, on trouve ici le connaissance qui n'est autre chose que la constatation de l'embarquement des marchandises constituant la provision de la traite négociée à la Banque.

Les opérations de change comprennent encore diverses opérations qui se pratiquent non plus entre deux places mais entre un plus grand nombre de localités, tels sont les tirages pour compte, le calcul des prix de revient des effets, les arbitrages, les ordres de la Banque, le choix de la parité directe ou indirecte. La Banque de l'Indochine effectue toutes ces opérations bien que les statuts n'en parlent pas.

En résumé, l'émission par un comptoir de la Banque sur un autre établissement, revient pour le premier à vendre au preneur de la traite une partie de son crédit sur cet établissement ; elle se paie du service qu'elle lui rend en lui demandant une commission. Au contraire, pour que

la Banque puisse faire une remise à son correspondant, elle devra acheter soit sur la place où elle fonctionne, soit sur une autre, une traite payable par l'établissement en relation avec elle et que ce dernier portera au crédit de son compte. En achetant cette traite, la banque est obligée à son tour de payer pour le service qui lui est rendu un prix variable.

Le cours du change, c'est-à-dire le taux de cette prime que la banque doit payer pour obtenir les remises qui lui sont nécessaires, est plus ou moins élevé, suivant les pays avec lesquels les succursales et agences de la Banque sont en relations de change. Chacune des succursales de la Banque peut faire des opérations soit avec des pays dont la circulation monétaire est normale, c'est-à-dire dont les monnaies ont une valeur intrinsèque égale à leur valeur nominative, soit au contraire avec des pays dont la circulation monétaire est dépréciée.

Entre pays à circulation normale, deux causes générales agissent sur les cours des changes : la balance du commerce et le taux de l'escompte.

Par balance du commerce, il faut entendre non seulement le total des importations et des exportations, mais de plus tout ce qui peut rendre un pays créancier ou débiteur d'un autre, c'est-à-dire l'argent apporté par les colons ou les émigrants ou celui qu'envoie la métropole à la colonie à titre de subvention ou pour le paiement des fonctionnaires rétribués sur le budget de la métropole.

Il pourrait arriver que le total des dettes de la colonie soit égal au chiffre de ses créances. En ce cas, le montant des traites créées à Paris, et payables à la colonie est égal au montant des traites créées à la colonie et payables à Paris.

c'est-à-dire qu'on peut se procurer l'une ou l'autre sans avoir à payer de primes ; en ce cas, le change est au pair.

Si la colonie a vendu en France plus qu'elle n'a acheté, les traites sur la France sont les plus abondantes. Au contraire, celles de la France sur la colonie sont rares et, par suite, les traites sur la colonie feront prime ; le change de la colonie sur la France est dit favorable.

Enfin, si c'est la métropole qui a vendu à sa colonie plus qu'elle n'a reçu, les traites sur la France se faisant plus rares, la Banque ne se procurera de remises sur Paris qu'en payant une prime qui s'élèvera jusqu'au gold-point, c'est-à-dire jusqu'au chiffre où la prime de change atteint le prix de transport du numéraire. Le change sur la France est alors défavorable à la colonie et si cette situation se prolonge, tout le numéraire de la colonie finit par être exporté : la crise de change amène une crise monétaire, ce qui suppose une crise commerciale extrêmement intense.

Le taux de l'escompte a également une grande influence sur les variations du change entre pays à circulation normale. Si la Banque élève le prix de ses mandats parce qu'elle prévoit une crise, et diminue le chiffre de l'intérêt qu'elle prélève quand elle achète une traite, elle fait diminuer en même temps les demandes de remises sur la France qui lui sont adressées et d'autre part, elle met en portefeuille un plus grand nombre de traites sur la métropole. En conséquence elle tend à diminuer les importations, favoriser les exportations, et conjurer ainsi la crise redoutée.

Entre deux pays dont l'un a une circulation dépréciée, il n'en est plus du tout de même.

Si la valeur de la monnaie en usage dans un pays baisse en comparaison de la monnaie d'un autre pays, peu im-

porte que le premier vende au deuxième pour des sommes plus importantes qu'il ne lui achète.

L'ascension du change dans un pays à circulation dépréciée, dans ses rapports avec un pays dont la monnaie a conservé la même valeur, a sa cause unique dans l'avilissement de la monnaie du premier et n'a pas d'autre limite que celle de la dépréciation de cette monnaie.

Dans les pays d'Extrême-Orient, qui sont monométallistes argent, cette dépréciation de la monnaie est due à la diminution de valeur du métal argent par rapport à l'or, seul étalon monétaire.

III. — LES AVANCES SUR GARANTIES (Prêts sur Gages)

La banque peut escompter des obligations négociables ou non négociables sur garanties (art.15).

a) par des warrants ou des récépissés de marchandises déposées soit dans les magasins publics, soit dans les magasins particuliers dont les clefs ont été régulièrement remises à la banque, soit dans les magasins appartenant à la banque. Toutefois, la banque peut, lorsque les usages locaux le comportent et lorsqu'elle jugera les garanties suffisantes, consentir des prêts sur les marchandises restant entre les mains des emprunteurs.

b) par des cessions de récoltes pendantes ;

c) par des connaissements à ordre et régulièrement endossés et accompagnés des documents d'assurance d'usage ; à l'arrivée du navire, les connaissements pourront être convertis en warrants ou récépissés de tout ou partie de cargaisons, sous les conditions du dépôt ci-dessus stipulées ; les connaissements peuvent aussi, dans des cas exception-

nels et lorsque les usages locaux les comporteront, être délivrés aux tirés des traites documentaires sur leur seule garantie ;

d) par des nantissements réguliers consistant en valeurs françaises cotées au marché officiel de la Bourse de Paris, ou en valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays dans lesquels la succursale ou les agences sont établies ;

e) par des dépôts de lingots, de monnaies ou de matières d'or et d'argent, ou de cuivre ou de pierres précieuses ;

f) par des hypothèques maritimes ou fluviales dans les pays où ces matières sont régies par des dispositions législatives ou réglementaires.

Les opérations de la banque consistent aussi : à acheter et à vendre des matières d'or, d'argent ;

A consentir des avances sur lingots, monnaies, matières d'or et d'argent, ou de cuivre ou sur pierres précieuses ;

A recevoir le dépôt volontaire de toutes sommes sans intérêt dans les pays où elle exerce son privilège d'émission, de tous titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent ou de cuivre ;

A se charger, pour le compte de particuliers ou pour celui des établissements publics, de l'encaissement et du recouvrement des effets qui lui sont remis, et à payer tous mandats et assignations ;

A recevoir, avec l'autorisation du Ministre des Colonies, du Gouverneur Général ou des Gouverneurs, les produits de souscriptions publiques ouvertes soit dans les colonies où la banque exerce son privilège, soit dans la métropole.

En consentant des prêts sur marchandises restant aux mains des emprunteurs, la Banque de l'Indochine peut

lutter contre les autres banques qui lui font concurrence sur les différentes places étrangères d'Extrême-Orient, elle n'est plus renfermée dans des règlements trop stricts et conserve, d'autre part, toute sa sécurité, puisque les marchandises ne seront laissées en la possession des emprunteurs que si les garanties sont jugées suffisantes.

Examinons rapidement les garanties réelles qui permettent à la Banque de l'Indochine d'escompter des obligations.

a) *Prêts sur marchandises, Warrants, Récépissés, Connaissements.* — La Banque de l'Indochine accepte comme garantie réelle, remplaçant la garantie personnelle de la deuxième signature des effets de commerce, les warrants ou récépissés représentant les marchandises déposées dans les magasins généraux par les négociants de la place. En Europe, le warrant est un véritable effet de commerce, susceptible d'être escompté, mais la Banque de l'Indochine n'est pas autorisée, d'après ses statuts, à escompter directement des warrants : elle ne peut les accepter que comme seconde garantie ou comme nantissement joint à un acte de prêt.

Il en est de même du connaissance délivré par le commandant du navire et représentant le nantissement embarqué.

Les warrants, comme les récépissés et les connaissances, doivent naturellement être endossés à la Banque, et c'est de cette façon que celle-ci se trouve mise en possession du gage. En outre, la remise à la Banque des clefs d'un magasin particulier est suffisante pour effectuer la tradition légale du gage qui y est déposé, lorsque cette remise est régulièrement constatée au moment de la négociation par un

récépissé du directeur de l'agence, visé par le censeur administratif (Stat. art. 22).

A l'échéance de la traite, et si celle-ci n'est pas payée, la Banque peut faire vendre aux enchères les marchandises qu'elle a en gage et se couvrir ainsi du montant de l'effet qu'elle a escompté. Ces dernières dispositions s'appliquent également aux matières d'or et d'argent, aux pierres précieuses, aux récoltes et, d'une façon générale, à tous les gages que la Banque de l'Indochine accepte en garantie, soit d'un effet de commerce pris à l'escompte, soit d'un prêt.

Enfin, il faut remarquer que la banque prend le soin de faire assurer les marchandises déposées dans les magasins ou chargées sur les navires, à moins qu'elles ne l'aient préalablement été. Elle se conduit, en somme, comme le véritable propriétaire.

b) *Prêt sur récoltes pendantes.*

La Banque est autorisée à effectuer des prêts sur récoltes pendantes, en remplacement de la deuxième signature nécessaire.

Il faut mentionner qu'à l'échéance, les obligations non négociables, appuyées d'une cession de récolte pendante, peuvent être prorogées jusqu'à l'achèvement de la récolte cédée.

La Banque de l'Indochine peut stipuler que les denrées provenant de la récolte seront, au fur et à mesure de sa réalisation, versées dans les magasins de dépôt désignés à cet effet conformément à la loi et ce, de manière à convertir le prêt sur cession de récolte pendante en prêt sur nantissement.

Les avances que peut consentir la Banque de l'Indochine

sur une cession de récolte pendant ne peuvent excéder le tiers de sa valeur.

c) *Avances sur titres.*

Autrefois, la Banque de l'Indochine ne pouvait accepter comme nantissements constitués par des titres que des valeurs françaises, sur lesquelles la Banque de France fait des avances.

A l'heure actuelle, la Banque peut recevoir des valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays dans lesquels elle est établie. Elle accepte en nantissement les obligations émises par les villes de Cochinchine et du Tonkin, les titres d'emprunts chinois, les rentes indiennes et anglaises. La proportion pour laquelle ces titres peuvent suppléer l'une des signatures statutaires des effets de commerce ne peut excéder les $\frac{4}{5}$ de la valeur des titres indiquée par la dernière cote officielle connue dans la colonie s'il s'agit de rentes sur l'Etat ou de valeurs garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays où la Banque a des succursales ou des agences, et les $\frac{3}{5}$ s'il s'agit d'autres valeurs françaises autorisées.

IV. — OPÉRATIONS DIVERSES

a) *Commerce des Métaux précieux.*

Une genre d'opérations qui rapporte des bénéfices à la banque de l'Indochine est le commerce des métaux précieux.

Les achats et ventes de monnaies d'or, d'argent et de cuivre ainsi que les pierres précieuses, représentent une

importante partie des opérations traitées par la banque et la différence des cours des monnaies d'argent sur les diverses places où elle possède des comptoirs lui permet de réaliser, grâce à une judicieuse combinaison de ventes et d'achats, des bénéfices importants.

La banque de l'Indochine est la seule des banques coloniales à compter le cuivre comme matière précieuse.

Elle accepte ces divers nantissements :

Pour la valeur intégrale s'il s'agit de monnaie d'or ou d'argent ou de lingots ;

Pour la valeur d'après le poids et le titre s'il s'agit de matières d'or et d'argent.

b) *Recouvrement d'effets pour le compte de tiers.*

La banque de l'Indochine fait encore d'autres opérations ; c'est ainsi qu'elle s'occupe de l'encaissement et du recouvrement des effets pour le compte de tiers, tant aux particuliers qui lui en font la demande qu'aux établissements correspondants. C'est ainsi encore, que dans ses agences de Chine notamment, elle consent aux banquiers indigènes des avances à courte échéance.

La banque délivre des lettres de crédit aux personnes qui lui en font la demande. On voit de suite les services que peuvent rendre ces lettres, surtout dans des pays encore neufs, où il serait difficile de se procurer du numéraire d'une autre façon. La banque lorsqu'elle accrédite quelqu'un lui demande le dépôt d'autant de spécimens de signature qu'il y a de correspondants inscrits sur la lettre : de la sorte les agences et succursales sont mises en garde, avant même que la lettre ne leur soit présentée, contre une tentative possible d'escroquerie. Les paiements sont inscrits par les correspondants qui les effectuent, au dos de la lettre, les

succursales ou agences se remboursent soit en retournant au tireur un reçu signé de l'accrédité, et qui témoigne du paiement, soit en escomptant une lettre de change que l'accrédité est autorisé à tirer sur la personne ayant émis la lettre de crédit, soit encore en adressant à l'administration centrale, qui en réclame à qui de droit le remboursement, un des reçus signés de l'accrédité.

La banque prélève une commission de tant pour cent sur la valeur des effets, et c'est pour elle une source de profits considérables.

c) *Réception des souscriptions publiques.*

La Banque de l'Indochine a aussi la faculté de recevoir avec l'autorisation du Ministre ou du Gouverneur de la Colonie les produits des souscriptions publiques ouvertes, soit dans les colonies, soit dans la métropole, les sommes sont évidemment inutilisables pour la banque, qui joue simplement le rôle de collecteur de l'épargne publique.

La Banque de l'Indochine a ainsi pris part à plusieurs souscriptions principalement : en 1898, souscription de 50 millions pour la construction de chemins de fer indochinois ; et en 1902 pour l'émission d'obligations indochinoises.

d) *Comptes-Courants.*

La Banque de l'Indochine a développé le système des comptes-courants d'après lequel un particulier peut faire gratuitement un virement d'une somme du compte émetteur à un compte destinataire ; ainsi que l'émission de chèques remis en paiement à des tiers et de chèques reçus par le titulaire du compte-courant et remis à la banque

pour qu'elle les encaisse et en porte le montant au crédit du compte.

Le compte-courant sert à combiner les diverses opérations faites par la banque avec des tiers. En même temps elle les résume en une série de Doit et d'Avoir. Pour la Banque de l'Indochine c'est un véritable compte de dépôt, elle ouvre en compte-courant à son client un crédit égal à celui qu'il a acquis soit par un engagement de récolte ou de marchandises ou simplement par un dépôt de marchandises sans jamais lui accorder un crédit supérieur.

En principe, tout individu admis à l'escompte est autorisé à se faire ouvrir un compte-courant à la banque.

Enfin nous avons vu que la banque accepte les dépôts de titres, de plus elle se charge d'exécuter les ordres de bourse que lui adressent ses clients tant à terme qu'au comptant, mais en se faisant remettre une couverture soit en titres, soit en numéraire.

V. — LE ROLE DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE EN CHINE

L'action de la Banque de l'Indochine en Chine a coïncidé avec les compétitions européennes sur l'Empire du Milieu.

Economiquement d'abord, cet Etablissement se sentait tout naturellement porté vers ce vaste pays en décomposition politique et aux possibilités immenses.

Le Gouvernement français, par ailleurs, l'y poussait et la banque, modelant à ce point de vue, il faut en convenir, sa politique sur notre politique asiatique d'alors, devait rapidement en venir à considérer nos possessions d'Indochine où elle exerçait son privilège et qui auraient dû normale-

ment être son principal champ d'action comme une base, un point d'appui à la conquête financière des marchés chinois.

C'est, nous l'avons vu, en 1894, avec la création de l'Agence de Hong-Kong, que remonte l'installation, en Chine de la Banque de l'Indochine, mais son œuvre économique et politique n'acquiert d'ampleur qu'après la fondation en 1906 de ses agences de Pékin et de Tien-Tsin. La banque prend conscience à ce moment du rôle que, seule banque française en Chine, et Banque solidement étayée sur un privilège d'émission dans une colonie riche, elle peut jouer auprès d'un gouvernement que sa faiblesse politique rend impuissant à tirer financièrement parti des ressources infinies du pays sur lequel il possède une souveraineté théorique. Elle pressent immédiatement les avantages pécuniaires énormes qu'elle peut retirer du lancement d'emprunts, de la mise sur pied d'affaires industrielles, le tout s'accompagnant d'une emprise économique sur le Gouvernement chinois. Mais elle sent, en même temps que, sur un marché largement ouvert aux influences internationales, il faut pour s'assurer une marge de profits importante et certaine, réduire, voire anéantir la concurrence par une entente avec les puissances bancaires étrangères qui se disputent les affaires chinoises. Elle sait que la mise en tutelle du Gouvernement chinois est à ce prix ; car, ce dernier placé en face des compétitions internationales ne manquerait pas de tirer parti de cette politique de divisions.

C'est alors que germe l'idée du Consortium des Affaires Chinoises dont la Banque de l'Indochine, Chef, elle-même, d'un groupement des grandes banques françaises, prend l'initiative et dont elle s'assure la maîtrise.

Un embryon de Consortium est formé par l'entente avec

une banque anglaise, la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation, pour le lancement de l'emprunt de rachat du Chemin de fer de Pékin à Han-Kéou de 1906. Ce Consortium bicéphale s'agrége en 1909 une banque allemande et une banque américaine : la Deutsche Asuatussce Bank et l'International Banking Corporation.

Les évènements révolutionnaires de 1911 créent la nécessité d'un vaste emprunt de réorganisation, le Consortium dit « des quatre Nations » qui, malgré lui, s'accroît alors de l'adhésion imposée de deux nouveaux contractants : une banque japonaise : la Yokohama Specie Bank et une banque russe : la Banque Russo-Asiatique auxquelles viendra se joindre un groupe belge, s'offre à le lancer.

Cet emprunt émis en 1913 rencontra un succès complet et aboutit à une subordination économique et politique du Gouvernement Chinois qui est ainsi pourvu en la personne du Consortium d'une sorte de conseil judiciaire et ne peut pour ainsi dire plus faire un seul acte sans le consentement de ce groupe bancaire.

C'est alors qu'apparut la Banque industrielle de Chine, créée par un ancien directeur de la succursale de la Banque de l'Indochine et soutenue par le Gouvernement chinois fatigué de passer par l'intermédiaire du Consortium pour toutes les commandes qu'il voulait faire aux industriels et aux commerçants étrangers.

La Banque Industrielle de Chine était une Banque Franco-Chinoise où Français et Chinois devaient collaborer sur le pied d'une complète égalité. Le gouvernement chinois souscrivit le tiers du capital de la nouvelle banque et lui accorda d'une part le droit d'émission dans toute la République chinoise et, d'autre part, d'importantes concessions de travaux publics. Par ailleurs, la Banque Indus-

truelle de Chine devint rapidement une grande banque d'affaires en consentant à sa clientèle des conditions très favorables. Elle s'efforça de devenir le dépositaire des capitaux français en Extrême-Orient par la création d'agences dans les principales villes de Chine et d'Indochine. Elle espérait ainsi acquérir un prestige tel que le privilège de la Banque de l'Indochine ne soit pas renouvelé. Ainsi, elle servait à ses déposants des plus gros intérêts que toutes les autres banques (6 et 7 % au lieu de 4 et 5 %) mais pour cela elle était amenée à utiliser l'argent qui lui était confié non à des opérations d'escompte mais à commanditer des entreprises, à prendre des participations, à faire des avances dont le montant absorbait une forte proportion de son encaisse. Or, ces avances parfois très importantes, étaient consenties à un petit nombre de clients, ce qui exposait la Banque, en cas d'insolvabilité de ses débiteurs à des risques graves.

La guerre de 1914-1918 disloqua le consortium des banques et la Banque Industrielle de Chine eut ainsi le champ libre pour un développement rapide, parallèle d'ailleurs à celui des banques japonaises installées en Chine.

A la date du 15 octobre 1920, le consortium fut reconstitué sur l'initiative de l'Amérique entre les groupes français, anglais, américains et japonais, chacun d'eux apportant à la collectivité les options que ses membres détenaient individuellement. La Banque Industrielle de Chine fut invitée à faire partie du groupement, le consortium espérant ainsi neutraliser son influence près du gouvernement chinois. Mais le gouvernement chinois qui voyait dans l'absentement de la Banque Industrielle la seule chance pour l'Empire chinois de se débarrasser de l'emprise internationale, protesta et dès lors la Banque Industrielle de Chine

refusa de faire partie du groupement, et la lutte reprit de plus belle.

Ebranlée dans son crédit par la crise de 1920, la Banque Industrielle avait à satisfaire de grosses demandes de retraits de fonds alors qu'elle ne pouvait réaliser les avances accordées à sa clientèle et bientôt elle fut dans l'impossibilité de faire face à ses difficultés de trésorerie toujours grandissantes. Le Gouvernement français recommanda alors en décembre 1920 à la Banque de France et à quelques autres grands Etablissements de crédit d'aider au redressement de la Banque de Chine dont l'effondrement atteindrait gravement le crédit chinois et aurait une répercussion néfaste sur les intérêts de la France en Extrême-Orient.

Un Consortium fut alors formé par un certain nombre de banques qui firent à la banque Industrielle de Chine des avances portant intérêt à 6 1/2 %. Comme garantie, la banque Industrielle de Chine remettait au Consortium des titres de son portefeuille et des gages immobiliers comprenant entre autres des hypothèques sur un grand nombre d'immeubles situés en Europe.

Malgré tout, ce concours fut insuffisant pour faire face à tous les besoins de la Banque Industrielle de Chine et l'Etat français dût venir à son secours. La banque Industrielle donna à bail les principaux éléments de son actif à une société de gérance constituée par un groupe financier exclusivement français ayant pour objet de faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles, mêmes immobilières, et toutes entreprises de travaux publics pour le compte de la Banque Industrielle. Cette société fut constituée pour 50 ans, laps de temps pendant lequel la banque Industrielle continue d'exister mais ne peut effectuer, sauf

autorisation de la Société de gérance, que les opérations de réalisation de son actif.

Il faut reconnaître que la Banque de l'Indochine n'avait pas mis un bien grand empressement à effectuer les opérations de sauvetage de sa concurrente et elle considérait sans beaucoup de regrets la débâcle prochaine d'une rivale qui avait essayé de lui arracher la prédominance en temps que Banque Française en Extrême-Orient.

La Banque Industrielle de Chine est aujourd'hui hors de cause et son rôle politique en Chine est pour longtemps suspendu. Le Consortium règne de nouveau et la Banque de l'Indochine débarrassée d'une concurrente dangereuse vogue vers des destinées de plus en plus brillantes.

Quel jugement porter sur l'œuvre de la banque de l'Indochine en Chine ?

Il est évidemment difficile de reprocher à la Banque de l'Indochine de s'être lancée dans ce pays ouvert aux diverses influences étrangères, dans une politique de grande banque d'affaires, et d'y avoir tenu un rôle important, mais il est regrettable qu'elle l'ait fait en négligeant son rôle d'émission en Indochine.

CHAPITRE III

La Banque de l'Indochine considérée comme Banque Agricole

PRÊTS SUR RÉCOLTES.

Les prêts sur cessions de récoltes pendantes constituent une branche d'opérations spéciales aux banques coloniales, régies par la loi de 1874 et ce fut l'un des motifs pour lesquels la Banque de l'Indochine fut créée en Extrême-Orient.

Les articles 20 et 21 des statuts de 1900 précisaient que : « La banque peut consentir des prêts sur récoltes, soit aux individus, soit aux collectivités agricoles ayant qualité de personne civile, dans les conditions prescrites par la loi du 24 juin 1874. Lorsque ces prêts auront lieu avec le concours ou la garantie de l'administration locale, ils seront effectués dans les formes et conditions établies d'un commun accord par la dite administration et la Banque.

« La banque peut stipuler que les denrées provenant de la récolte sont, au fur et à mesure de sa réalisation, versées dans les magasins de dépôt désignés à cet effet, conformément aux prescriptions de la loi, et ce, de manière à convertir le prêt sur cession de récoltes, en prêt sur nantissement ».

Le prêt sur cession de récoltes devait apporter des avantages considérables à nos possessions en Indochine. Ce prêt

sur cession de récoltes a provoqué deux critiques. D'abord le caractère immobilier des récoltes pendantes s'oppose à ce que celles-ci puissent être données en gage, puisque d'après le code civil le gage est essentiellement mobilier. D'autre part, on se demande comment il peut y avoir prêt sur cession. S'il y a cession, il y a vente de la récolte à la banque qui en devient propriétaire et, par suite, l'argent remis à l'emprunteur est un prix de vente et non pas un prêt. Cependant, la Banque possède sur la récolte un privilège, or, personne n'a de privilège sur sa propre chose et la banque est dans l'obligation à l'échéance de faire vendre la récolte pour se payer sur le prix ; c'est donc qu'il n'y a pas eu cession. En réalité, il y a là un prêt sur gage d'une nature toute spéciale, qui n'est qu'une variété du prêt agricole. Il est garanti par une récolte qui existe et qui, comme dit le code, est pendante par racines et sera récoltée seulement après la formation du contrat.

Or, la Banque de l'Indochine est avant tout une banque d'émission et, par suite, obligée de ne faire que des opérations à court terme car il serait trop dangereux pour elle d'engager ses capitaux dans des opérations à long terme c'est ce qui explique qu'elle n'a jamais développé très sérieusement le crédit agricole.

Elle a été fréquemment dans l'obligation d'effectuer pour ces prêts sur récoltes des renouvellements et des prorogations jusqu'à la récolte suivante. De plus, le gage était souvent incertain particulièrement lorsqu'il s'agissait d'une récolte de riz qui peut être absolument nulle soit par excès de sécheresse, soit pour cause d'inondations.

Enfin, la Banque de l'Indochine n'a pu effectuer des prêts sur récoltes qu'en Indochine même car la loi ne l'autorise pas à effectuer ces sortes de prêts en pays étrangers.

Les prêts sur récoltes en Cochinchine.

Le gouvernement colonial ne tarda pas à s'apercevoir que si la Colonie est riche, la main-d'œuvre abondante et la population disposée au travail, par contre, l'agriculteur manquait de capitaux et que le taux des prêts à court terme consentis par les mandarins ne descendait jamais au-dessous de 3 % par mois.

On résolut alors d'importer en Cochinchine des systèmes de prêts sur récoltes qui avaient fonctionné avec le plus grand succès dans nos anciennes colonies des Antilles et de la Réunion.

La pensée du gouvernement en accordant le privilège d'émission à la banque de l'Indochine était de doter la Cochinchine des facilités de crédit qui lui manquaient dans ce pays nouveau où l'agriculteur devait être son principal client car l'industrie n'y existe pour ainsi dire pas encore.

Le Comptoir d'Escompte ne pouvant d'après ses statuts consentir des prêts sur récoltes, on pensait que la Banque de l'Indochine allait donner de suite une grande extension à ce genre d'opérations et que rapidement elle attirerait à elle les emprunteurs, parce que le taux auquel elle consentirait ses avances serait beaucoup moins onéreux.

Mais les risques à courir étaient considérables car la culture du riz assure à l'indigène sa nourriture mais ne lui permet pas d'augmenter ses ressources, parce qu'il ne peut vendre sa récolte à un taux assez rémunérateur et que, d'ailleurs, la plupart du temps, il ne peut cultiver et récolter que la quantité strictement nécessaire à sa subsistance, il est enfermé dans un cercle vicieux. Obligé d'emprunter pour attendre la récolte, il doit s'acquitter à la réalisation de celle-ci.

Or, l'indigène empruntait facilement mais il n'employait pas toujours le montant de son emprunt à améliorer ses conditions de culture : l'argent qu'il se procurait ainsi était employé par lui à l'extinction de dettes antérieures, par exemple.

Le 21 avril 1876, le Gouverneur de la Colonie prit un arrêté autorisant les communes à contracter, au nom et pour le compte des inscrits qui le demandaient, des emprunts à la Banque de l'Indochine au taux de 15 % et déclarant que l'Administration locale se rendait, par le fait de l'enregistrement de la demande de prêt, pécuniairement responsable vis-à-vis de la banque de l'emprunt total contracté par la commune.

La commune, en Indochine, est la pierre fondamentale de l'édifice administratif.

Le maire est l'intermédiaire entre la commune et l'administration ; ses attributions sont nombreuses, s'étendent à des objets très divers et nécessitent de la part de celui qui les remplit beaucoup de qualités et d'aptitudes. C'est pourquoi on a pu dire que le maire, choisi parmi les habitants et, dans une commune déjà organisée par les notables, doit être « un homme fin, insinuant, habile parleur, ingénieux à défendre ses administrés, à leur éviter des charges, à leur gagner des privilèges (1).

On voit combien est importante la place occupée par la commune dans l'organisation administrative de l'Indochine : « C'est sur la commune que reposent tous les services administratifs, judiciaires, financiers et militaires du royaume ; c'est elle qui établit le cadastre et qui préside à tous les actes de transmission de la propriété (2).

(1) LURO. — Pays d'Annam.

(2) DE LANESSAN. — L'Indochine française.

La banque aura toujours un recours contre la commune. Si le prêt à son échéance n'est pas remboursé ou ne l'est que pour partie, elle se retournera vers celle-ci pour se faire dédommager ; et le maire, à son tour, prendra telles mesures qui conviendront pour obliger à se libérer les inscrits qui ne se seront pas trouvés en mesure au moment de l'échéance.

Au cas où les emprunteurs ne seraient pas en mesure de payer à l'échéance aux communes, le montant des avances en capital et intérêts et après un délai de rigueur de 15 jours, les notables seront autorisés à faire vendre la récolte des débiteurs ; si les récoltes ne suffisent pas, on vendra le fonds lui-même et le prix en sera affecté en atténuation ou jusqu'à due concurrence du paiement des sommes dues.

Cependant les résultats obtenus ne furent pas conformes à ceux que l'on escomptait.

Un autre inconvénient résulte des lenteurs que la banque de l'Indochine est obligée d'apporter au versement du prêt par suite des nécessités administratives. Il faut, en effet, qu'à la réception de la demande de prêt le directeur de la Banque de l'Indochine envoie à la Direction un bon à payer, de la somme représentant le montant du prêt, sur la caisse de l'Administrateur qui aura reçu et enregistré la demande. Ce bon sera compris par l'administrateur dans son plus prochain versement au Trésor, qui sera immédiatement remboursé ou crédité du montant par la banque.

Toutes ces démarches à accomplir, ces formalités administratives sont longues et rebutent l'Annamite.

On a cherché à perfectionner le prêt sur cession de récoltes et plusieurs arrêtés sont venus compléter et modifier celui du 21 avril 1876.

C'est ainsi qu'un arrêté du 21 janvier 1886 ramena à 12 % le taux de l'intérêt des prêts que consentirait la Banque de l'Indochine.

Le 23 janvier 1888, un arrêté vint modifier la marche à suivre pour faire une demande de prêt et exigea des emprunteurs le remboursement du prêt total chaque année pour le 15 mai, quelle que soit la date à laquelle les sommes avaient été remises aux emprunteurs.

Le 21 décembre 1893, un arrêté décida que des prêts sur récoltes seront consentis par la Banque de l'Indochine aux Français qui en feront la demande par l'entremise de l'Administration.

Ces demandes seront instruites par une commission spéciale et les prêts ne pourront excéder le tiers de la récolte estimée soit d'après l'importance des travaux, soit d'après la moyenne des récoltes obtenues dans les dernières années.

Le 17 novembre 1896, un nouvel arrêté intéressant les prêts agricoles décida que la Banque de l'Indochine, en échange des garanties consenties par l'administration, versera à celle-ci, tous les ans, les intérêts excédant 6 %. Si l'administration consent à ne pas exiger cette ristourne, le bénéfice en retourne aux emprunteurs. De la sorte, l'administration a voulu se réserver le droit de soulager les emprunteurs dans les mauvaises années en ne réclamant pas une ristourne à laquelle elle a droit, mais en empêchant la Banque de l'Indochine de profiter aux dépens des emprunteurs de l'abandon consenti par elle-même (3).

Enfin, un arrêté du 11 janvier 1897 abaissa à 8 % le taux des intérêts des prêts sur récoltes consentis par la Banque

(3) Albéric NETON. — L'Indochine et son avenir économique.

de l'Indochine et stipule une ristourne de 2 % en faveur de l'administration locale pour la couvrir de sa garantie.

A la différence de ce qui se passait aux Antilles, où la Banque traitait directement avec ses clients, la colonie prêtait son concours à la réalisation des prêts par l'intermédiaire de l'administrateur de la province. Voici comment on procédait. La commune adresse à la banque une demande énonçant les noms des personnes qui veulent contracter un emprunt, la situation des terres, leur contenance, l'évaluation de la récolte, la somme demandée, qui ne peut dépasser le tiers de la valeur de la récolte, enfin l'engagement de rembourser le prêt, le 15 mai de chaque année.

Lorsque la demande de prêt, approuvée et visée pour garantie par l'administrateur, parvient à la Banque de l'Indochine, celle-ci établit un bon à payer. Sur ce bon figurent des indications telles que : le nom de la commune, les noms des emprunteurs, le montant des prêts par emprunteur, la date, le montant des intérêts qui sont dûs, etc. De cette façon et en établissant clairement cette pièce, la Banque de l'Indochine prévient des différends qui pourraient surgir et donner lieu à des litiges, soit entre elle-même et l'administration, soit surtout entre l'administration et les communes, qui seraient habiles à saisir le premier prétexte venu pour essayer de s'affranchir des obligations contractées. Le bon à payer soigneusement établi est adressé par les soins de la Banque à l'administration de la province intéressée et est alors payé soit au trésorier-receveur spécial, soit à tout autre fonctionnaire désigné pour en recevoir le montant. Le 15 avril de chaque année, c'est-à-dire un mois avant la date fixée pour le remboursement (15 mai), la Banque adresse à chacun des administrateurs dans l'arrondissement desquels résident les em-

prunteurs, un relevé détaillé des avances à rembourser en capital et intérêts. C'est alors à l'administration locale qu'incombe le soin de rappeler aux communes les sommes dont elles sont redevables et de veiller à ce que les remboursements s'effectuent dans des conditions normales.

Cette institution fut assez longue à donner des résultats, l'administration ne sachant pas au début faire comprendre aux intéressés les avantages qu'ils pouvaient retirer en recourant à ces prêts ; d'un autre côté, quand il y avait des demandes, les notables qui croyaient être responsables des remboursements des prêts, alors qu'en réalité ils n'étaient responsables simplement que de la sincérité de leur déclaration, exigeaient des emprunteurs de fortes remises qui allaient à l'encontre du but de l'institution.

LES SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE CRÉDIT AGRICOLE

L'arrêté du 11 juillet 1908 promulga en Indochine les lois du 5 novembre 1894 et du 20 juillet 1901 sur les sociétés de crédits agricoles en France. D'autre part, un deuxième arrêté du 11 juillet 1908 autorisa la création de syndicats professionnels en Cochinchine. Ce fut là la première manifestation de l'existence de sociétés indigènes de crédits agricoles, dans cette région.

Dès le début, les résultats furent encourageants et ces prêts sur nantissement furent très appréciés.

Un arrêté du 28 novembre 1918 créa en Cochinchine le nantissement agricole destiné à faciliter l'octroi du crédit aux membres des Syndicats et des Caisses de crédit agricole indigène, au lieu de recourir à l'hypothèque ou à un nantissement immobilier ordinaire, cet arrêté permit d'établir en garantie des prêts consentis par la caisse de crédit, un

nantissement sous seing privé à court terme, des immeubles des emprunteurs.

Arrêté du 28 janvier 1928.

Enfin, un arrêté du 28 janvier 1928 a coordonné les divers textes réglementant la coopération agricole en Cochinchine et depuis les Sociétés agricoles peuvent être constituées par les membres des syndicats agricoles indigènes d'une même province.

C'est donc là une obligation pour la Société d'effectuer des opérations dans les limites de la circonscription administrative dont elle dépend. Autrefois, ces caisses ne communiquaient pas entre elles ; les agriculteurs pouvaient faire partie en même temps de plusieurs caisses locales et par suite contracter des emprunts à toutes les caisses auxquelles ils étaient affiliés. Ceux qui usent de pareils procédés ne sont évidemment pas des emprunteurs sérieux mais malheureusement ce n'est qu'au moment de la liquidation de leurs biens qu'on s'aperçoit de la manœuvre et c'est ainsi que de nombreux prêts n'ont pas pu être remboursés. Le décret du 4 avril 1929 a mis fin à ces pratiques en décidant que les caisses locales nouvelles ne pourront commencer leurs opérations qu'après autorisation de la Caisse Nationale de crédit qui peut ainsi contrôler leur activité.

Le réescompte.

L'article 7 de l'arrêté du 28 janvier 1928 stipule que les sociétés de crédit agricole mutuel *peuvent* se procurer des capitaux en réescomptant leur portefeuille d'effets à un établissement de crédit agréé par le gouvernement ; ce n'est

donc là qu'une simple possibilité qui leur est offerte et dont il semblerait qu'ils sont libres de ne pas user. Or, ils ne peuvent fonctionner avec leur capital qui est dérisoire et comme l'Indochine ne dispose jusqu'à présent d'aucune ressource analogue aux avances faites par l'Etat à la Caisse Nationale de crédits agricoles de France, le réescompte de leur portefeuille est pour les sociétés indigènes de crédit, l'unique moyen de financer leurs opérations. Pratiquement, elles fonctionnent comme des intermédiaires de la Banque de l'Indochine chargées de répartir les sommes avancées par elles aux cultivateurs indigènes et l'arrêté de 1928 n'a pas à ce point de vue, changé le moyen pour les sociétés agricoles de crédits de se procurer des ressources.

Il ne faut pas oublier que la Banque de l'Indochine est privilégiée et que l'octroi de son privilège a eu pour contre partie l'obligation pour elle de faciliter le crédit à l'agriculteur, dans la colonie. Or, l'obligation de prêter à 6 % par an des capitaux qui ne courent pas le moindre risque est en vérité, peu importante si l'on songe à l'importance du privilège dont la banque jouit.

Les opérations des Sociétés de Crédit agricole mutuel.

L'arrêté du 28 janvier 1928 précise in fine, que les opérations des sociétés de crédits ne peuvent être autres que celles énoncées à l'article 9 qui distingue deux formes de prêts :

1° Le prêt à court terme d'une durée maximum d'un an.

Ces prêts ne peuvent être consentis que lorsque la société a constitué des fonds de réserve et avec l'autorisation des chefs de l'administration locale, sans excéder 500 piastres.

2° Les prêts à moyen terme, remboursables en 5 ans par annuités ou amortissements annuels dans les conditions déterminées par les statuts de la Société. Ils peuvent être garantis soit par un nantissement agricole, soit par un dépôt de titres émis en piastres dans la colonie par le gouvernement ou enfin, d'obligations émises avec une garantie hypothécaire.

Deux catégories de personnes peuvent bénéficier des prêts de cette nature : Les membres de la société de crédit et les membres du syndicat agricole auquel elles sont affiliées.

Les prêts consentis aux membres du syndicat agricole, pour les besoins courants de leur exploitation (acquisition de matériel, de cheptel, etc...), ne peuvent excéder 1.000 piastres, — toutefois, des prêts de 2.000 piastres, au maximum, peuvent leur être accordés pour leur permettre d'acquérir de petites propriétés.

Les membres de la société, au contraire, peuvent emprunter jusqu'à concurrence de 10.000 piastres et même des sommes supérieures à condition qu'elles n'excèdent pas 30 % de la valeur du gage foncier qui les garantit et que le montant total du prêt de cette nature soit inférieur au $1/4$ du montant du prêt consenti par la société. Les sociétés de crédit peuvent aussi recevoir des dépôts à terme de fonds ou de titres.

Les sociétés ne peuvent prêter à plus de 12 % d'intérêt par an ; actuellement sur les 18 sociétés en fonctionnement 12 prêtent à 10 %.

Par suite, avec les sociétés de crédit agricole mutuel qui disposent maintenant de capitaux propres, la banque de l'Indochine ne court aucun risque d'autant plus que tous

les membres de la société sont solidairement responsables des engagements pris par leur groupement ; et la garantie de la banque qui consiste en un visa des effets par le gouverneur de la Cochinchine ou un de ses représentants, auquel il a délégué un pouvoir, semble désormais totalement inutile.

Quoi qu'il en soit on peut dire que le crédit agricole mutuel n'est pas populaire en Cochinchine ; les garanties dont l'administration a jusqu'ici entouré les opérations effectuées par les sociétés en ont fait une institution pratiquement réservée aux gros propriétaires qui seuls ont des terres qu'ils peuvent donner en nantissement de leurs prêts et en fait pour un taux 2 ou 3 fois plus élevé que celui de la société, le petit agriculteur préfère emprunter à son voisin ou à son propriétaire qui sera seul à savoir qu'il est endetté plutôt que de s'adresser à la Société.

Il convient donc de populariser davantage le crédit agricole en Cochinchine et on a pu constater que la banque instrument du crédit est encore trop éloignée de ceux qui ont recours à elle.

En résumé, des propriétaires en petit nombre, généralement assez riches, ne cultivent pas eux-mêmes leurs terres, mais les louant ou en dirigeant l'exploitation, tels ont été jusqu'à présent les caractères des emprunteurs en Cochinchine.

Les Colons.

Aux colons français qui en avaient besoin la Banque de l'Indochine accordait les mêmes facilités de crédit qu'aux indigènes, l'arrêté du 12 décembre 1893, ayant étendu aux français la faculté d'obtenir des prêts sur récoltes. Ceux qui,

comme les planteurs de hévéas, ne pouvaient pas offrir leurs récoltes comme garantie car elles étaient futures, trouvaient à la banque, toujours avec la garantie de la colonie, c'est-à-dire sous responsabilité du budget local, les fonds qui leur permettaient d'attendre le moment où ils pourraient commencer les saignées de leur arbres, indépendamment des subventions et des primes diverses qui pouvaient leur être accordées par le gouvernement.

Ces avances faites aux colons français furent d'ailleurs celles qui furent le plus difficilement remboursées car les débiteurs prétendaient y voir des subventions du gouvernement, les dispensant de tout remboursement.

Il y a lieu d'observer qu'au point de vue des colons français, le statut français des sociétés agricoles ne leur permet pas d'avoir recours au nantissement agricole dont bénéficiaient les sociétés indigènes et qui est plus simple et beaucoup moins onéreux que l'hypothèque.

Depuis quelques années ils ont constitué un syndicat et une caisse de crédit agricole mutuel, à laquelle la Banque de l'Indochine accorde les mêmes facilités qu'aux sociétés indigènes mais toujours avec la garantie du gouvernement local.

Dans le cours de la dernière année, les prêts se sont élevés à plus de 100.000 piastres, presque tous à moyen terme avec garantie hypothécaire, mais les colons français dont la grande majorité ne s'occupe que de riz et de caoutchouc ont besoin pour leurs exploitations de crédits très importants ; aussi ont-ils demandé au gouvernement de relever de 10.000 à 20.000 piastres le maximum des prêts que peut leur accorder la caisse.

Il faut reconnaître que le colon français, plus peut-être encore que le cultivateur indigène a droit à la sollicitude

du gouvernement et il conviendrait de proportionner l'aide pécuniaire qui lui est accordée à l'importance du crédit dont il a besoin. Il suffirait d'ailleurs pour cela de relever l'interdiction pour les sociétés indigènes de faire des prêts supérieurs à 10.000 piastres étant donné qu'un contrôle sévère de la destination des fonds prêtés, suffirait à empêcher les abus. Cela donnerait satisfaction à tous car bien des indigènes ont des exploitations comparables en importance à celles des français et il semble inutile de créer une différence entre eux.

Les colons français sont principalement des concessionnaires de terres non encore défrichées, ou des propriétaires d'exploitations qui ne sont pas encore entrées dans la période de production ; ils ont donc besoin de gros capitaux pour commencer le début de leur mise en culture ; c'est ce qui explique qu'ils n'ont jamais utilisé le prêt à court terme qui ne convient pas à leurs besoins en crédit.

CHAPITRE IV

Etude du rayon d'action de la Banque de l'Indochine Ses succursales

Aux termes de l'article 3 de la Convention du 16 novembre 1929, la Banque pourra être tenue de créer des succursales ou agences nouvelles soit dans les Colonies où elle est déjà établie, soit dans toutes autres colonies ou protectorats français de l'Océan Indien ou de l'Océan Pacifique. Elle peut également être tenue de créer des succursales ou des agences au Japon et dans les ports de l'Océan Indien ou de l'Océan Pacifique situés dans les pays non soumis à la souveraineté française.

Tout d'abord, il faut remarquer que depuis la date à laquelle a été promulgué le décret de 1900, la Banque de l'Indochine a ouvert plusieurs agences dans les conditions qu'il déterminait et qui ont concurrencé les banques étrangères déjà installées dans ces régions. L'avenir dira si toutes ces créations étaient opportunes.

Restent les pays étrangers. Il semble que l'activité de la Banque de l'Indochine trouverait des débouchés dans l'établissement de Comptoirs au Japon, dans les Philippines, aux Indes Néerlandaises et que ces Comptoirs présenteraient de l'utilité non seulement au point de vue commercial, mais aussi au point de vue politique.

Bien que le Japon ne considère pas toujours avec une extrême bienveillance les entreprises étrangères qui viennent se fonder chez lui, il semble pourtant qu'il ne serait pas mauvais que la France y possédât un Représentant commercial, si l'on peut dire, sous la forme d'une Agence de la Banque de l'Indochine. Quel que soit le degré de civilisation auquel ait atteint le Japon, il n'en est pas moins certain qu'il lui reste encore bien des choses à apprendre ; la France aurait beaucoup à gagner à lui servir de professeur dans les branches commerciales et financières, comme elle l'a déjà fait et le fait encore pour ce qui est, par exemple, de l'instruction militaire. Il est à souhaiter que la Banque de l'Indochine prenne l'initiative de fonder une agence au Japon et que le Gouvernement la soutienne dans cette voie.

Il pourrait aussi être utile que la Banque de l'Indochine possédât dans les possessions hollandaises une Agence susceptible de soutenir les intérêts indochinois et français.

Le Gouvernement peut, dans une certaine mesure, forcer la main à la Banque de l'Indochine et lui imposer l'ouverture de nouvelles agences lorsqu'il le juge nécessaire. Mais il est évident qu'il n'use de cette prérogative que très modérément ; il ne saurait en être autrement. Les Agences imposées par le Gouvernement peuvent présenter une utilité diplomatique incontestable et devenir des plus florissantes dans un avenir plus ou moins éloigné. Mais il s'écoulera toujours, avant d'atteindre un résultat appréciable, un certain temps durant lequel les frais généraux seront plus élevés que les bénéfices. Le Gouvernement ne saurait exiger le développement de la Banque de l'Indochine au péril de sa prospérité, et ce n'est pas sans consulter sa direction qu'il l'incite à ouvrir de nouveaux comptoirs.

Nous savons que c'est en partie pour compenser les sacrifices qu'imposait à la Banque de l'Indochine cette nécessité d'ouvrir des agences au gré du Gouvernement qu'on a prorogé son privilège jusqu'en 1920.

On peut remarquer d'autre part que la clause qui prévoit une extension des places où la Banque possède un Etablissement tend à devenir une clause de style dans les conventions qui portent le renouvellement du privilège d'émission.

En fait, on cherche à mettre la banque à la portée du public toujours plus nombreux et plus disséminé et à lui faire jouer un rôle commercial de plus en plus important. Le parlement a surtout pensé ainsi servir plus spécialement les intérêts de l'Agriculture aux Colonies en développant le réseau bancaire dans nos possessions lointaines.

Nous avons vu que la banque a un organisme central et des succursales qui possèdent exactement les mêmes droits que la banque centrale. Autour de ces succursales gravitent un certain nombre d'Agences ouvertes aux mêmes opérations de banque mais qui n'accordent l'escompte qu'après autorisation de la Succursale.

En fait, il est évident que le Gouvernement en cherchant à développer le nombre des succursales de la banque de l'Indochine, pense non seulement à attirer à elle des capitaux nouveaux mais aussi à détourner l'Epargne française de certaines Sociétés de Crédit qui en ont fait, parfois, un usage si contraire aux intérêts du pays.

En effet, depuis la guerre et principalement au cours de ces dernières années, les scandales financiers se sont succédés pour ainsi dire sans interruption et ont éclaboussé les plus hauts personnages de l'Etat, sans omettre les Ministres eux-mêmes.

D'autre part, la question de l'augmentation du nombre des succursales et des Agences est fonction du recrutement du personnel et pèse très lourdement sur le compte des frais d'exploitation ; par suite, l'augmentation exagérée du nombre des succursales entraînerait des charges excessives pour le budget de la Banque.

Enfin, le Gouvernement et aussi la Banque, comptent que l'accroissement des places bancables et la facilité donnée à l'Agriculture de se servir de la banque appuieront le mouvement ascensionnel de la circulation productive. Toutefois, à notre avis, nous nous trouvons ici placés en réalité devant l'inconnu à tel point qu'un calcul quelconque pour l'avenir manque de bases solides.

De plus, la question se pose de savoir s'il sera facile pour la banque de recruter du personnel nouveau. La Banque a besoin de cadres qui non seulement doivent verser un cautionnement matériel mais qui, en plus, doivent offrir toutes garanties d'ordre intellectuel et moral. En somme c'est un personnel de choix.

AGENCES SITUÉES AUX COLONIES FRANÇAISES

COCHINCHINE ET TONKIN.

Actuellement, la Banque de l'Indochine possède 10 succursales et agences tant dans les colonies proprement dites que dans les pays de protectorat mais son essor ne s'arrêtera pas à ce chiffre et elle augmentera certainement son action dans cette région ¹

Saïgon.

La Banque de l'Indochine a remplacé à Saïgon le Comptoir d'Escompte et cette ville est devenue sous l'influence

française le centre commercial le plus important de la Cochinchine. Le pays est essentiellement agricole et sa culture principale est le riz dont l'abondance ou la pénurie commandent le chiffre des exportations et, par suite, celui des affaires de la Banque de l'Indochine.

Les résultats de la balance commerciale n'étaient pas autrefois très favorables, cela tenait particulièrement au régime douanier en vigueur. Mais, depuis que l'on a adopté le régime de l'assimilation qui fait de la Cochinchine une province française, et qui exonère le droit à leur entrée en France la presque totalité de ses produits, on a constaté une augmentation très sensible du tonnage commercial entre la France et sa Colonie. C'est ainsi que l'exportation du riz en France est passée de 112.000 tonnes en 1900 à 1.250.000 en 1930.

C'est là une source de revenus très importante pour la Banque, à laquelle il faut ajouter les prêts sur récoltes qui ont pris une grande extension bien qu'ils ne donnent pas encore des résultats très satisfaisants.

D'autre part, la Banque participe à la création d'entreprises commerciales ou industrielles, publiques ou privées pour lesquelles elle doit subir la concurrence chinoise.

Haïphong.

La succursale d'Haïphong ouvrit ses guichets en avril 1885. Dès 1890, une Société se constitua pour l'exploitation des mines de zinc et d'étain du Tonkin qui constituent actuellement la partie principale de la richesse de cette région. Cependant, le sol est très fertile et produit beaucoup de riz mais il en produirait davantage si la superficie cultivable était augmentée par des travaux d'irrigation néces-

saires. D'autre part, il serait indispensable de développer les voies de communication pour faciliter l'essor agricole de cette région.

Néanmoins, les affaires de la Banque de l'Indochine se sont développées à Haïphong particulièrement par les avances sur récoltes introduites au Tonkin depuis 1895.

Hanoï.

Lorsque la Banque de l'Indochine s'installa à Hanoï en 1888, la place n'avait pas encore une grande importance commerciale, mais depuis, la culture du riz et du maïs ainsi que l'élevage des vers à soie, ont pris une extension considérable et la Banque de l'Indochine peut compter sur une progression constante des bénéfices réalisés dans cette place. Cette agence dépend de la succursale de Haïphong, ainsi que celle de Tourane en Annam.

INDES FRANÇAISES : *Pondichéry.*

C'est en 1877 que la Banque de l'Indochine s'installa aux Indes et eut à lutter contre la concurrence des établissements anglais des environs et particulièrement de Madras.

La principale production est constituée par les arachides dont la production a pris une certaine importance depuis l'introduction aux Indes des graines importées du Sénégal et la Banque a pour principale opération des prêts aux acheteurs d'arachides pour leur permettre d'acquérir des stocks.

NOUVELLE-CALÉDONIE : *Nouméa.*

C'est le décret du 20 septembre 1888 qui décida l'établissement d'une succursale de la Banque de l'Indochine en

Nouvelle-Calédonie à Nouméa en remplacement de la Banque spéciale à cette colonie qui avait été mise en liquidation.

Les deux sources principales d'affaires sont l'élevage et l'exploitation du nickel, on peut y ajouter la culture du café. Il y a lieu de noter que le prêt sur récoltes n'existe pas en Nouvelle-Calédonie.

TAHITI : *Papeete*.

Un décret du 5 décembre 1905 institua une succursale à Papeete où la principale source d'affaires provient de l'exploitation des phosphates de l'Océanie, ainsi que de la récolte de la vanille et du Coprah.

CÔTE DES SOMALIS : *Djibouti*.

La succursale de Djibouti n'est créée que depuis le 5 janvier 1908. Elle a surtout pour but de faire triompher au point de vue commercial l'influence française dans les régions de l'Abyssinie. Le sol offre des ressources et on peut y tenter la culture du coton et la culture maraîchère ainsi que celle des dattes qui trouvent vers Aden un écoulement facile.

LES AGENCES SITUÉES DANS LES PAYS DE PROTECTORAT

CAMBODGE : *Pnom-Penh*.

La Banque de l'Indochine possède des agences soumises au protectorat français. La plus ancienne fut constituée par

le décret du 12 décembre 1890 à Pnom-Penh, capitale du Cambodge et où les cultures principales sont : le riz, le coton, et le poivre. Elle est rattachée à la succursale de Saïgon.

Battambang.

C'est le 1^{er} août 1904 qu'une Agence fut ouverte à Battambang au Siam. Mais cette province fut rétrocédée au Cambodge en 1907. Ces deux agences dépendent de la succursale de Saïgon.

ANNAM : *Tourane.*

Enfin, l'Agence de Tourane en Annam fut fondée le 7 mars 1891 et d'abord rattachée à la succursale de Haïphong devint rapidement autonome. Elle est destinée à prendre un développement important en raison de la proximité de grands centres miniers ainsi que des cultures de café, thé, canelle, etc... D'autre part, le développement de la Banque de l'Indochine en Annam sera parallèle à celui du Port de Tourane.

LES AGENCES A L'ÉTRANGER

A l'étranger, la Banque ne jouit plus, dans ses succursales ou agences, des privilèges qui lui étaient réservés en territoire français, et elle se trouve placée sous le régime de la libre concurrence. Il lui faut donc pour attirer la clientèle abaisser le taux de son escompte, faire d'assez larges crédits, sans demander des garanties trop nombreuses et parfois même accepter des découverts assez importants.

En Chine.

Lorsqu'elle fut créée, la Banque de l'Indochine ne devait être qu'une Banque Coloniale proprement dite n'ayant pour rayon d'action que nos Colonies françaises d'Extrême-Orient.

Aussi, le décret du 20 février 1888 qui modifie les statuts primitifs de la Banque de l'Indochine a-t-il décidé qu'elle sera tenue d'ouvrir des agences dans les ports de la Chine, du Japon, de la Mer des Indes, et de l'Océan Pacifique qui lui seront désignés et que l'Etablissement de ces agences sera autorisé par arrêté du Ministre de la Marine et des Colonies après avis conforme du Ministre des Affaires Etrangères. Ces dispositions se trouvent confirmées et élargies dans les statuts de 1900 : ce n'est plus seulement dans les ports que la Banque pourra être appelée à ouvrir des succursales, ce sera dans toutes l'étendue des pays étrangers de l'Extrême-Orient où le Gouvernement lui a confié le soin de s'occuper des intérêts commerciaux de la France.

Ne vaudrait-il pas mieux créer pour ces Comptoirs Etrangers une Banque nouvelle en conservant la Banque de l'Indochine dans son rôle de Banque Coloniale pour nos colonies françaises d'Extrême-Orient. Certains l'ont prétendu mais en présence des résultats déjà obtenus et des progrès accomplis par la Banque de l'Indochine, on a estimé préférable de conserver le statu quo et même le décret du 16 mai 1900 a investi la Banque de fonctions nouvelles.

En principe, on n'impose pas à la Banque la création d'agences nouvelles, on la lui demande et il est évident que si la création d'un comptoir demandé par le Gouvernement paraissait au Conseil d'administration de la Banque dange-

reux pour les finances, aucune suite ne serait donnée à ce projet. Jusqu'à présent, il semble que toutes ses créations nouvelles ont été pour la Banque une source de bénéfices importants, elles ont augmenté le champ des transactions à l'étranger. A l'heure actuelle, la Banque de l'Indochine possède huit agences en pays étrangers, savoir : six en Chine, Pékin, Tien-Tsin, Shanghai, Hankéou, Hong-Kong, Canton. Une au Siam, Bangkok et enfin dans Straits Settlements : Singapore.

Hong-Kong.

C'est par décret du 29 mars 1894 que fut décidé l'établissement d'une agence à Hong-Kong, carrefour commercial considérable sur la route maritime de la Chine et du Japon et le plus grand marché d'argent d'Extrême-Orient ; centre très actif du commerce du riz et des soies de Lyon.

En 1900, l'agence de Hong-Kong prit une large part aux opérations de trésorerie nécessitées par la présence du corps expéditionnaire français en Chine, c'était évidemment là des circonstances exceptionnelles, mais il n'en est pas moins vrai que cette agence sera toujours d'un très grand secours pour le développement commercial de la région considérée.

Bien qu'elle ait à lutter contre les banques étrangères très importantes, la succursale de Hong-Kong a cependant drainé considérablement les capitaux de cette région vers la France.

Shanghai.

Les principales nations européennes possèdent dans le port de Shanghai, situées au cœur de la Chine, des con-

cessions. Il était indispensable que la France, dont les maisons de commerce de soie occupent le premier rang, possède un établissement de crédit dans ce grand port chinois. C'est pourquoi une agence de la Banque de l'Indochine y fut créée en 1898. Les affaires de la Banque se ressentirent vivement des troubles de 1900 et pendant les premières années le chiffre des emprunts fut très faible et les bénéfices peu importants. Puis, la Banque éprouva le contre-coup de la guerre russo-japonaise et le blocus des ports de la Mandchourie diminua considérablement le chiffre d'affaires de la place. Toutefois, ces crises ne durèrent pas et le commerce entre Shanghai et la France portant surtout sur la soie, n'a jamais périclité. Enfin, en 1906, la Banque participa à la création de la Compagnie des Tramways et d'éclairage électrique de Shanghai qui a pris depuis cette date un essor considérable.

Canton.

Un décret du 11 mars 1901 décida l'ouverture d'une agence dans cette ville. Elle consent des avances sur marchandises, et prend aussi une part considérable au commerce des soies dont l'avenir semble plein de promesses.

Hankéou.

Hankéou est la ville la plus importante de la région du Yang-Tsé-Kiang et une agence y ouvrit ses guichets en mars 1902. Elle consent des avances aux exportateurs consistant en ouvertures de crédit aux grandes maisons de commerce de la région. Ces avances sont remboursées par les négociants au fur et à mesure de leurs marchandises en Europe ou en Amérique, sous forme de remises docu-

mentaires que la Banque de l'Indochine escompte. Ces avances sont effectuées par l'intermédiaire du Compradore qui en garantit le remboursement et à des taux d'intérêts très rémunérateurs.

Les éléments du commerce sont surtout le thé, les cuirs et les peaux. Les exportations de thé se font surtout à destination de la Russie.

Tien-Tsin.

Créée en 1906, cette agence effectue des avances aux banquiers chinois et, d'autre part, des opérations d'arbitrage ainsi que le commerce des métaux précieux et des fourrures et prend chaque jour de plus en plus de développement.

Pékin.

L'agence de Pékin est encore plus jeune puisque comme celle de Tien-Tsin, elle ne fonctionne que depuis 1906. Ses affaires ne sont pas très prospères car elle doit lutter contre des influences étrangères. C'est pourtant pour la France un excellent organe aussi bien politique que commercial, mais le Gouvernement français devrait permettre à la Banque de se plier comme le font les Banques étrangères aux exigences des commerçants de la région.

En résumé, en Chine, les agences de la Banque de l'Indochine ont à lutter contre une concurrence très sérieuse d'établissements de crédits de toutes nationalités. Si malgré l'étroitesse de ses statuts qui ne lui permettent pas des opérations hasardeuses comme celles que font certaines banques anglaises par exemple, la Banque de l'Indochine a obtenu des résultats satisfaisants en Chine, il y a lieu

d'espérer que peu à peu les indigènes s'habitueront à nos usages commerciaux et que, le chiffre d'affaires d'une part, et les bénéfices d'autre part, en seront considérablement accrus.

Bangkok (Siam).

Un arrêté du 11 novembre 1896 créa une agence à Bangkok. Les débuts furent difficiles ; néanmoins, petit à petit, la Banque réussit à détourner une partie des affaires à son profit au détriment des banques anglaises. Malheureusement, la Banque était isolée et n'avait à ses côtés aucune maison de commerce française. Les produits essentiels du pays sont le riz et le bois de Teck.

Singapore.

Une agence y fut créée le 1^{er} mars 1905. La péninsule malaise exporte surtout de l'étain et l'agence se développe constamment.

Par suite du développement de son champ d'action, la Banque de l'Indochine créa des comptoirs en pays étrangers en des points où elle n'est qu'un Etablissement financier ordinaire ne jouissant plus du privilège spécial à la France et aux colonies françaises.

En Chine, par exemple, toutes les banques qui y sont établies ont la faculté de créer, à leur profit, une monnaie fiduciaire mais les billets de chacune d'elles ne bénéficient pas du cours légal et n'ont pour toute garantie de leur acceptation par le public que la confiance qu'il accorde à l'Etablissement financier émetteur.

Donc, à l'étranger, la Banque de l'Indochine se trouve

en concurrence avec les autres établissements européens qui cherchent à attirer vers eux la clientèle locale.

Ceci explique les difficultés opposées par la Banque de l'Indochine avant d'obtempérer aux diverses demandes faites par le Gouvernement pour qu'elle crée des comptoirs à l'étranger. Mais, d'autre part, plutôt que de perdre les avantages considérables qu'elle possédait du fait du privilège d'émission, elle préféra accepter les conditions qu'il lui imposait d'étendre ses opérations dans les pays d'Extrême-Orient et d'y créer des succursales et des agences.

Cependant, la Banque de l'Indochine a acquis de cette façon une prépondérance dans tout l'Extrême-Orient où elle est devenue un des plus puissants établissements de crédit, ayant ajouté, comme nous l'avons vu à son caractère d'Institut d'émission, celui d'une grande Banque d'affaires.

De la première année de la guerre à celle qui a suivi l'Armistice, l'activité générale de la Banque a plus que triplé ; en 1922, elle était 5,3 plus importante qu'en 1914 et, en 1929 dix fois plus.

La prédominance des opérations de change sur les escomptes et avances, qui s'avérait considérable dès avant la guerre, a continué à s'accroître de plus en plus, et l'augmentation du chiffre des opérations d'escomptes et d'avances sur marchandises font nettement apparaître l'orientation critiquable de la politique de la Banque de l'Indochine.

La constatation frappante est celle du chiffre insignifiant des prêts sur récoltes.

Ainsi donc, cette dernière opération — que le législateur des premières banques coloniales avait considérée, à tort ou à raison, comme le chef d'activité essentiel de ces firmes, comme la pierre angulaire de la distribution du crédit aux

colonies et qui, en tout état de cause, devrait absorber une part importante des disponibilités presque gratuites que l'émission des billets procure à la Banque de l'Indochine — représente pour cet établissement une fraction infime du mouvement général de ses opérations.

Ceci prouve la répugnance que la Banque de l'Indochine a éprouvée, dans un pays où la richesse essentielle réside dans l'Agriculture, à investir ses ressources dans des opérations ne présentant pas les avantages d'un dénouement rapide et d'un rendement fructueux alors que l'escompte d'effets de tout repos, les prêts sur des marchandises riches, à cours mondial et, dans de plus grandes proportions encore, les opérations d'agio que lui procuraient l'instabilité des monnaies d'Extrême-Orient et la diffusion de ses agences sur tous les marchés asiatiques, sollicitaient son activité par la poursuite de profits autrement rémunérateurs.

Pourquoi aurait-elle essayé, au risque d'essuyer des déboires, de développer l'Agriculture et l'Industrie indochinoises alors que le simple agiotage sur les devises asiatiques assurait à ses actionnaires des bénéfices vertigineux ?

Pourquoi aurait-elle misé des fonds sur le développement et l'essor de l'Agriculture indochinoise quand elle possédait un vaste champ d'action à l'étranger où il lui était facile de transférer une part des disponibilités provenant de l'émission pour les faire travailler à des opérations fructueuses, rapides et sans aléas ?

La Banque de l'Indochine était moins bien placée que toutes les autres banques pour résister à cette tentation.

Elle ne constitue pas, en effet, une banque spéciale vraiment autonome, créée par des industriels ou des capitalistes intéressés à l'Indochine et à son avenir, mais elle est

simplement une émanation des principaux établissements financiers de Paris, gérés en toute indépendance par un Conseil d'administration composé presque exclusivement des administrateurs des autres banques métropolitaines, répugnant par conséquent à sortir du cycle d'opérations usuelles des grandes Sociétés de Crédit parisiennes, pour donner l'appui financier de l'établissement à l'Industrie et à l'Agriculture indochinoises.

C'est donc sans exagération que M. le Professeur Oualid a pu écrire que la banque s'était considérée comme :

« La Banque de Chine ayant des succursales en Indo-
« chine, plutôt que comme la Banque de l'Indochine ayant
« des succursales en Chine ».

CINQUIÈME PARTIE

LE RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE

CHAPITRE PREMIER

Projet de 1922 de renouvellement du privilège de la Banque de l'Indochine

Le privilège d'émission de la Banque de l'Indochine étant arrivé à expiration le 21 janvier 1920, le Gouvernement a dû se préoccuper d'étudier les conditions du renouvellement de cette prérogative, renouvellement dont il a admis le principe.

Un projet de loi fut déposé sur le bureau de la Chambre le 30 juin 1922.

Ce projet de loi posait le principe du renouvellement, réglementait l'émission des billets, déléguait au gouvernement certains pouvoirs et réglait l'acceptation des sommes provenant des avances et redevances imposées à la Banque.

Un projet de statut déterminait l'organisation et le fonctionnement de l'établissement.

Un projet de convention fixait les conditions pécuniaires du renouvellement, les charges imposées à la banque et les avantages qu'elle doit consentir aux colonies où elle exerce son privilège.

Un projet de décret réglait les questions telles que les conditions d'émission et de remboursement des billets ainsi que la réglementation des prêts sur récoltes laissés en dehors de la sanction du parlement.

Le projet de statut n'introduisait pas de sérieuses modifications dans le régime autrefois en vigueur et principalement consacrait le maintien du statu quo dans le mode de gestion de l'établissement sans que le gouvernement se soit réservé la désignation du directeur en armant ce dernier d'un droit de veto sur les décisions du Conseil d'administration.

Toutefois, la nomination du Président, du Vice-Président du Conseil d'administration, et de quatre administrateurs devrait être agréée par le Ministre des Colonies.

Les statuts précisaient seulement qu'il y aurait dans le Conseil d'administration des représentants des intérêts locaux, mais ces représentants y seraient en minorité et ne seraient pas choisis par le Ministre, mais seulement soumis à son agrément par le Conseil.

Le projet de statut consacrait d'autre part l'entière libération des actions souscrites, un droit de souscription préférenciel du tiers des augmentations de capital réservé aux habitants des colonies où la banque exerçait son privilège, un élargissement de l'assemblée générale des actionnaires ; un abatement des tantièmes du Conseil d'admini-

nistration et enfin une participation du personnel aux bénéfices.

Le projet de convention contenait les conditions du prix du renouvellement du privilège, qui consiste dans l'ouverture obligatoire d'agences, des prestations pécuniaires, des services gratuits et enfin la bonification d'un intérêt au compte-courant créditeur de la colonie de l'Indochine.

Les charges financières étaient de trois ordres :

Une redevance sur la circulation fiduciaire ;

Un prélèvement sur les dividendes sous forme d'un partage de superdividende.

Des avances sans intérêt.

La redevance sur la circulation fiduciaire était établie suivant une formule très compliquée énoncée à l'art. 2 de la convention et qui reposait sur le principe d'une répartition du chiffre semestriel moyen de la circulation fiduciaire, déduction faite de l'encaisse en numéraire et des avances consenties gratuitement à l'Etat, en un certain nombre de tranches frappées suivant un tarif progressif s'élevant parallèlement au taux des escomptes et des avances.

Le tarif de cette redevance devait être :

du $1/10^e$ du taux de l'escompte pour les avances dont le taux n'avait pas dépassé 7 %.

du $1/8^e$ du taux de l'escompte pour les avances dont le taux n'avait pas dépassé 8 %.

du $1/6^e$ du taux de l'escompte pour les avances dont le taux n'avait pas dépassé 9 %.

Quant aux participations aux dividendes elles jouaient au-dessus d'une base de dégrèvement représentant le ser-

vice d'un intérêt de 6 % par an net d'impôts à chaque action et elles étaient du dixième de cet excédent lorsque le dividende total était inférieur ou au plus égal à 150 francs et de la moitié du chiffre excédant 150 francs lorsque le dividende dépassait cette somme.

Il y a lieu de remarquer que la banque avait ainsi intérêt à augmenter ses réserves et, par suite, à restreindre le plus possible le quantum des redevances exigées par l'Etat. Elle pouvait ajourner ainsi pendant les 25 ans qui étaient impartis au fonctionnement de son privilège renouvelé, la participation sincère de l'Etat à ses profits. D'ailleurs, l'article 27 des statuts l'y autorisait en prévoyant le prélèvement sur ses bénéfices de toutes sommes que le Conseil d'administration décidera de réserver pour constituer des comptes de provision. Il eut donc été préférable pour l'Etat d'effectuer son prélèvement suivant un taux progressif par tranches sur les bénéfices eux-mêmes, compte tenu des amortissements, mais avant toute affectation aux réserves.

Enfin, l'article 8 de la Convention imposait à la Banque le versement au Gouvernement de l'Indochine d'une avance de 6 millions de piastres remboursable à l'expiration du privilège et, dans les mêmes conditions, d'une avance de 4 millions de francs aux autres colonies où était établie la Banque de l'Indochine (Nouvelle-Calédonie, Indes Françaises, Djibouti). Une partie de ces avances devant être affectée à des affaires d'intérêt agricole.

En résumé, ce projet de convention signé avec la Banque de l'Indochine le 24 mai 1924, n'organisait aucune des garanties administratives pouvant être le gage d'un changement d'orientation dans la politique de l'Indochine.

D'ailleurs, il est devenu caduc parce que les com-

missions compétentes de la Chambre des Députés n'avaient pas statué sur ce point avant la fin de la législature qui a expiré en juin 1924.

M. Daladier, Ministre des Colonies du Cabinet Herriot qui se constitua à cette époque entama des négociations pour la conclusion d'un nouveau contrat, en montrant de plus fortes exigences. Il estimait que le problème des Banques d'émission (Madagascar, Afrique Occidentale et Indochine) devait recevoir une solution unique et étatiste. En particulier, il voulait limiter étroitement les opérations autorisées pour la Banque de l'Indochine, de telle sorte que la Société eut dû pratiquement renoncer à son activité hors des colonies. On avait envisagé comme solution la constitution à côté de la Banque de l'Indochine qui continuerait à fonctionner comme banque libre, d'un établissement distinct se confinant dans le rôle de banque d'émission et d'es-compte dont elle aurait à souscrire, avec ses actionnaires, la majeure partie du capital. Les pourparlers engagés sur ces bases furent interrompus par la chute du ministère Herriot.

Pourquoi l'Assemblée générale de la Banque de l'Indochine avait-elle, dans sa séance du 26 janvier 1925, repoussé les propositions du Ministre des Colonies ? Pour deux raisons principales.

1° Les statuts proposés, plus étroits que les statuts actuels, auraient contraint la Banque à restreindre ses opérations et l'auraient inévitablement amenée, en face de la concurrence des banques étrangères, à fermer ses agences de Chine, du Siam et des détroits de la Sonde, ce qui aurait eu pour résultat l'abandon d'une source considérable de bénéfices pour les actionnaires, la privation pour la clientèle de facilités auxquelles elle était habituée et la diminution,

en Extrême-Orient, de l'influence du prestige et des intérêts de la France.

2° La banque n'acceptait pas que le Directeur général nommé par l'Etat, soit en même temps Président du Conseil d'administration.

Cette disposition était — disait-elle — incompatible avec l'organisation d'un établissement qui travaille aussi bien à l'étranger que dans plusieurs colonies françaises lointaines.

La Banque préférait un Directeur chargé d'exécuter les décisions d'un Conseil nommé par les actionnaires et désigné par ce Conseil seulement après avoir été vu à l'œuvre, car, d'après elle, en matière de banque, l'initiative et la direction doivent appartenir aux intérêts privés, l'Etat ne devant avoir qu'un rôle de contrôleur et de participant aux bénéfices.

Voilà les raisons principales qui, en 1925, ont empêché l'accord avec le Gouvernement.

Depuis cette date s'est poursuivi le régime des prorogations du privilège de la Banque de l'Indochine sans charges nouvelles et par décret qui ont fait perdre à la colonie des avantages pécuniaires considérables et se chiffrent par plusieurs dizaines de millions.

CHAPITRE II

La Convention du 26 novembre 1929 récemment adoptée par le Parlement

§ 1. — DURÉE ET NATURE DU PRIVILÈGE

Il a été décidé que cette fois le renouvellement du privilège se ferait non plus par décret, comme il en avait été jusqu'alors mais au contraire par une loi. Le projet de cette loi a été distribué aux membres de la Chambre des Députés dans le courant de 1929 et voté par elle le 2 février 1931. Il aura fallu plus de deux ans pour que les parlementaires transforment ce projet en un texte de loi.

Deux contre-projets ont été présentés au cours de la discussion du projet de renouvellement du privilège de la Banque de l'Indochine. Le premier par M. Margaine, sous forme d'un amendement présenté le 12 décembre 1929. L'article premier de ce contre-projet est ainsi libellé :

« Le privilège de l'émission de la monnaie fiduciaire dans
« la colonie de l'Indochine est réservé au Gouvernement
« général de la colonie ».

Ce projet fut défendu par son auteur qui le définit ainsi :

Ce contre-projet consiste dans son essence à ce que la colonie émette des billets et les remette aux banques contre le dépôt d'un montant égal d'emprunts de la colonie. Il faut

pour avoir les billets, les payer et tout le bénéfice qui résulte de leur création va à la colonie. La banque elle, gagne par le travail de l'escompte, ce qui est le propre de sa fonction et toutes les banques travaillent sur le même pied. Il n'y a plus de privilège.

M. Margaine ayant réussi à faire accepter un amendement par lequel le texte primitif de l'article 2 du projet de loi qui disait : les billets sont remboursables au porteur ou à vue par la succursale ou agence qui les a émis, était remplacé : par : les billets remboursables au porteur et à vue, au taux légal existant au moment de la promulgation de la loi par la succursale... etc., retira son contre-projet.

Le deuxième contre-projet avait été déposé le 19 décembre 1929 par M. Léon Archimbaud. L'article premier était ainsi conçu :

« Le privilège de l'émission des billets remboursables
« à vue et au porteur en Indochine sera désormais unique-
« ment exercé pour le compte de l'Etat par une administra-
« tion dotée de la personnalité juridique. Cet organisme
« forme un établissement public distinct du Ministère des
« Finances tout en relevant de ce département. Il prendra
« le nom d'Office National Français des opérations de ban-
« ques coloniales ».

Il instituait donc une banque d'Etat qui consacre le principe de la reprise du privilège et de son exercice par l'Etat. Un Office National d'émission ne pourra que défendre le patrimoine de l'Etat, alors qu'une banque d'émission se trouve le plus souvent en antagonisme d'intérêts avec sa clientèle.

Les Administrateurs devaient être des fonctionnaires appointés et les employés étaient largement associés aux bénéfices.

Ce projet qui selon son auteur est plus socialiste que radical et inspiré par son vieux maître Camille Pelletan, a été repoussé par la Chambre par 340 voix contre 250.

Au cours de la discussion qui suivit le Ministre des Colonies défendit le projet présenté à l'acceptation des Chambres en disant : (1)

Vous avez devant vous un projet qui est une transaction.

En effet, il était possible de choisir entre divers systèmes :

1° Le système de la liberté entière, c'est à quelque chose près le régime actuel. Or il est complètement inadmissible que, sans contre-partie, l'Etat consente un démembrement de sa souveraineté en accordant à une banque son pouvoir régalien d'émettre de la monnaie et d'ailleurs ce système n'a été soutenu par personne.

2° Le système étatiste qui peut se traduire en deux formules : soit une banque d'Etat mais qui fait de l'escompte, soit un simple institut d'émission qui joue le rôle d'un bureau de change.

3° Le système Napoléonien qui est celui de la Banque de France.

4° Enfin, un système miste d'association entre l'Etat et la banque d'émission qui est celui sur lequel le projet de loi a été bâti. C'est là un nouvel exemple de la tendance qui sous le nom d'économie mixte vise à associer la puissance publique et les particuliers dans certaines entreprises d'intérêts ou d'utilité générale.

Au lieu d'avoir comme dans le système Napoléonien un dictateur qui a l'initiative et qui est entouré d'un Conseil des intérêts privés n'ayant qu'un droit de contrôle, on

(1) Journal Officiel du 2 février 1931, page 304.

laisse au contraire aux intérêts privés, l'initiative et l'action et on donne à l'Etat le droit de contrôle, auquel il a été ajouté des droits d'ordre politique, ainsi qu'une participation très importante aux bénéfices.

Le projet présenté par le Gouvernement a été adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 3 février 1931 et nous allons étudier dans les chapitres suivants les principales modifications de principe qu'il apporte au système d'émission jusqu'alors en vigueur à la Banque de l'Indochine.

En définitive on a donc écarté l'idée d'une banque d'Etat dont les opérations auraient fatalement dépendu des fluctuations de la politique intérieure.

Mais le droit de frapper monnaie étant considéré comme un droit régalien attribut de la souveraineté, et étant donné que le billet de banque joue un rôle semblable à celui de la monnaie, le législateur a reconnu à l'Etat une participation aux bénéfices et au contrôle de l'administration et de l'organisation de la banque.

En évitant toutefois que dans cette collaboration entre l'Etat et la Banque, d'une part, la Banque soit transformée en un instrument de Gouvernement, et d'autre part que l'intervention de l'Etat s'exerce pour entraver les opérations de la banque ou pour lui faire accorder au Trésor des avantages qui ne lui ont pas été spécifiquement reconnus. Tout porte à croire d'ailleurs que ces deux buts ont été atteints.

D'une part, l'intérêt privé est soumis à un contrôle et d'autre part, l'Etat ne peut pas imposer ses volontés à la Banque et doit négocier avec elle comme un contractant s'il veut en obtenir un service quelconque.

En fait, cette institution à caractère privé quoique bénéficiant d'un privilège exclusif d'émission de billets au por-

teur, a beaucoup été et sera sans doute dans l'avenir, pour l'Etat, un précieux auxiliaire pour sa politique de développement économique dans nos possessions en Extrême-Orient.

Le contrôle de l'Etat porte donc sur les conditions de l'émission des billets et sur ses limites, mais aussi et surtout sur l'organisation de la banque et sur son fonctionnement, l'habileté de la direction et la prudence de ses opérations constituant en somme les gages essentiels de la valeur du billet.

Il est donc logique que la loi qui a concédé le privilège d'émission à la banque de l'Indochine réserve au gouvernement le droit de nomination de certains agents, et détermine limitativement les opérations permises à la banque.

Paragraphe 1^{er}. — *Prorogation du privilège de la banque*

Nature du privilège. Règles de l'émission.

La Banque de l'Indochine, banque d'émission est devenue un organisme indispensable pour l'évolution de l'Etat en Extrême-Orient et en raison de l'importance des opérations qu'elle est appelée à effectuer dans l'intérêt national, on a estimé indispensable de lui assurer le maximum de stabilité et de sécurité possible. Nous avons vu qu'elle a continué jusqu'en 1931 à bénéficier d'une situation exceptionnellement avantageuse et qui était irrégulière depuis 1920. D'autre part, si le privilège avait été renouvelé à cette date la colonie aurait bénéficié depuis plus de dix ans sous forme d'une redevance, d'une part des bénéfices organisés par la Banque.

Grâce à son privilège, la Banque dispose de la faculté

de faire de l'escompte sans monnaie métallique, avec des billets, c'est-à-dire avec du crédit. Ses facultés d'escompte semblent donc n'avoir pour limites que ses facultés d'émission. Elle n'a pas besoin de servir d'intérêts à ses déposants. Or, dans la mesure où ils sont couverts par l'encaisse les billets émis ne sont que des certificats représentatifs de numéraire. Ils ne jouent le rôle d'instrument de crédit et la circulation fiduciaire n'est réellement productive que pour la portion excédant l'encaisse.

Autrefois la circulation des billets ne dépassait que de très peu le niveau de l'encaisse, autrement dit la circulation fiduciaire n'excédait qu'à peine le portefeuille.

Les règles de l'émission.

Les règles de l'émission sont déterminées d'une part par l'article 2 du projet de loi qui dit que :

« Les billets de la Banque de l'Indochine sont reçus
« comme monnaie légale par les caisses publiques ainsi
« que par les particuliers dans l'étendue des colonies
« et protectorats où elle est établie.

« Dans les colonies et protectorats français il ne peut
« être émis des billets que par des succursales.

« Les succursales et agences en pays étrangers peuvent
« être autorisées à émettre des billets par décret rendu sur
« la proposition du Ministre des Colonies, du Ministre des
« Finances et du Ministre des Affaires Etrangères.

« Les billets sont remboursables au porteur et à vue,
« au taux légal existant au moment de la promulgation
« de la présente loi, par la succursale ou l'agence qui les
« a émis et en outre par toutes les succursales ou agences

« qui seraient désignées d'un commun accord par le Ministère des Colonies et la Banque ».

Et d'autre part, l'article 3 dit que :

« Dans chaque succursale le montant cumulé des billets en circulation et des comptes-courants créditeurs devra toujours être représenté par le tiers au moins pour une encaisse constituée conformément aux textes réglementaires et contractuels visant le régime monétaire des colonies où la Banque exerce son privilège, par des lingots, des monnaies ou des devises échangeables contre des monnaies ou des lingots. Cette prescription s'applique également à chaque succursale ou agence en pays étrangers autorisée à émettre des billets ».

Cette règle subit deux exceptions :

1° La circulation pourra dépasser le maximum prévu, d'une somme équivalente aux avances consenties gratuitement ou à taux réduit à l'Etat ou aux Colonies.

2° Les Gouverneurs des Colonies pourront la porter par arrêté jusqu'au quintuple de l'encaisse métallique. Ceci est un point très important car le législateur s'est désisté du soin de fixer le maximum de l'émission sur le Ministre des Colonies qui a lui-même confié cette mission aux gouverneurs qui sont en fait les plus aptes à la remplir à la satisfaction générale. C'est là une mesure excellente en pratique mais regrettable au point de vue juridique. C'est une survivance du régime des décrets applicables au renouvellement de la Banque de l'Indochine à la règle générale applicable aux autres banques coloniales car ainsi cette clause très importante est soustraite au droit de contrôle du Parlement.

Or, jusqu'à présent, des arrêtés du Gouverneur Général avaient depuis 1914 dispensé la Banque de l'Indochine de l'obligation où elle se trouvait de conserver une encaisse métallique égale au tiers de ses émissions. Mais ils avaient par contre fixé d'une part des proportions nouvelles entre la circulation et l'encaisse, d'autre part un montant maximum des émissions. Le montant des billets en circulation ne devait pas excéder le quadruple de l'encaisse et ne pouvait être supérieur à 175 millions de piastres.

Le projet de loi voté par le Parlement supprime tout plafond d'émission, mais en revanche revient à la règle du tiers et définit le montant minimum de l'encaisse garantie par rapport au total des engagements à vue et non par rapport à celui des seules émissions fiduciaires. Il semble bien en effet résulter des opérations monétaires les plus récentes que le système de la couverture minima de la circulation effective est le seul qui allie raisonnablement la souplesse et la sécurité qui s'avèrent toujours désirables dans ce domaine, et qui le sont plus spécialement dans le cas d'un pays en voie de rapide développement tel que l'Indochine (2).

On ne manquera pas d'observer que l'article 3 du projet de loi fixe en termes très généraux la composition de l'encaisse de garantie. Il n'en pouvait pas aller autrement.

Durée du privilège.

En réalité le privilège a été renouvelé par le vote de la Chambre des Députés du 3 février 1931 et du Sénat du 6 mars 1931, de la loi qui par son article premier a pro-

(2) Rapport Parlementaire, n° 2482, page 6.

longé le privilège de la Banque de l'Indochine, pour une nouvelle période de 25 ans.

« Le privilège concédé à la Banque de l'Indochine par les
« décrets des 31 janvier 1875, 20 février 1888, 16 mai 1900,
« et prorogé par décrets successifs depuis 1920, est prorogé
« de 25 années à dater de la promulgation de la présente
« loi, pour être exercé en Indochine, dans les établisse-
« ments français de l'Inde, la côte française des Somalis ».

Au cours des débats à la Chambre des Députés dans sa séance du 2 février 1931, M. Odin rapporteur du projet de loi sur le renouvellement du privilège de la Banque de l'Indochine, a justifié la durée du privilège en disant :

« Cette durée a fait l'objet de discussions passionnées
« et longues, aussi bien de la part du gouvernement qu'au
« sein de la commission elle-même. La commission cepen-
« dant, comme le gouvernement lui-même, après une
« étude approfondie, a considéré que cette durée était né-
« cessaire pour amortir les immobilisations considérables
« qu'exige l'exercice même du privilège et surtout la tâche
« très lourde qui résulte pour la Banque de la cession à
« l'état du cinquième de son actif... Cette durée de 25 ans
« d'ailleurs est celle qui est prévue pour la Banque de France
« et pour la Banque de l'Algérie, ce sont là les seules ban-
« ques qui par leur importance peuvent être comparées
« à la Banque de l'Indochine, laquelle ne doit évidemment
« pas être comparée aux banques de nos vieilles colonies. »

Pourquoi a-t-on adopté ce laps de temps ?

Ce laps de temps a été justifié par le fait que la banque a besoin de 15 à 20 ans pour ramener sa circulation à son état normal et une fois ce terme atteint on a trouvé juste d'accorder à l'Institut d'émission une période d'environ 10 ans de fonctionnement normal.

Cette période de 25 ans tend à devenir presque une clause de style et on ne peut qu'être d'accord sur l'adoption de cette durée.

Valeur du privilège d'émission.

Le privilège est une source de bénéfices pour la banque. Sa valeur consiste en la différence entre le chiffre de billets émis et l'encaisse métallique de la banque.

Il s'élevait à 100 millions en 1929, somme qu'une autre banque n'aurait pu se procurer qu'en payant un intérêt de 2 % par exemple. Il est vrai que de cette somme il y a lieu de déduire l'impôt sur les billets et les frais de fabrication.

C'est de la constatation de l'importance de ce bénéfice qu'est née l'idée de faire payer à la banque ce privilège, afin d'en diminuer le bénéfice au profit de l'Etat.

La première application de ce principe a été mise en pratique en 1897 par M. Viviani pour le pourcentage des bénéfices de la Banque de France et depuis pour la même Banque par le partage du super-dividende.

Les billets sont émis par les succursales, chacune pour son territoire, savoir : Saïgon, Pondichéry, Papeete, Djibouti et Nouméa et chaque colonie aura un type de billets unique émis en monnaie ayant cours légal dans le pays.

En fait, les billets mis en circulation par la Banque sont aujourd'hui de :

1.000, 500, 100, 20 et 5 francs, en Nouvelle-Calédonie.

100, 20, 5 et 1 piastres, en Indochine.

100, 50, 20 et 5 ticaux, à Bangkok.

100, 25 et 5 piastres, à Canton et Shanghai.

50 et 10 roupies, dans l'Inde.

En résumé, la Banque de l'Indochine bien que demeurant un établissement privé sera désormais soumise à une surveillance beaucoup plus étroite que celle sous laquelle elle avait été placée jusqu'à présent. Le gouvernement s'étant réservé le droit de nommer le Président du Conseil d'Administration, d'agréer le Secrétaire Général et de posséder le cinquième des actions formant le capital social, aura ainsi un droit de recours beaucoup plus important et des facilités de contrôle beaucoup plus grandes, sur les opérations de la Banque.

§ II. — PARTICIPATION DE L'ÉTAT A L'ADMINISTRATION ET A LA GESTION DE LA BANQUE

Conseil d'administration.

C'est une question délicate que de savoir quelle part l'Etat doit prendre à l'administration des banques d'émission. Si l'expérience prouve qu'il est préférable que ces dernières soient constituées avec le concours de capitaux privés et qu'elles disposent ainsi d'un crédit propre attestant que la valeur de l'unité monétaire est soustraite aux vicissitudes de la politique, il n'en paraît pas moins indispensable qu'un contrôle soit exercé par des représentants du gouvernement sur la gestion de ces établissements. Ce contrôle revêt pour les banques d'émission nationales des formes très différentes qui sont tantôt le fait de circonstances historiques et qui tantôt dérivent du caractère de chaque institut. Ainsi l'organisation qui figure dans les statuts annexés au présent projet de loi, tient-elle compte à la fois de la situation spéciale de la Banque de l'Indochine et des précédents constitués par les textes relatifs aux ban-

ques de Madagascar et de l'Afrique Occidentale, textes qui ont été sanctionnés par le Parlement.

L'article 43 des statuts dispose que dans le Conseil d'administration composé désormais de 14 à 20 membres, l'Etat comptera 6 représentants. Quatre administrateurs seront nommés par des décrets rendus sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre des Colonies. Deux administrateurs représentant plus spécialement les Colonies intéressées, seront désignés par le seul Ministre des Colonies. La Banque de l'Indochine deviendra de la sorte parmi les instituts d'émission nationaux, celui dont le Conseil d'administration comprendra le plus grand nombre d'administrateurs d'Etat.

Le même article 43 ajoute que le Président, pris dans les membres du Conseil, sera également nommé par décret rendu sur la proposition des Ministres des Finances et des Colonies.

L'article 44 complète le premier en disant que les six administrateurs désignés par le gouvernement dans les conditions visées par l'article précédent sont, en principe, nommés pour cinq ans, sauf révocation dans la même forme et l'Etat doit prélever pour chacun d'eux 40 actions sur les actions lui appartenant et les déposer en garantie de la gestion pendant la durée des fonctions de chaque administrateur, dans les caisses de la société. . .

L'article 53 stipule que le Directeur général, choisi par le Conseil d'administration, devra être agréé par les mêmes Ministres. Pareilles dispositions complètent heureusement, semble-t-il, les pouvoirs de contrôle du gouvernement, tout en laissant à la Banque de l'Indochine la faculté de prendre toutes initiatives utiles à son développement. A cet égard, il convient en effet d'observer que le Président

du Conseil d'administration ne jouira pas, comme celui de la Banque de l'Afrique Occidentale, de prérogatives exceptionnelles et que la gestion des affaires sociales sera, comme il est d'usage, confiée sous le contrôle des administrateurs, au Directeur général. Cette organisation paraît la plus logique. Elle était au surplus la seule qui répondit au double aspect de la Banque de l'Indochine qui a été plus haut mis en relief.

L'Etat exerce son contrôle dans le Conseil d'administration par la nomination de six conseillers, soit 6 sur 20 ou 30 %, c'est-à-dire une proportion qui est légèrement supérieure à celle qui correspond à la part de l'Etat dans l'actif de la banque et qui, comme nous le verrons plus loin, n'est que de 20 % seulement.

Le Directeur Général a donc, par délégation, la direction de toutes les affaires de la Banque ; par suite, c'est lui qui préside l'assemblée générale, signe les transactions et les conventions, exerce les actions judiciaires, signe toute la correspondance, exécute les décisions du Conseil et assure l'observation des lois, des règlements et des statuts de la Banque.

Les autres Administrateurs qui ne sont pas nommés par l'Etat, mais sont choisis par l'ensemble des actionnaires doivent être propriétaires de 40 actions au moins, elles aussi affectées à la garantie de leur gestion. Ils sont nommés pour cinq ans et rééligibles.

Enfin, chacun des membres du Conseil d'administration doit jouir de la qualité de citoyen français et cette fonction est incompatible avec l'exercice du mandat législatif, afin de soustraire la direction de la Banque à des arrières-pensées politiques et de lui permettre de manifester cette indépendance à l'égard de tout organisme public. Cette clause

est précisée par l'article 9 du projet de loi qui dit que : « aucun membre du Parlement ne pourra faire partie du Conseil d'administration de la Banque pendant un délai de cinq ans, à compter de la cessation de son mandat ». Cette interdiction frappe également les membres du Parlement pendant la durée de leur mandat. Ce même article 9 aurait dû interdire toutes fonctions de contrôle ou de direction à tous les fonctionnaires en exercice. Or, au contraire, au cours des débats parlementaires, le Ministre des Colonies a demandé que les six administrateurs nommés par l'Etat soient choisis parmi les fonctionnaires en activité. A notre avis, c'est là une erreur et nous craignons, avec M. Margaine, que ces fonctionnaires ne préparent ainsi leur retraite. A la fin de la discussion devant la Chambre, M. Varenne a réussi à faire inscrire à l'article 9, que les dispositions de l'article 10 de la loi du 6 octobre 1919 ne sont pas applicables aux fonctionnaires ou anciens fonctionnaires appelés à occuper les postes auxquels le droit de nomination est réservé au gouvernement.

Assemblée Générale.

« La Banque de l'Indochine est une organisation oligarchique qui, sous l'apparence de la souveraineté nominale d'une Association d'actionnaires démocratiquement élargie par l'augmentation du nombre des participants, masque, en réalité, la toute puissance d'un groupe de grandes Banques qui l'ont constituée, qui détiennent la majeure partie des titres, dont les représentants forment le Conseil d'administration et dont la seule rivalité et la différence d'intérêts en d'autres domaines peuvent parfois rompre l'unité ou l'omnipotence d'intérêts privés, d'ailleurs hau-

tement respectables, n'est pas contrebalancée comme dans tous les autres établissements d'émission, par une intervention constante de l'Etat (1) ».

Cette formule saisissante suffit à caractériser la Banque de l'Indochine. L'Assemblée générale ne se composait, pratiquement, que d'un petit nombre de personnes, les 100 actionnaires qui, d'après les registres de la Banque, étaient depuis 6 mois révolus, propriétaires du plus grand nombre d'actions (ancien art. 36). En cas de parité dans le nombre des actionnaires, l'actionnaire le plus anciennement inscrit était préféré ; et en cas d'égalité de date d'inscription, c'était l'actionnaire de plus âgé qui obtenait la préférence.

La Banque était donc dirigée par une infime minorité et jouissait là d'un régime spécial très favorable qui ne se justifie plus maintenant.

Le projet de statuts déposé en 1922 portait à 200 le nombre des actionnaires pouvant prendre part à l'assemblée, mais la commission chargée d'étudier ce projet a demandé l'accès aux assemblées, aux propriétaires de 10 actions depuis 6 mois, de nationalité française et remplissant les conditions exigées depuis 1900, c'est-à-dire la qualité de citoyen ou sujet, ou protégé français des pays où s'exerce le privilège de la Banque ; d'ailleurs, ce projet n'a jamais abouti.

La Convention du 16 novembre 1929 présentée au Parlement au cours des mois de février et mars 1931 précise dans les articles 32 et 33 que :

« L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

(1) W. OUALID. — Le privilège de la Banque de l'Indochine, p. 58.

« L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires possédant au moins vingt-cinq actions depuis 6 mois révolus.

« Tous les propriétaires de moins de vingt-cinq actions pourront se réunir pour former le nombre de 25 et se faire représenter par l'un d'eux.

« Nul ne peut faire partie de l'Assemblée générale, ni s'y faire représenter s'il ne jouit des droits du citoyen français.

« Il est dressé une liste des actionnaires ; elle énonce leurs noms, domicile et le nombre d'actions dont chacun d'eux est propriétaire.

« Cette liste est tenue à la disposition de tous les actionnaires qui veulent en prendre connaissance cinq jours avant l'assemblée. Le jour de l'assemblée, elle est placée sur le bureau.

« La feuille de présence est certifiée par le bureau de l'assemblée ; elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout réquérant.

« Nul ne peut se faire représenter à l'assemblée que par un mandataire membre de l'assemblée.

« Le Conseil d'administration fixe, le mode de procuration à adopter en faveur des actionnaires habitant les Colonies pour leur permettre de se faire représenter à l'assemblée générale ».

L'article 32 nouveau qui a modifié l'article 30 de la convention de 1900 pose l'aspect très général de la représentation des petits actionnaires des sociétés anonymes par actions. L'intérêt de la question déjà grand lorsqu'il s'agit d'organiser la sauvegarde des capitaux français engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales, est multiplié encore pour la Banque de l'Indochine dont le rôle national est au premier plan de ses préoccupations.

Dans le projet de renouvellement de 1922, on avait demandé que par analogie avec la Banque de l'Algérie, les propriétaires de 10 actions soient appelés à l'Assemblée générale et il nous est agréable de voir réglementer dans un sens plus large la représentation des petits capitalistes qui sont presque toute la France, dans les assemblées générales.

En 1931, on a admis les propriétaires de 25 actions seulement et, par analogie avec les autres banques coloniales, les propriétaires de moins de 25 actions ont été autorisés à se grouper pour se faire représenter.

Nous nous associons également de tout cœur au rappel de la qualité de citoyen français (art. 32) que doit posséder tout membre de l'Administration générale, aux termes de l'art. 14 de la loi du 24 Germinal, an XI.

L'assemblée générale des actionnaires de la Banque de l'Indochine sort donc du renouvellement de 1931 légèrement modifiée dans un sens démocratique par rapport à ce qu'elle était en 1900.

Le contrôle de l'Etat.

Par analogie avec les autres banques coloniales, les succursales de la Banque de l'Indochine sont assujetties à un triple contrôle : Un commissaire du Gouvernement, une Commission de surveillance et des censeurs administratifs dont nous avons déjà étudié le rôle et sur lesquels nous ne reviendrons pas.

En plus de ce contrôle permanent fonctionne un contrôle intermittent quand le Ministre ou le Gouverneur le juge nécessaire.

Enfin, les dividendes votés par l'assemblée générale des

actionnaires ne peuvent être mis en distribution qu'après autorisation du Ministre des Colonies. C'est là un moyen puissant d'action sur la banque mais si lourd qu'il serait tellement difficile à utiliser pour un Ministre, qu'en réalité il semble inefficace.

§ III. — PARTICIPATION DE L'ÉTAT AU CAPITAL DE LA BANQUE

Le Gouvernement soucieux de sauvegarder les intérêts de l'Indochine a établi dans le nouveau statut une véritable association d'intérêts entre la Banque et l'Etat qui participera au capital de la Banque. Cette participation constitue la caractéristique principale du projet de loi.

L'article premier de la convention précise que : la Banque de l'Indochine s'engage à porter dans un délai de trois mois à dater de la promulgation de la loi, son capital social de 72 millions à 120 millions de francs, divisé en 240.000 actions de 500 francs chacune, entièrement libérées. Sur les 96.000 actions nouvelles qui seront souscrites au pair, 48.000 seront réservées à l'Etat.

D'autre part, l'article 4 des statuts dit :

Le capital social pourra être augmenté jusqu'à 150 millions de francs en une ou plusieurs fois, par décision du Conseil d'administration, approuvé par le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances. Il pourra être augmenté au-delà de 150 millions de francs, ou réduit par une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire sanctionnée par décret, la commission de surveillance des Banques entendue.

En cas d'augmentation de capital, un droit de préférence

appartiendra à tous les propriétaires d'actions de la Banque. Les actions sont nominatives.

Sans doute, la participation des colonies au capital des banques coloniales avait déjà existé pour les banques de Madagascar et de l'Afrique Occidentale Française dont l'organisation a fait l'objet de lois votées respectivement en 1925 et en 1929.

Pour Madagascar, la Colonie avait souscrit 20 % du capital. Mais il s'agissait de la création d'une Société nouvelle et, par suite aucune difficulté ne pouvait être rencontrée.

Pour la Banque de l'Afrique Occidentale, les diverses colonies intéressées avaient souscrit 10 millions au pair sur les 35 millions qui formaient le capital social. Toutefois, cette participation n'avait été réalisée qu'après liquidation de la plus grande partie de l'actif aux bénéfices des anciens actionnaires, associant la collectivité dans une bien plus grande mesure aux profits de l'avenir qu'à ceux du passé.

Pour la Banque de l'Indochine au contraire, aucune répartition n'a lieu au bénéfice des anciens actionnaires ; l'Etat souscrit au pair à 20 % du capital d'une Société dont les réserves sont considérables et représentent le labeur et l'activité de 60 années. L'Etat devient ainsi propriétaire immédiatement du fait même de sa souscription d'un cinquième de l'actif total de la Banque depuis sa création.

Or, les titres sont émis à 500 francs et sont cotés en Bourse entre 8.500 et 9.000 francs et on a estimé que le bénéfice ainsi réalisé par l'Etat s'élèverait approximativement à la somme de 600 millions. D'autres, estimant que cette évaluation est trop optimiste, l'ont ramenée à 350 millions environ. Tout porte donc à croire que sa valeur moyenne est, au bas mot, de 500 millions.

Sur la proposition de M. Marius Moutet, les actions nou-

velles réservées à l'Etat, c'est-à-dire les 48.000 titres, seront souscrits à raison de 8.000 par l'Etat lui-même et de 40.000 par les Colonies intéressées, ceci pour associer plus étroitement l'Etat non seulement aux profits réalisés par la Banque mais aussi à sa gestion et à son contrôle.

Devenu propriétaire du $\frac{1}{5}$ de l'actif total, l'Etat aura droit au $\frac{1}{5}$ des dividendes annuels et, dans l'avenir, au $\frac{1}{5}$ du boni des liquidations.

Comme justification de cette participation de l'Etat au capital de la Banque, on a dit que c'était grâce au privilège d'émission que la Banque avait pu dans le passé se constituer des réserves considérables sans avoir eu à acquitter en retour à l'Etat titulaire du droit régalien, aucune contribution spéciale.

De plus, la concession du privilège d'émission était effectivement arrivée à son terme en 1920 ; depuis cette date, des renouvellements successifs semestriels ont empêché l'Etat de bénéficier pendant une période de dix années, d'une équitable rémunération en échange de son privilège.

La deuxième partie de cette argumentation est évidemment rigoureusement exacte ; mais il n'en est pas de même pour la première car on pourrait soutenir que l'Etat avait consenti librement dans le passé un privilège qui était soumis à des conditions spécifiquement déterminées et sur lesquelles il n'est pas fondé à revenir aujourd'hui pour les rendre plus rigoureuses et atteindre ainsi la Banque de l'Indochine dans ses œuvres vives en lui enlevant une partie importante des réserves qu'elle avait à juste titre supposé être sa propriété définitive.

Il y a lieu de se demander pourquoi on a effectué une augmentation du capital social de la Banque de l'Indochine.

C'est d'abord pour une raison de prestige, un nombre

composé de 8 chiffres étant de nature à impressionner très favorablement une clientèle comme celle de l'Extrême-Orient, ainsi qu'à produire une bonne impression par comparaison avec les capitaux des établissements financiers des pays étrangers.

De plus, il est courant qu'une augmentation de capital provoque une hausse du titre ; tel a été du moins le cas des diverses augmentations de capital successives qui ont eu lieu à la Banque de l'Indochine. Aussi conçoit-on que les dirigeants de cet organisme aient manifesté un vif empressement à la proposition d'augmentation de capital faite par le Gouvernement, étant donné qu'elle était susceptible de provoquer pour eux un profit considérable presque immédiat.

Enfin, on a peut-être pensé en effectuant cette augmentation de capital, que cela donnerait au public porteur des titres de la Banque l'assurance que les actionnaires auront souci de leurs créances et que la garantie qui leur est donnée par ces actions nouvelles serait une sorte de cautionnement pour le cas de liquidation.

RÉMUNÉRATION DU CAPITAL. DIVIDENDES

Aux termes de la convention de 1900, après un premier prélèvement de $1/2$ % du capital pour la constitution du fonds de réserve statutaire, le capital avait droit à un intérêt de 6 % du capital effectivement versé ; d'autre part, après affectation de 10 % de l'excédent des bénéfices au fonds de prévoyance, et 10 % au Conseil d'administration, les 80 % qui restent sont attribués aux actions comme second dividende.

L'article 30 des statuts joints à la convention du 16 no-

venbre 1929 a modifié cette affectation des charges de capital.

Sur les bénéfices, il est prélevé comme par le passé d'abord 1/2 % du capital versé pour le fonds de réserve, puis la somme nécessaire pour répartir aux actionnaires un premier dividende équivalent à 8 % par an du capital effectivement versé. Le surplus des bénéfices est partagé de la manière suivante :

- 5 % au fonds de prévoyance
- 5 % au Conseil d'Administration
- 5 % au personnel
- et 85 % aux actions comme deuxième dividende.

Enfin, dans le cas où l'insuffisance des bénéfices ne permet pas de distribuer aux actionnaires le premier dividende de 8 %, le paiement de ce dividende peut être assuré par un prélèvement sur le fonds de prévoyance.

Il y a lieu de noter que l'Etat possède par l'entremise du Commissaire du Gouvernement un droit de veto à la distribution des ces dividendes, au cas où par exemple la Banque se refuserait à appliquer certaines directives en matière politique en Extrême-Orient.

Nous pourrions ajouter que ce droit de veto, si important qu'il soit est une mesure tellement grave dans sa mise en application que l'Etat n'est sans doute pas à la veille d'y recourir car, quel serait le Ministre des Colonies qui prendrait sur lui de décider le non-paiement ou tout au moins la suspension du paiement des dividendes d'une Société privée aussi puissante que la Banque de l'Indochine.

Enfin, en cas de distribution de réserves ou de vente des actions les sommes revenant à l'Etat seront partagées par moitié entre la Métropole et les colonies intéressées, alors

que celles-ci bénéficient de l'intégralité du revenu des actions ainsi que des versements effectués au titre de la redevance.

En ce qui concerne la Banque de l'Indochine, la participation de l'Etat aux bénéfices diffère donc de ce qu'elle est pour les autres Banques privilégiées où l'Etat ne vient au partage des dividendes que lorsque celui-ci dépasse un certain chiffre ; en d'autres termes, l'Etat ne participe, en réalité, qu'au super-dividende.

Quant aux actionnaires, ils touchent davantage par suite de la nouvelle convention, puisqu'elle leur attribue comme deuxième dividende 85 % du surplus des bénéfices après les prélèvements faits pour le fonds de réserve et le premier dividende, tandis que sous le régime de la convention de 1900, ils ne percevaient que 80 % seulement.

LES OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Les opérations auxquelles la banque pourra se livrer sont énumérées limitativement à l'article 14 des statuts.

Les conditions de l'escompte sont très strictement posées. Les effets doivent être à une échéance n'excédant pas 6 mois (sous le régime de la Convention de 1900 c'était quatre mois seulement) et portant deux signatures au moins.

La banque n'est plus autorisée à consentir des avances sur matières de cuivre ou sur pierres précieuses. Elle est au contraire autorisée à louer des coffres-forts, à faire escompter des traites et des mandats tirés sur le Trésor français, à participer aux emprunts sans que le montant de cette participation puisse dépasser la moitié des réserves, à participer à la constitution d'entreprises financières sans qu'elle puisse

excéder la même proportion, c'est-à-dire la moitié des réserves (au lieu du tiers sous le régime de 1900).

La banque peut acquérir des immeubles pour établir ses bureaux, dépendances et magasins, et loger son personnel. Toute autre acquisition d'immeubles lui est interdite sauf le cas d'adjudication sur ventes forcées pour recouvrer des créances ou des dations en paiement.

La banque peut représenter des tiers à titre de mandataire ou de gérant d'affaires mais sans s'obliger personnellement.

Aucun effet ou engagement revêtu de la signature d'un des agents de l'établissement ne sera admis à l'escompte. Ces employés ne peuvent d'ailleurs faire aucun commerce ni s'intéresser dans une entreprise commerciale sans autorisation du Conseil d'administration de la Banque.

§ IV. — OBLIGATIONS FINANCIÈRES DE LA BANQUE VIS-A-VIS DE L'ÉTAT

On a reproché à la Banque de l'Indochine de devoir son opulence à des opérations de change très fructueuses en tout temps sur les marchés asiatiques ainsi qu'à desancements d'emprunts et à des participations industrielles en Chine et ailleurs, beaucoup plus qu'aux opérations d'escomptes utiles à la collectivité coloniale. Quoi qu'il en soit les bénéfices ont augmenté d'une manière très considérable et ont conféré à la banque un crédit de premier ordre et une puissance toute particulière.

Ces bénéfices dont la banque tire profit sont dûs en partie à un phénomène de plus-value sociale c'est-à-dire indépendant de l'activité propre de la banque et d'autre part à la

concession du privilège d'émission qui lui a été accordé par l'Etat. Il est donc parfaitement équitable qu'à son tour la collectivité agissant par l'intermédiaire de l'Etat ou plus exactement l'Etat agissant au nom de la collectivité, récupère une partie des bénéfices dont il est l'auteur. C'est le motif pour lequel à l'article 4 de la convention du 16 novembre 1929 ont été souscrites certaines conditions dans lesquelles la Banque de l'Indochine partagera ses profits avec l'Etat et ce partage revêtira une triple forme :

1° Une redevance et une participation aux dividendes que nous avons déjà étudiée.

2° Une avance gratuite à l'Etat ou plus exactement au gouvernement des colonies.

3° Diverses modifications des services de trésorerie au profit du Trésor Public.

Les modalités de la redevance sur les produits de l'émission sont dans l'ensemble analogues à celles qui ont été appliquées aux banques de Madagascar et de l'Afrique Occidentale. Elles apparaissent cependant à la fois plus complètes et plus strictes. C'est ainsi que l'assiette de la redevance sera constituée non par la seule circulation et des comptes courants créditeurs correspondant à des opérations productives. De même la déduction afférente à l'encaisse de garantie n'englobera pas les encaisses devises lesquelles, étant productives d'intérêts, doivent logiquement être imposées. Enfin et surtout le gouvernement a obtenu que fût assigné au profit de la redevance un minimum de 20 millions de francs, qui ne pourra être réduit, suivant une combinaison analogue à celle qui figure dans le projet de loi portant réformé du statut monétaire de la Banque de l'Algérie, que dans le cas où les taux d'escompte et d'avan-

ces s'abaisseraient sensiblement dans la colonie. Ce minimum est susceptible de jouer dès à présent et doit préserver, semble-t-il, de tout mécompte le budget indochinois.

I. — REDEVANCES.

La Banque de l'Indochine devra verser au Trésor pour chacune des colonies où elle exerce son privilège une redevance qui ne sera pas inférieure à 20 millions de francs par an, à moins qu'il se produise une dépression exceptionnelle du loyer des capitaux. Cette redevance sera calculée sur le montant des billets en circulation et des comptes courants créditeurs cumulés, déduction faite des encaisses en lingots et en numéraire, des billets de la Banque de France, ou des sommes en dépôt dans cet établissement, et des avances consenties gratuitement à un taux réduit à l'Etat, aux colonies et aux protectorats ou garanties par ceux-ci. (Art. 4 de la Convention). Ce même article précise que ces versements auront lieu à partir du 1^{er} janvier et du 1^{er} juillet qui suivra la promulgation de la loi approuvant la Convention et déterminant le tarif annuel de la redevance qui sera de :

1/6 du taux de l'escompte ou des avances pour la partie de la circulation représentant les opérations traitées à un taux ne dépassant pas 6 % l'an.

1/5 de ce taux pour la partie de la circulation représentant les opérations traitées à un taux supérieur à 6 % mais ne dépassant pas 8 %.

1/4 de ce taux pour la partie de la circulation représentant les opérations traitées à un taux supérieur à 8 % l'an.

Le montant de la circulation productive du trimestre sera calculé en divisant par le nombre de jours ouvrables du trimestre, le montant de cette circulation productive éta-

blie pour chacun des jours ouvrables et totalisée, cette redevance sera versée sans préjudice des impôts dûs par la Banque tels qu'ils sont déterminés par les lois existantes.

Nous constatons donc l'extension à la Banque de l'Indochine d'une mesure déjà en vigueur pour les autres banques privilégiées et principalement pour la Banque de France et la Banque de l'Algérie où il aboutit à une émission dépassant l'encaisse, à un véritable crédit gratuit fait par le public à la Banque, cause due à un démembrement du droit régalien de l'Etat qui en échange a droit à une juste redevance.

Enfin, le régime des redevances à payer par la Banque au Gouvernement sera désormais établi suivant des modalités beaucoup plus strictes que celles qui existaient jusqu'alors ce qui permettra aux colonies intéressées d'accroître leurs recettes dans une sensible mesure et d'augmenter ainsi le montant total des prêts destinés à l'agriculture.

La banque attribue donc à l'Etat considéré comme un associé une certaine partie des bénéfices et au moment de sa liquidation une certaine partie de son actif. Nous avons vu, en effet, que l'Etat était bien devenu un véritable associé de la Banque puisqu'il avait obtenu de souscrire au pair à 20 % du capital ; et certains donnant à chacune des actions souscrites la valeur de 12.300 francs ont ainsi évalué cet avantage à un chiffre global de 600 millions. Ce chiffre est évidemment difficile à justifier car si l'action de la Banque de l'Indochine oscille à l'heure présente entre 8.500 et 9.000 francs, il est évident que personne ne peut savoir quels seront dans l'avenir les cours de cette action une fois l'augmentation du capital réalisée et après prorogation du privilège et si le chiffre de 12.500 francs sera atteint un jour. Toutefois, on peut dire que cette hypothèse est assez

logique si l'on tient compte du fait que chaque fois qu'une augmentation de capital a lieu, elle provoque une augmentation parallèle de la valeur du titre. Enfin, on peut faire remarquer qu'en cas de distribution des réserves ou de liquidation de la société, les sommes revenant aux actions appartenant à l'Etat seront partagées par moitié entre la Métropole et les colonies pour les quarante milles titres souscrits par les colonies. Ces dernières seront seules à bénéficier du revenu normal de ses actions. Or, comme ce revenu normal représente $\frac{1}{5}$ du revenu total, on peut l'évaluer en se basant sur les chiffres des années antérieures au renouvellement de la Convention, à plus de dix millions de francs par an.

L'article 8 de la Convention dispose que les réserves provenant de la redevance sur la circulation seront employées au fonctionnement du crédit agricole et des institutions ou établissements publics destinés à favoriser le développement de l'agriculture.

Enfin, l'article 5 prévoit que la Banque remboursera périodiquement à l'Etat, les billets émis depuis plus de 25 ans qui n'auront pas été présentés au remboursement.

II. — AVANCES SANS INTÉRÊT AU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Une question reste toujours d'actualité, par suite du perpétuel besoin d'argent de tous les gouvernements, c'est celle de savoir si une banque d'émission doit faire des avances à l'Etat, c'est-à-dire si l'Etat a le droit en temps normal de participer aux bénéfices de la banque d'émission et en temps de crise ou de nécessité urgente, de faire appel à ses ressources pour combler des déficits budgétaires qu'il ne pourrait couvrir qu'en ayant recours à la voie des emprunts publics.

En principe, il semble que les banques d'émission devraient se garder de mêler leur crédit à celui des gouvernements et c'est le motif pour lequel on a toujours préféré créer des banques d'émissions à l'aide de capitaux privés étant donné que ceux-ci sont d'avantage en mesure de s'opposer aux demandes d'argent provenant de la part de l'Etat.

Les billets émis en représentation de la monnaie métallique n'apportent à la Banque aucun profit ; la banque fournit simplement au public une monnaie qui évite le maniement et la circulation d'espèces d'or ou d'argent. Elle rend service au public sans rien y gagner elle-même. On peut même dire qu'elle supporte les frais de fabrication des billets.

Quant aux billets qui ne correspondent pas à l'encaisse et qui dépassent la limite et le montant de cette encaisse, ils constituent un emprunt gratuit obtenu du public ; par suite, lors de l'utilisation de ces billets pour des opérations commerciales, la banque fait payer au public le service de crédit qu'elle lui rend alors qu'il ne lui a rien coûté. C'est là le bénéfice réel dont profite l'établissement qui jouit du privilège de l'émission, car, en effet, les autres banques pour effectuer leurs opérations doivent attirer les capitaux des particuliers et, pour cela, sont obligées en compensation de leur verser un intérêt. Il y a bien un bénéfice, mais ce bénéfice ne correspond qu'à la différence entre l'intérêt versé par la banque et l'intérêt reçu par elle.

En résumé, la banque d'émission a donc tiré profit de capitaux gratuits. C'est là la valeur intégrale du privilège.

Toutefois ce privilège confère à la banque d'émission une hégémonie financière sans concurrence car elle devient la Banque des banques et il y a là un avantage moral incalculable.

Nous voyons donc que si aucune charge n'était imposée à la banque d'émission en échange des avantages qu'elle retire du privilège qui est conféré par l'Etat, elle s'enrichirait pour ainsi dire indûment du fait de l'exercice d'un droit qui en principe appartient à l'Etat et dont elle n'aurait pas payé le prix.

Il est donc juste qu'en échange du privilège concédé et de la valeur qu'il représente, l'Etat se fasse reconnaître certaines prestations : redevances, services de trésorerie, etc... En ce cas, l'Etat n'agit pas comme puissance publique mais simplement comme partie dans un contrat. En échange de la concession qu'il a faite à la banque de l'Indochine, cette dernière s'est engagée à lui faire certaines avances sans intérêt, précisées par l'article 8 de la Convention du 16 novembre 1929 :

« La banque consentira au Gouvernement Général de
« l'Indochine une avance *de trésorerie sans intérêt de deux*
« *millions de piastres*, remboursable à l'expiration du pri-
« vilège. Elle consentira, dans les mêmes conditions, à
« chacune des trois colonies où le franc est monnaie légale
« et où elle exerce son privilège, des avances de trésorerie
« de chacune un million de francs (1). Elle consentira de
« même une avance de cent mille roupies au Gouverne-
« ment des Etablissements français de l'Inde (2).

« Les modalités de ces avances et leur remboursement
« feront l'objet d'un accord entre le Ministre des Colonies
« et des Finances de la Banque. (Art. 8).

« *Indépendamment* des avances consenties en Indochine

(1) C'est-à-dire pour la Nouvelle-Calédonie, les établissements français de l'Océanie et la côte française des Somalis.

(2) Pondichéry.

« aux caisses locales du crédit agricole, avec l'aval du Gou-
« vernement Général en vertu des contrats existants, la
« Banque de l'Indochine, dans les colonies où elle exerce
« son privilège, ouvrira aux caisses de crédit agricole qui
« se constitueront dans le cadre de la législation française
« sur la matière et qui seront désignées par le gouverne-
« ment général ou par le gouverneur, un crédit d'escompte
« égal au montant de leur capital versé jusqu'à concur-
« rence d'une somme de 12 millions de francs. Le taux
« applicable à l'escompte de ce papier sera inférieur de
« 2 % au taux officiel de l'escompte, sans pouvoir dépasser
« 5 % l'an.

.....

Ces avances faites par la banque au Trésor sont une innovation en ce qui concerne la banque de l'Indochine, elles se font sans intérêt et sont justifiées par le fait que la banque détient à tout moment, grâce au compte-courant du Trésor, des sommes pour lesquelles elle ne sert aucun intérêt.

Au cours des débats parlementaires, M. Varenne les a trouvées insuffisantes.

Il signale que par bonds successifs l'avance faite au crédit populaire agricole est passée de un à trois millions de piastres alors qu'en réalité il en faudrait le double, soit six millions de piastres ou soixante millions de francs (3). Or, d'après la Convention, quelles sont les ressources rapportées par la banque?

Il y a d'abord une part des deux millions de piastres pris sur la redevance sur la circulation fiduciaire dont les neuf dixièmes étaient supposés revenir à l'Indochine, donnant un total de dix-huit millions de francs.

(3) Journal Officiel du 2 février 1931, page 309.

En y ajoutant les trois millions de piastres déjà prêtés puisque la Convention dit :

« Indépendamment des avances consenties aux caisses « locales du crédit agricole en Indochine... qui font 30 millions de francs, on obtient ainsi un total de 48 millions. Or, pour l'année 1931, M. Varenne estime que le montant des avances devrait s'élever à un minimum de soixante millions de francs, chiffre qui s'élèvera sans tarder à cent millions. Par suite, il a demandé au gouvernement d'obtenir pour le crédit populaire agricole en Indochine une avance permanente sans intérêt de dix millions de piastres.

Le rapporteur du projet de loi sans accepter d'une manière absolue la façon de voir de M. Varenne, a reconnu que le Ministre des Colonies devra inviter le gouverneur général de l'Indochine à consacrer la plus grande partie des ressources disponibles résultant du projet de loi en discussion, au crédit populaire établi suivant ce qu'il a appelé la formule Varenne, ce dernier ayant créé comme gouverneur général en Indochine, par son arrêté du 4 septembre 1926, le crédit populaire agricole pour lequel la moyenne des prêts n'est que de 50 piastres, alors que pour le crédit mutuel existant déjà en Cochinchine, la moyenne des prêts à chaque exploitant varie entre 1.000 et 1.200 piastres.

En deuxième lieu, le rapporteur a déclaré que des conversations seront engagées avec la Banque de l'Indochine pour lui demander de faire un effort supplémentaire pour augmenter le chiffre fixé comme avances permanentes aux caisses de crédit agricole afin que l'appui qui leur est apporté soit le moins limité possible.

En dehors de cet appui apporté à l'Etat, la banque a l'occasion de collaborer aux principales opérations finan-

cières du Trésor, soit en participant directement aux émissions ou emprunts, soit en assurant le service de l'annuité de la Dette Publique à l'étranger, soit plus simplement en plaçant des titres dans le public.

III. — SERVICES DE TRÉSORERIE.

En compensation du privilège, l'Etat demande à la banque des services de trésorerie. La banque joue le rôle de caissier du Trésor qui possède à Paris et dans les succursales de la Banque un compte-courant.

Les agents du Trésor versent leurs recettes à ce compte-courant ou bien y font des prélèvements pour effectuer leurs paiements.

Tous ces mouvements se font gratuitement.

La banque effectue aussi gratuitement les transports nécessaires pour alimenter les caisses publiques en monnaie métallique, émet à ses guichets les titres de rentes et valeurs du Trésor et paie gratuitement les coupons au public.

Aux termes de l'article 11 du décret de 1900, la banque de l'Indochine devait sur la demande du Ministre des Colonies et sous certaines conditions, se charger du service de trésorerie dans les colonies et protectorats français où sont établies ses agences ou succursales.

On a ouvert à la succursale de Saïgon un compte-courant au trésorier-payeur de l'Indochine, ce compte est alimenté par les versements opérés tant dans cette ville que dans les autres places, ainsi que par les envois de numéraires effectués de Paris.

Par contre, pour alimenter les caisses des préposés du Trésor, le trésorier-payeur de l'Indochine effectue des versements au profit de ces derniers. Les frais de recouvrement

des fonds nécessités par ces opérations sont à la charge de la banque. Dans les villes où il n'y a pas de trésorier-payeur et où se trouvent des agences de la banque, celles-ci doivent effectuer le paiement des mandats qui leur sont présentés revêtus du visa des agents autorisés.

La Banque de l'Indochine percevait un intérêt dont les conditions sont déterminées d'un commun accord par le gouverneur général de l'Indochine et par elle-même.

Lorsque le compte-courant dépassait trois millions et demi de piastres et jusqu'à concurrence de six millions et demi, la banque payait un intérêt de deux et demi pour cent. Par suite, si le compte-courant dépassait dix millions, la banque ne devait plus payer aucun intérêt, ce qui lui permettait de réaliser de très gros bénéfices puisque le taux de son escompte n'est pas inférieur à 8 %.

L'Etat et la banque tiraient tous deux des avantages de cet état de choses. L'Etat y réalise des économies puisqu'il peut se dispenser d'entretenir des agents du Trésor dans les villes où la banque possède une agence. La banque, d'autre part, a ainsi à sa disposition à des conditions fort avantageuses, des sommes parfois considérables qui lui permettent de développer ses opérations en Indochine.

L'article 7 de la Convention du 16 novembre précise que :

« La banque procédera sans frais à l'encaissement des
« sommes versées pour le compte du Trésor, au recouvre-
« ment des chèques et traites tirés ou passés à l'ordre des
« comptables du Trésor, au paiement des mandats revêtus
« du bon à payer des agents autorisés, à leur règlement
« par virement au profit des créanciers qui ont des comptes
« ouverts soit à la banque, soit dans un établissement de
« crédit lui-même titulaire d'un compte à la banque, et

« enfin au paiement des chèques et virements émis par
« les comptables publics sur le compte-courant du Trésor ».

« Elle prêtera également son concours gratuit pour les
« paiements à effectuer à l'extérieur par ses succursales et
« ses agences, pour le compte des colonies où elle exerce
« son privilège ».

« Dans ses succursales et ses agences, la banque assurera
« gratuitement à la demande du Ministre des Finances, la
« garde des espèces métalliques et valeurs de caisse appar-
« tenant au Trésor, et à exécuter entre les succursales et
« ses diverses agences de l'intérieur des colonies où elle
« exerce son privilège ».

1° *Facilités de paiement.*

Cet article ne fait que développer le service de Trésorerie que la banque fait depuis longtemps pour le Trésor. Nous savons que l'on a évalué à la moitié des frais d'exploitation les charges qui en résultaient pour la banque de ce fait. Par de simples virements de comptes-courants, par de simples jeux d'écritures entre le compte-courant du Trésor et ceux des créanciers du Trésor qui ont des comptes-courants en banque, seront résolues, sans frais, rapidement, en pleine sécurité, des opérations de paiement, qui auraient utilisé et immobilisé un nombre considérable de billets de banque.

La banque recevra ainsi du Trésor et des Grandes Administrations rattachées à l'Etat (Régies financières, P.T.T.) les mandats portant la griffe « bon à payer » et les passera en écritures, à l'encaissement au crédit du compte Client ou de la banque du Client.

Le même régime sera appliqué aux paiements des mandats émis par les établissements publics.

Les chaînons de cet immense lien de comptabilité que représentent les comptes-courants sont ainsi multipliés dans de très grandes proportions et si l'emploi du chèque et en particulier du chèque barré reçoit un développement analogue, la circulation fiduciaire doit baisser dans de notables proportions, chose évidemment tout à fait désirable.

Logiquement, le public devrait user largement des moyens de paiement simplifiés qui sont mis à sa disposition par la banque, mais on se butte à l'ancienne conception du bas de laine si chère aux Français et les pièces d'or autrefois en circulation sont simplement remplacées par des billets qui ne rapportent rien.

Le chèque est mis gratuitement à la disposition des clients de la banque ayant une provision en numéraire ou un compte-courant, il n'est même pas nécessaire que le compte-courant soit créditeur, pour que le chèque soit valable. En effet une loi du 2 août 1917 a édicté que même si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets rattachés aux chèques réguliers jusqu'à concurrence de la dite provision.

Toutes ces opérations, ouverture de comptes, confection et remise de carnets de chèques, visa par la banque des chèques en cas de paiement dans une succursale autre que celle où le compte est ouvert, délivrance des carnets de chèques circulaires sont faites par la banque gratuitement (1).

Les lois des 26 janvier et 2 août 1917 ont doté de règles précises : le chèque ordinaire et le chèque barré, mais malgré tout le chèque n'est pas encore passé dans les mœurs. Comme l'a dit un jour M. Landry à la Chambre :

(1) Servez-vous des chèques, p. 8.

« Les fonctionnaires ont encore une mentalité de payeurs en espèces, ils vivent toujours dans l'idée du paiement définitif, alors qu'avec les paiements par chèque il n'y a rien de définitif, c'est toujours un règlement en écritures qui peut être contrepassé ou rectifié s'il y a erreur. C'est le mode de paiement le plus sûr ».

Pourquoi le public semble-t-il réfractaire à se servir de ces moyens perfectionnés ?

Lors du renouvellement de la Banque de France en 1918, un amendement de M. Barthe, qui fut d'ailleurs rejeté par la Chambre proposa :

« La banque renoncera au système des encaissements à domicile et prescrira à ses clients de régler leurs effets par chèque postal ». (1).

L'encaissement à domicile par les agents de la banque des effets de commerce échus est un moyen assez rudimentaire, très onéreux pour la banque et dangereux pour les agents de ce service.

Mais notre législation actuelle ne permet pas sans réforme la mise en pratique de ce régime simplifié. Le montant d'un effet de commerce est *quérable* et non portable et d'autre part, doit être payé à moins de stipulation formelle émise dans son texte en monnaie ayant cours légal, espèces métalliques ou billets de banque (art. 143 du Code de Commerce). Ces textes devraient être réformés ainsi que ceux obligeant le protêt à intervenir dans le délai normal de 24 heures après le refus de paiement. L'application du chèque postal aurait donc comme conséquence de nécessiter une prolongation du délai afin que l'on puisse vérifier

(1) Le chèque postal a été créé en France par la loi du 1^{er} juillet 1918.

l'existence de la provision qui doit couvrir le montant de l'effet de commerce.

La réforme demandée par M. Barthe était donc trop en avance sur nos textes législatifs, mais l'idée elle-même ne peut rencontrer aucune opposition de principe, et par lettre du 26 février 1918 au Ministre, le Gouverneur de la Banque de France a déclaré :

« La Banque s'engage à demander l'ouverture à son nom
« de compte-courant de chèques postaux dans tous les bu-
« reaux régionaux qui se sont ouverts en exécution de la
« loi du 10 janvier 1918. La Banque ne peut qu'envisager
« favorablement une organisation dont les services secon-
« deront utilement tous les efforts qu'elle-même ne cesse
« de faire pour développer en France les paiements par
« écritures, sans mouvement matériel ni immobilisation
« d'espèces ou de billets ».

IV. — CRÉATION D'UNE CAISSE DE RETRAITE POUR LE PERSONNEL.

Lors du renouvellement du privilège en 1900, le Parlement s'était spécialement intéressé au sort du personnel et avait obtenu la rédaction d'un statut, toutefois, la question de l'application au personnel de la loi du 27 avril 1917, sur les Sociétés anonymes à participation ouvrière n'avait pas même été envisagée ; or, il est hors de doute que la participation aux bénéfices aurait été très favorablement accueillie par le personnel, mais il est bien certain que si cette innovation avait été présentée elle eût été repoussée par le Parlement.

Disons de suite qu'il eût été très logique d'accorder aux agents de la banque cette participation aux bénéfices.

En effet, nul ne songe à nier que la banque réalise de très sérieux bénéfices qui se transforment pour les actionnaires en dividendes appréciables. Or, la question de la répartition de cette somme entre le capital et le travail est toujours d'actualité, car ces bénéfices sont le résultat de la gestion de la banque, c'est-à-dire de la plus ou moins grande habileté avec laquelle le personnel applique les directives qui lui sont données ou même suggère des réformes ayant pour résultat soit de diminuer les frais généraux de l'entreprise, soit au contraire de créer de nouveaux courants d'affaires et d'attirer à la Banque de nouveaux capitaux. C'est la première fois que le personnel de la Banque reçoit une part dans les bénéfices, et c'est là une des mesures les plus importants des clauses du renouvellement du privilège.

La caisse de retraite du personnel sera donc alimentée par des versements égaux du personnel et de la banque et elle aura pour effet de donner une existence légale à la caisse de prévoyance qui existait déjà.

V. — TANTIÈMES AUX ADMINISTRATEURS.

Statutairement une fois $1/2$ % des bénéfices affectés à la réserve statutaire, 6 % était affecté sous le régime de la Convention de 1900 aux dividendes statutaires et 10 % de l'excédent au Conseil d'administration.

Depuis 1921, les tantièmes versés aux administrateurs, qui sont reproduits dans le tableau ci-contre, n'ont cessé de s'accroître chaque année dans une proportion beaucoup plus élevée que l'augmentation parallèle des dividendes ; ils sont devenus considérables et on peut même dire fabuleux. Aussi n'est-on pas étonné de constater que ces postes sont tout particulièrement recherchés par des per-

TABEAU DES RÉSULTATS DE LA GESTION DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE (1)

ANNÉES	BÉNÉFICES NETS	AMORTISSEMENTS ET RÉSERVES	DIVIDENDES	TOTAL DES TANTÏÈMES des administrateurs	Nombre d'Adminis- trateurs	TANTÏÈMES par ADMINISTRATEUR	COURS DES ACTIONS	
							plus bas	plus haut
1921	20.007.440 f.	2.269.440 f.	115 f.	1.594.442 f.	11	144.000 f.	1.705 f.	2.115 f.
1922	22.576.390	2.490.670	125	1.806.671	14	129.000	1.926	3.315
1923	24.763.250	2.647.190	135	1.931.550	14	138.000	2.800	4.000
1924	28.442.690	3.014.500	155	1.798.819	13	138.385	3.702	4.650
1925	32.914.340	3.438.470	175	2.107.587	14	150.540	3.000	4.170
1926	37.801.570	3.809.110	195	2.463.347	14	175.950	3.800	7.500
1927	47.055.780	4.711.290	245	3.058.449	14	218.460	4.700	7.100
1928	56.141.760	5.558.480	290	3.666.329	14	261.880	7.005	15.200
1929	61.008.970	5.811.820	300	4.079.715	13	313.820	11.400	15.060
1930	66.187.560	5.016.130	315	4.605.143	13	354.240	8.200	13.000

(1) NOTA : Ces chiffres sont donnés sous toutes réserves car l'Auteur a le regret de dire qu'il n'a trouvé aucune comptabilité pour lui faciliter sa tâche près des Services de la Banque de l'Indochine, qui se sont retranchés derrière le secret professionnel et le caractère confidentiel des renseignements demandés pour les lui refuser d'une manière courtoise.

sonnalités politiques ou de hauts fonctionnaires ayant acquis le droit à la retraite.

Le projet de convention de 1922 limitait le montant des tantièmes d'un administrateur à 30.000 francs (art. 44).

Comment et pourquoi cet article n'a-t-il pas été maintenu dans la Convention du 16 novembre 1929 ? C'est que l'on a estimé que cette limitation à 30.000 francs était par trop excessive et qu'étant donné le caractère de banque privée de la Banque de l'Indochine il semblait exagéré de diminuer dans des proportions aussi considérables les tantièmes des administrateurs de cette Banque qui avaient été plus de cinq fois supérieurs.

D'ailleurs, l'article 30 de la nouvelle Convention a diminué de moitié les tantièmes des administrateurs en réduisant de 10 à 5 % la part des bénéfices à attribuer au Conseil d'administration.

§ V. — LE CRÉDIT AGRICOLE

PRÊTS SUR RÉCOLTES.

Il est une question importante sur laquelle nous devons insister encore : c'est celle des prêts sur récoltes. L'avenir de notre colonie d'Extrême-Orient est intimement lié au développement de son agriculture et l'on conçoit facilement que les avances faites aux indigènes doivent la développer beaucoup. Et cependant les prêts sur récoltes ne sont pas très en faveur à la Banque de l'Indochine et ne donnent pas des résultats satisfaisants.

Une autre banque qui ne jouit d'aucun privilège, la Banque de Cochinchine, a cherché à se mettre en contact direct avec les indigènes pour leur faire des avances sur leurs récoltes.

D'abord elle s'est heurtée à la concurrence des prêteurs chinois. Car ceux-ci font aussi des avances sur récoltes, ils vont trouver l'indigène, lui demandent à combien il estime sa récolte, lui offrent une certaine somme et la lui donnent immédiatement. Ils ont beau prendre des intérêts exorbitants, ils ont beau s'arranger de telle manière qu'au moment de l'échéance ils encaissent la totalité de la récolte alors qu'ils n'ont avancé que la moitié de sa valeur, ils gardent tout de même la clientèle de l'Annamite qui trouvera au moins à s'adresser à eux, l'avantage de toucher son argent immédiatement et sans avoir à passer un contrat quelconque.

La Banque de Cochinchine a rencontré une autre difficulté résultant de ce fait que, lorsque l'Annamite ne réussit pas sur un champ, il n'hésite pas à l'abandonner pour un autre. Mais cette facilité de changement, ce manque de suite dans la culture présentent des dangers pour le prêteur qui n'est pas sûr de sa garantie ; il hésite à consentir des avances sur un gage tout au moins incertain.

Enfin, on a constaté que l'on ne pouvait sans danger prêter à l'indigène au-delà de son revenu et qu'il était impossible de lui demander annuellement plus du dixième de ce revenu si l'on voulait atteindre le but réel des avances sur récoltes, c'est-à-dire permettre à l'indigène de développer sa culture sans avoir recours à l'aide si onéreuse des prêteurs chinois ou annamites. Donc il faudra compter pour le remboursement d'une avance, en ajoutant à son montant celui des intérêts, une quinzaine d'années environ. On voit à quelles immobilisations on peut être entraîné, de quelle durée elles sont et quels fonds de roulement il serait nécessaire qu'une banque mette au service de ce seul genre d'opérations.

Une banque en Extrême-Orient traite des opérations de change qui sont à court terme, des opérations d'escompte qui sont à plus ou moins longue échéance mais sans dépasser jamais une limite nettement déterminée, et des opérations à long terme, à échéance indéterminée, ou qui devraient l'être pour porter tous leurs fruits et qui sont les prêts sur récoltes. Il est bien difficile de concilier ces trois genres d'opérations et l'on conçoit que la banque de l'Indochine, comme les autres banques d'ailleurs, préfère apporter tous ses soins à la conclusion d'opérations du premier et du second genre, délaissant plus ou moins celles du troisième qui, si elles peuvent avoir une portée humanitaire et civilisatrice, ne présentent guère d'avantage au point de vue pratique des bénéfices qu'on en peut tirer.

Du jour où l'Annamite aura compris que son avantage est de recourir aux services des prêteurs européens et qu'il ne subira plus la domination des usuriers annamites ou chinois, du jour où un cadastre nettement établi d'après des conceptions européennes rendra plus facile l'évaluation des terres, les prêts sur récoltes prendront un développement de plus en plus grand, mais il est certain que nous n'en sommes pas encore là, et qu'il reste beaucoup à faire pour donner aux prêts sur récoltes le développement qui devrait caractériser ce genre d'opérations. Il faut donc laisser le temps et le progrès accomplir leur œuvre.

En résumé, la Banque de l'Indochine s'est complètement désintéressée du développement du crédit agricole dans les pays où s'étend son influence.

Peut-on le lui reprocher et lui faire grief d'avoir recherché de préférence les profits les plus rémunérateurs pour ses actionnaires ? Il est certain que ce qui est normal pour un établissement financier ordinaire ne l'est plus pour une

banque d'émission qui exploite à titre gratuit un privilège d'un droit régalien, et l'utilise uniquement pour le profit d'un petit nombre d'actionnaires aux dépens des intérêts généraux de la collectivité.

Mais en fait, la faute incombe surtout au gouvernement qui, par les statuts de 1900, avait laissé à la Banque de l'Indochine une trop grande indépendance et était dans l'impossibilité non seulement de lui imposer sa manière de voir, mais même d'orienter efficacement sa politique. Le gouvernement ne s'était assuré et réservé qu'un droit de contrôle, donc tant que la marche des affaires était régulière, il ne pouvait que l'approuver tacitement.

Le crédit agricole n'a donc pas donné jusqu'à présent en Extrême-Orient des résultats très appréciables. Il y a lieu de se féliciter des dispositions contenues dans l'article 8 de la loi de 1931 qui précise que la banque de l'Indochine procurera au gouvernement des fonds nécessaires au fonctionnement dans chaque partie de la colonie de crédit populaire. En vertu de cette convention, la banque s'engage à ouvrir à la colonie, un compte spécial de 1 million de francs pour financer les opérations des banques provinciales.

Ce crédit populaire jusqu'à présent ne fonctionnait que dans des pays de protectorats, en particulier l'Annam et le Tonkin qui ne possèdent pas de sociétés de crédit agricole mutuel, comme la Cochinchine.

LE CRÉDIT POPULAIRE AGRICOLE EN INDOCHINE.

Le crédit populaire agricole tel qu'il a été organisé par l'arrêté du 21 juillet 1927 ne fonctionne encore que dans les pays de protectorats (Annam, Tonkin) qui ne possèdent pas de société de crédit agricole mutuel comme la Cochinchine.

Le crédit agricole est distribué en Indochine au moyen de trois organismes : au premier degré des Comités communaux visant des prêts à court terme d'une valeur ne dépassant pas 100 piastres et pour une durée maxima d'un an avec un intervalle obligatoire de deux mois entre le remboursement définitif d'un prêt et la réalisation d'un nouvel emprunt dans le but de conserver au prêt son caractère d'annualité.

Au deuxième degré des banques provinciales accordant des prêts supérieurs à 100 piastres créditant les Comités communaux et administrant leurs biens, et pour une durée qui ne peut dépasser 5 ans.

Au troisième degré une caisse centrale qui crédite à son tour les banques provinciales et administre leurs fonds.

La Banque provinciale.

La banque provinciale est le pivot de l'organisation ; elle est constituée sous forme de société à capital variable pour une durée de 50 ans. Son but est de consentir des prêts aux agriculteurs pour l'achat de terrains de culture, de semences, d'engrais, de cheptel, de toutes machines agricoles, et le paiement de toutes dépenses (main-d'œuvre, carburants) se rapportant à la culture.

Les capitaux dont elle dispose comprennent :

son capital social, ses réserves, les avances ou emprunts obtenus sur les fonds du crédit populaire agricole, et enfin le dépôt de ses membres.

Le capital est constitué par des parts nominatives dont le minimum est fixé à 1 piastre pour les particuliers et à 25 piastres pour les collectivités et les communes. Pour obtenir le bénéfice d'un prêt l'agriculteur doit faire partie

en qualité de sociétaire de la caisse de crédit agricole dont dépend son exploitation et avoir souscrit un nombre de parts proportionnel au montant de l'emprunt. Le taux de cette proportion varie suivant les caisses.

Après une attribution de 2 % des bénéfices au directeur de la banque et de 25 % aux Comités communaux, le solde des bénéfices annuels est réparti par moitié au fonds des Comités communaux et au fonds de réserve de la banque.

Les prêts consentis sur les avances ou les emprunts ne peuvent excéder 1.000 piastres pour les particuliers et 2.000 piastres pour les collectivités et les communes. Ils peuvent être effectués en une ou plusieurs fois sous forme d'effets souscrits à l'ordre de la banque provinciale.

La banque ne peut accepter de dépôts que de ses membres et ces dépôts ne peuvent être à un terme supérieur à six mois ou un an, pendant lequel la banque doit servir un intérêt inférieur à 4 %.

Les opérations permises à la banque.

L'article 7 précise et limite les opérations que la banque est autorisée à effectuer. Elle peut consentir à ses membres particuliers et aux collectivités, comme nous l'avons vu, des prêts pour les diverses dépenses se rapportant à la culture. Tous ces prêts doivent être constatés par une reconnaissance de dette accompagnée des garanties personnelles, mobilières et immobilières.

La garantie personnelle n'est admise seulement que pour les prêts éventuels inférieurs à 500 piastres et consistant dans la caution de deux personnes solvables.

La garantie mobilière consiste en une remise de titres, de récoltes sur pied, de produits agricoles ou de cheptels

vivants, mais dans ce cas le maximum du prêt est limité à 1.000 piastres.

Enfin, la garantie immobilière est assurée par une inscription hypothécaire de premier rang ou un nantissement agricole sur bien immobilier. Dans ce cas la banque ne prête que jusqu'à concurrence des deux tiers de la valeur du gage (art. 14). Le maximum légal du taux de l'intérêt a été fixé à 12 %. D'autre part pour se garantir du risque qu'elle pourrait courir pour les prêts sur garantie immobilière, la banque fait une retenue de 3 % sur le montant de ces prêts qui sert à constituer un fonds de prévoyance, ce qui porte le total du taux réel du prêt sur garantie immobilière à 15 % environ.

En dehors des prêts qui doivent absorber la plus grande partie de leur activité, les banques peuvent faire pour le compte de leurs sociétaires des achats de semences, d'engrais, de cheptels ou machines agricoles, constituer des réserves avec leurs bénéfices, contracter des emprunts pour financer leurs prêts, recevoir de leurs sociétaires des dépôts avec ou sans intérêt mais dont le terme ne dépasse pas un an.

Les banques provinciales sont dirigées par un Conseil formé de 3 administrateurs indigènes élus pour deux ans et remplissant leurs fonctions à titre gratuit et d'un directeur français fonctionnaire appointé par le budget de la colonie, agréé par l'administration.

Les Comités communaux sont composés de :

3 à 5 notables désignés par le Conseil d'administration de la banque provinciale ; ils sont chargés de transmettre les demandes d'ouvertures de crédit et de veiller à la sécurité du gage et au remboursement des prêts.

Tel est le régime de l'arrêté du 21 juillet 1927 en vertu duquel les banques populaires agricoles ont été créées à :

Haïduong, Hadong (arrêté du 7 novembre 1927) ;

Nghé-an, Vinh (arrêté du 17 avril 1928) ;

Quang-Ngai (arrêté du 15 mai 1928) ;

Nha-Trang (arrêté du 1^{er} août 1928).

CHAPITRE III

Ce qu'aurait dû être le renouvellement

Nous avons vu ce qu'a été la Banque de l'Indochine. Elle a joui d'une fortune qui ne peut pas être comparée à la destinée étroite de nos vieilles banques coloniales. Les causes de cette prospérité sont multiples : d'abord, l'immensité des possibilités économiques et la variété des ressources des pays d'Extrême-Orient où grâce à la concession du privilège d'émission, la banque possédait tous les moyens d'exploiter l'immense domaine offert à son activité.

Peu à peu elle abandonna les formes de crédit à la production à long terme et de profits moins certains, se consacrant plus spécialement aux opérations d'escompte et aux opérations de change ayant l'avantage de se dénouer rapidement et lui assurant, étant donné les marges d'agio pratiquées sur les devises asiatiques des bénéfices plus que rémunérateurs.

Oubliant ainsi les intérêts de la collectivité coloniale, elle se transformait rapidement en une grande banque d'affaires chinoises, employant ses disponibilités au soutien de la politique lucrative de lancements d'emprunts et de participations industrielles sur le marché chinois.

Nous voyons donc que le rôle de la Banque de l'Indochine était particulièrement complexe. Elle devait réunir dans

ses divers établissements financiers des garanties toutes différentes suivant le pays dans lequel elle était appelée à apporter du crédit.

A Saïgon, ses débuts furent facilités du fait qu'elle y prit la place du Comptoir d'Escompte qui avait supprimé l'agence qu'il y possédait ; elle eût ainsi pour premiers éléments de trafic la continuation des affaires commencées par le Comptoir d'Escompte et profita de l'expérience acquise par le personnel colonial de cet établissement.

De plus, cette situation privilégiée eut pour résultat d'attirer à la Banque de l'Indochine des capitalistes français qui auraient peut-être hésité à risquer leurs réserves dans des entreprises lointaines présentant d'assez sérieux aléas.

Edifiée par deux grands établissements de crédit métropolitains, jouissant d'une grande indépendance, administrée et dirigée par des financiers, la Banque de l'Indochine devait, fatalement, se désintéresser du rôle de banque de mise en valeur pour pencher vers une activité de Société de crédit plus lucrative, mais beaucoup moins profitable à l'essor économique des pays où elle exerçait son privilège.

Accroissement énorme de son activité et de ses bénéfices, valorisation de son actif par la hausse des monnaies d'Extrême-Orient, élargissement de son compartiment étranger et délaissement relatif du crédit à la production et de l'escompte au profit des opérations de change, tels sont les principaux phénomènes qui ont caractérisé l'évolution de la Banque de l'Indochine durant les dernières années.

Il est certain que les circonstances ne permettaient pas de dire d'avance avec précision quel serait le nouveau statut de la Banque, la politique d'association de l'Etat et de celle-ci pouvant varier suivant la composition du gouvernement.

Un Cabinet socialisant ou socialiste aurait tendance à modifier la part de l'Etat dans les bénéfices de la banque.

La doctrine orthodoxe des banques d'émission, telle qu'on l'enseigne à l'école, veut que la banque qui émet des billets soit une banque privée dotée d'un monopole légal. La banque règle la circulation monétaire, surveille la distribution du crédit. Les administrateurs d'une banque d'Etat seraient, objecte-t-on des fonctionnaires sans responsabilité personnelle et sans initiative, leurs décisions subiraient les influences et les changements politiques, le crédit public et celui de la banque seraient confondus.

Mais si la Banque est une Banque privée, les avantages pécuniaires que lui vaut un privilège régalien, légitiment le contrôle précis qu'exercent sur elle les pouvoirs publics. L'Etat doit surveiller la politique de la banque d'émission qui intéresse l'économie du pays tout entier. L'Etat pourra surveiller cette politique, par exemple, en imposant certains fonctionnaires comme membres du Conseil d'administration et en réglant les conditions de l'émission. (1).

Une première question se pose. Le privilège de la banque de l'Indochine devrait-il être renouvelé ?

Nous avons vu que son privilège lui assurant une sorte de monopole, lui a permis de se désintéresser des affaires agricoles indochinoises, et de favoriser même souvent les maisons chinoises au détriment des maisons françaises.

La conclusion logique de ces constatations eût donc été la suppression pure et simple du privilège ou la création d'un nouvel organisme bénéficiant de ce privilège.

(1) Roger LÉVY. — L'Europe Nouvelle, n° 612 du 2 novembre 1929, page 1466.

Soit un Institut Public, c'est-à-dire une Banque d'Etat au lieu d'une Banque privée concessionnaire.

Soit une Banque d'émission qui serait l'auxiliaire du gouvernement en Indochine en distribuant les moyens monétaires aux autres banques et serait absolument indépendante de la Banque de l'Indochine.

Du moins, il importait qu'en renouvelant le privilège d'émission à côté d'avantages pécuniaires, l'Etat s'assurât d'étroites garanties au point de vue de la politique financière en Indochine, par une modification profonde du mode d'administration de la Banque et une surveillance plus étroite de son fonctionnement.

M. Wally (2) s'était d'abord déclaré partisan de l'abandon du privilège consenti à la Banque de l'Indochine et de la création d'une institution d'émission séparée, puis persuadé que son idée ne serait pas suivie il a proposé une nouvelle organisation du privilège dans laquelle la moitié des souscriptions à l'augmentation du capital serait réservée aux habitants des colonies où la banque exerce son privilège. La banque serait pourvue d'un Directeur général nommé et révocable par décret, d'un Conseil nommé par moitié par les actionnaires et par le Ministre. Le Conseil d'Escompte et le Conseil Central seraient composés en nombre égal de membres élus et de membres nommés par les gouverneurs des colonies.

Enfin, à côté de l'établissement privilégié on créerait une banque agricole et industrielle analogue à la Banque de l'Algérie et de l'Afrique du Nord. Un établissement de ce genre avait été prévu au projet du gouvernement, mais

(2) M. WALLY (page 18).

il a été supprimé pour ne pas donner un concurrent à la banque industrielle de Chine en déconfiture.

Cependant, il faut, semble-t-il conclure avec M. Oualid, que le privilège devait être renouvelé, l'opinion générale des intéressés consultés, l'opportunité, la prudence même de la banque, ses relations multiples, militaient en faveur du renouvellement dont le principe n'est guère contesté. Il demandait seulement que le contrôle du Gouvernement soit plus effectif et qu'il soit assuré non pas par la présence de simples commissaires à côté du siège social, mais au contraire par un Directeur nommé par le Gouvernement comme pour la Banque de l'Algérie. Il estimait par ailleurs que la formule d'un institut d'émission d'Etat devait être écartée, cette expérience ne pouvant être en tout état de cause utilement tentée dans un pays neuf et en pleine évolution économique comme l'Indochine.

Toutefois, en admettant la légitimité du renouvellement du privilège d'émission, il semble regrettable que pour augmenter ses droits de contrôle (car en aucun cas il n'a le droit de veto) le Gouvernement n'ait pas introduit dans une nouvelle Convention les clauses suivantes :

Nomination par décret du Directeur Général ayant sous ses ordres des Directeurs de succursales agréés par le Ministre, révocables dans la même forme et ayant des attributions analogues à celles des Directeurs des Banques de nos vieilles colonies.

Création d'un Conseil Général de la Banque, désigné en partie par le Ministre des Colonies et nomination, dans le Conseil d'Escompte, d'un certain nombre de membres, habitants de la colonie, nommés directement par le Gouverneur Général et qui puissent veiller à ce que tous ceux qui offrent certaines garanties minima soient admis à l'es-

compte alors, qu'en fait, actuellement, le Conseil peut refuser qui bon lui semble sans même avoir à faire connaître le motif de ce refus.

Il est regrettable aussi que la participation de l'Etat à la composition du Conseil d'administration soit une simple disposition statutaire et que le législateur n'ait pas crû devoir lui faire place dans un texte légal, c'est-à-dire dans un des articles du projet de loi approuvé par la Chambre des Députés et adopté par le Sénat.

D'autre part, le chiffre de six membres nommés par l'Etat est à notre avis nettement insuffisant et nous aurions vu avec satisfaction le pouvoir de contrôle fortement augmenté par la nomination directe, par les Pouvoirs Publics, de dix administrateurs sur vingt, y compris le Président du Conseil d'Administration. De plus, il faut espérer que le choix des membres devant faire partie du Conseil d'Administration aura lieu parmi des personnalités essentiellement coloniales ayant appartenu pendant un laps de temps plus ou moins long, à des entreprises agricoles, industrielles ou commerciales intéressant les colonies dans lesquelles la Banque exerce son privilège.

Enfin, la Banque de l'Indochine devra payer sur les produits de l'émission une redevance fixée à un minimum de 20 millions de francs, mais il n'en n'est pas moins vrai qu'elle reste avant tout une société privée et en cas de retrait du privilège, la liquidation qui en serait la conséquence rendrait à la banque sa liberté dans toute son intégralité.

Or, les actions étant nominatives, leur marché sera toujours très étroit, et le jour de la liquidation, si ce ne sont pas les actionnaires actuels eux-mêmes, ce seront du moins les héritiers ou des descendants immédiats de ceux qui ont consenti à donner à l'Etat une partie des bénéfices qui se-

ront appelés au partage, et les sommes qui leur reviendront seront excessivement considérables par comparaison à la modicité des capitaux versés lors de l'émission des actions dont ils seront alors détenteurs.

On peut donc regretter que la participation aux bénéfices réalisés par la banque n'ait pas été élargie et ne soit pas devenue une participation aux bénéfices nets contrôlés et vérifiés par un Collège de Censure avant toute affectation aux réserves, mais après un seul prélèvement de 8 % en faveur du capital effectivement versé et amortissement des pertes.

Cette participation aux bénéfices nets présente sur la redevance et le partage des dividendes, l'avantage pour l'Etat d'éviter l'évasion fiscale par affectation aux réserves, et pour la banque de dispenser de prestations pécuniaires si les bénéfices sont nuls.

On aurait pu obtenir cette participation aux bénéfices, soit par prélèvement proportionnel, soit par prélèvement dégressif par tranches.

A ces prestations se serait ajoutée une avance sans intérêt faite aux colonies où la banque est établie et remboursable à l'expiration du privilège. Ce chiffre de l'avance aurait progressé proportionnellement au chiffre d'affaires de l'établissement.

L'ensemble de ces versements étant affecté, comme le proposait déjà le projet de loi de 1922, à des œuvres d'intérêt économique agricole ou social dans les colonies où la banque est établie.

A notre avis, ce privilège donne à la banque l'incontestable supériorité d'être seule à émettre des billets dans les colonies où elle est établie ; il la place en bonne posture pour résister aux concurrences étrangères. Mais il lui im-

pose aussi des charges et notamment de veiller à ce que son encaisse métallique soit rigoureusement entretenue, ce qui n'est pas toujours facile ainsi que l'ont démontré les crises monétaires qu'a traversées l'Indochine.

Mais il nous semble que le privilège n'est pas absolument indispensable à une banque coloniale et surtout à une banque ayant atteint le degré de développement de la banque de l'Indochine. Placée sous la tutelle de l'Etat elle lui est soumise dans une certaine mesure, et cette dépendance risque d'être une entrave à son essor.

Enfin, le privilège empêche les banques libres de s'établir dans un pays et d'y apporter l'émulation nécessaire à faire abaisser par exemple le taux de l'intérêt.

Il paraît donc possible que la prospérité de l'Indochine augmentant et les capitaux émigrant plus volontiers dans ce pays, des banques libres viennent s'y fonder plus hardies et plus entreprenantes qu'une banque d'émission privilégiée ne saurait l'être. Dans ce cas, la banque de l'Indochine sera la première sans doute à demander le retrait de son privilège ; elle préférera une complète indépendance et une liberté d'action totale à la tutelle que l'Etat exerce encore sur elle.

CONCLUSION

Pour 25 ans, la Banque se voit renouveler le privilège d'émettre des billets dans nos possessions d'Extrême-Orient. Ce privilège, elle l'a obtenu au prix d'une double redevance ; elle s'est engagée d'autre part à développer ses succursales et à prêter gratuitement au Trésor un concours de plus en plus étroit.

Tel est le résumé de la loi portant renouvellement du privilège.

En fait, la Banque de l'Indochine conserve son organisation actuelle et reste libre d'exercer son activité commerciale, mais le nouveau privilège établit une association effective à caractère rétroactif entre l'Etat et la Banque qui assure le contrôle de la part de l'Etat en laissant la direction aux mains des intérêts privés, organisation justifiée par la diversité des opérations auxquelles se livre la Banque de l'Indochine et par leur succès (1).

Le rapport qui a exposé à l'Assemblée extraordinaire des actionnaires, du 11 décembre 1929, les grandes lignes de la convention, faisait remarquer l'importance des sacrifices consentis par la Banque et il ajoutait :

(1) Roger LÉVY. — E. N., 1929, p. 1641.

« En acceptant cette convention et les nouveaux statuts, qui ne deviendront définitifs qu'après le vote du Parlement, nous avons été guidés non seulement par la considération de notre intérêt, mais plus encore peut-être par celle de l'intérêt général. Les deux intérêts sont et seront toujours unis. »

« Les textes qui vous sont soumis consacrent cette union en la rendant plus intime et plus durable. Nous sommes certains que vous les approuverez. » (2).

Il apparaît ainsi que nos Colonies d'Extrême-Orient, et plus spécialement l'Union Indochinoise disposeront largement, grâce au renouvellement du privilège de la Banque de l'Indochine, des ressources nécessaires pour assurer l'aisance de leur trésorerie comme le développement des œuvres d'intérêt général.

C'est surtout cette dernière considération qui a conduit le Gouvernement à conclure, sans plus de retard, l'accord dont les points essentiels ont été exposés ci-dessus. Il est apparu, en effet, que tout autre solution que le renouvellement du privilège de la Banque de l'Indochine serait financièrement désavantageuse pour les colonies intéressées. Ni la création d'un institut d'Etat, ni la constitution d'une nouvelle banque d'émission n'auraient assuré à ces dernières des recouvrements aussi importants. Elles eussent risqué par ailleurs de compromettre l'organisation du marché monétaire indochinois, d'y créer des luttes d'influence qui auraient nui singulièrement à l'essor économique du pays. A l'heure où plus que jamais la nécessité s'impose de poursuivre la mise en valeur de notre empire colonial, le renouvellement du privilège de la Banque de l'Indochine,

(2) « Le Figaro », (24-1-30).

envisagé suivant la formule qui vient d'être analysée, est apparu au Gouvernement comme une condition du succès de l'œuvre constructive qu'il s'est promis d'accomplir (3).

Il y a lieu maintenant d'essayer une critique d'ensemble et de rechercher ce que pourra être, sous cette législation, le régime de la Banque de l'Indochine et de son billet dans l'avenir.

Certains pourraient dire que pendant cette durée exorbitante d'un quart de siècle, la Banque et l'Etat se trouveront mutuellement paralysés et, en parlant de notre système bancaire, monter à l'assaut de cette forteresse de la finance qui impose sa volonté aux Ministres eux-mêmes.

D'autre part, on peut remarquer qu'une révision attentive a été faite des rapports entre la Banque et l'Etat et que les divers intérêts qui sont en jeu dans cette question ont été examinés avec soin et que des modifications intéressantes ont été apportées au régime précédemment en vigueur.

Toutefois, l'essentiel de ce régime est maintenu ; il n'est pas touché le moins du monde aux bases sur lesquelles l'émission était assise.

Le législateur, tout en recherchant dans la question de la Banque de l'Indochine des améliorations à réaliser, a fait, somme toute, œuvre de conservation. Il faut le dire nettement puisqu'il en est ainsi. D'ailleurs, il faut reconnaître qu'en pareille matière on doit obéir à la prudence lorsqu'elle nous recommande de ne pas bouleverser un régime d'émission auquel l'opinion est favorable et qui donne les résultats les plus satisfaisants.

D'autre part, les Chambres de Commerce ont applaudi

(3) Rapport parlementaire, n° 2482, page 10.

à la naissance de cette loi et à la fin du régime des renouvellements provisoires par décret.

Nous aurions mauvaise grâce à ne pas nous incliner devant cette quasi-unanimité des suffrages et à ne pas nous déclarer aussi partisan du principe du privilège et de l'ensemble des conditions annexes.

Quel sera notre avenir bancaire en Indochine et en Extrême-Orient ?

Il n'apparaît pas chargé de nuages. Certes, la circulation des billets augmente de jour en jour, mais le marché commercial, avec ses exigences énormes, ne semble pas devoir souffrir de cette inflation de monnaie de papier.

La stabilisation de la piastre a contribué à maintenir la confiance qui régnait déjà et la gestion de la banque est excellente. Son domaine s'agrandit de jour en jour et son activité se décuplera rapidement car les besoins du crédit sont loin d'avoir atteint leur maximum d'intensité.

Or, elle ne bénéficie de son privilège que dans les possessions françaises et doit, au contraire, en pays étranger, soutenir la concurrence d'établissements de crédit de nationalités diverses dont certains ont une importance considérable.

Cependant son vaste champ d'opérations tend à s'étendre chaque jour de plus en plus et le nombre des agences étrangères ira encore en augmentant avec le développement commercial des pays d'Extrême-Orient.

Enfin, la Banque de l'Indochine par le développement de ses Agences et de ses Succursales joue en plus de son rôle commercial un rôle politique et diplomatique afin de faire triompher l'influence française en Extrême-Orient, et surtout de lutter contre les Chinois qui ne se soumettent qu'assez difficilement à notre influence.

Elle semble en excellente situation pour poursuivre son développement. Notre hégémonie s'étend ainsi de plus en plus dans ces régions du Pacifique où nous avons gagné peu à peu la confiance des habitants et il est à prévoir que nos relations commerciales et industrielles continuant à s'étendre, imposeront à la Banque de l'Indochine sans même que l'Etat ait à intervenir dans ce but, la création de nouvelles agences, sauf peut-être dans nos comptoirs des Indes où nos possessions sont enclavées au milieu des possessions anglaises et où l'agence de Pondichéry ne se développant qu'avec peine n'est pas un encouragement pour la création d'agences nouvelles dans cette région.

D'ailleurs, depuis la guerre, l'Epargne française a une tendance marquée à s'investir dans les affaires coloniales et il y a au Marché des valeurs, un compartiment de valeurs coloniales sur lequel s'effectuent d'importantes transactions, orientation qui s'explique par les succès remportés par un certain nombre d'entreprises coloniales particulièrement bien dirigées.

Que conclure de cette étude ?

Le Gouvernement, au lieu de s'intéresser directement à la question de crédit en Indochine, a préféré se décharger du soin de l'organiser sur un Etablissement indépendant qui a fait et fera encore du privilège qui lui a été concédé un usage plus profitable à ses actionnaires qu'aux intérêts de la collectivité coloniale.

On peut dire cependant que l'organisation bancaire de nos possessions d'Extrême-Orient est satisfaisante surtout en ce qui concerne le crédit à court terme.

Il n'en est pas de même du crédit à long terme, destiné à l'Industrie et au Commerce qui, étant d'ailleurs du ressort des Banques privées, est presque totalement inorganisé en

raison évidemment des graves risques inhérents à ces sortes d'opérations aux colonies et il y a lieu d'encourager en France, par tous les moyens, les capitaux disponibles dans la métropole à se grouper de plus en plus nombreux pour la mise en valeur de notre domaine colonial dont les richesses sont parfois insuffisamment exploitées faute de capitaux pour leur mise en œuvre.

En terminant, formons le vœu que « dans le respect de la souveraineté française et dans l'attachement aux grands intérêts de l'Union Indochinoise, les populations indochinoises poursuivent une vie de tranquille labeur » (1), mais pour cela nous devons pratiquer en Indochine une politique de bienveillance à l'égard des indigènes et appliquer là-bas la formule « À égalité de diplômes, égalité de droits et de fonctions » alors qu'à l'heure actuelle il n'en est pas ainsi et c'est là une des causes principales du malaise indochinois.

Enfin, si aux résistances brutales, nous sommes dans l'obligation d'opposer la plus énergique fermeté, en revanche, pour les adaptations futures, l'évolution inévitable de l'Annamite vers nous et notre entente mutuelle, la formule à retenir et à appliquer c'est le libéralisme.

Vu : le Président de la Thèse,
Edgard ALLIX.

Vu : le Doyen de la Faculté.
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

(1) Journal Officiel du 7 mars 1931, page 251.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages spéciaux

- ADAM (J.-H.). — L'argent métal et la question monétaire Indochinoise. Thèse Paris, 1922.
- ARCHIMBAUD (Léon). — La mise en valeur de l'Indochine, 1925. Les finances de l'Indochine, 1925.
- AJALBERT (Jean). — Les destinées de l'Indochine. Paris, 1909.
- AJALBERT (Jean). — L'Indochine en péril. Paris, 1906.
- AJALBERT (Jean). — Les nuages sur l'Indochine.
- ALLIX (E.). — Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française. A. Rousseau, Paris, 1927. 5^e édition.
- ARNAUNE. — La monnaie, le crédit et le change. Alcan, 1922, in-8°.
- ARTHUYS (J.). — Le problème de la monnaie, Paris, 1921.
- BERNARD (F.). — L'Indochine, Paris, 1901, in-8°.
- BLONDEL. — L'intérêt de la France dans les placements coloniaux. Thèse, Paris, 1922.
- BAUDOIN (H.). — La Banque de l'Indochine. Paris, 1903.
- CASSEL (Gustave). — La monnaie et le change après 1914. (Traduction Georges Lachapelle, Paris, 1923), in-8°.
- COLSON. — Cours d'Economie Politique. Livre VI, 2^e édition 1929 et supplément. Livre IV, édition définitive, 1920.
- DECAMPS (J.). — Questions monétaires. Les aspects actuels du problème monétaire. La stabilité des changes. Paris, 1923.
- DELACOURT (Robert). — Les relations économiques de la France avec ses colonies au lendemain de la guerre. Thèse. Paris, 1922.
- DETIEUX (Marcel). — La question monétaire en Indochine. Thèse. Paris, 1907.

- HANOTEAUX (G.). — Histoire des colonies françaises. Tome I.
- JEZE (G.). — La technique du crédit public.
- HAURIJOU. — Précis de droit administratif et de droit public.
- LAPORTE (A.). — Le problème monétaire dans nos vieilles colonies.
Paris, 1908.
- MOSSY (Léon). — Principe d'administration générale de l'Indochine.
4^e édition, 1924, Saïgon.
- NOGARRO (Bertrand). — Traité élémentaire d'Economie Politique.
2^e édition, 1922.
- NOGARRO (Bertrand). — La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains. Paris, 1924.
- NOGARRO (Bertrand). — Le problème monétaire dans l'Indochine Française. Bruxelles, 1921.
- OUALID (W.). — Le privilège de la Banque de l'Indochine et la question des banques coloniales. Paris, 1923.
- POINCARÉ (R.). — La réforme monétaire. Berger-Levrault. Paris, 1928.
- PERREAU (C.). — Cours d'Economie Politique. 2^e édition, 1923.
- PIERRON (M.). — Sur les modifications à apporter au régime monétaire Indochinois. 1923.
- RONDET-SAINT. — Choses de l'Indochine contemporaine. Paris, 1916.
- RONDET-SAINT. — Dans notre Empire Jaune. Paris, 1917.
- RUSSIER (H.). — L'Indochine Française. Paris, 1911.
- SALAUN (L.). — L'Indochine. Paris, 1903.
- TRUCHY. — Cours d'Economie Politique. 1921-1922.
- SARRAUT (A.). — La mise en valeur des colonies françaises. Payot, Paris, 1923.
- PUAUX (H.). — La stabilisation de la piastre indochinoise. Lyon, 1929.
- WANNY. — Les Banques Coloniales Françaises d'émission.
- SERVAIS. — La Banque de France.
- SERVAIS. — Les Banques Etrangères d'émission.

Revue et Périodiques

- BABLED. — Revue Politique et Parlementaire, juillet 1907. Les projets de réforme monétaire de l'Indochine.
- DEMARTIAL. — Revue Politique et Parlementaire, février 1908. La politique monétaire de l'Indochine.
- GIRAULT (A.). — L'Economiste Français, 19 novembre 1921. L'Indochine et l'autonomie monétaire des colonies.

- GUASTALLA. — Revue Economique Internationale, février 1929. Les Banques créent-elles du crédit ?
- LIESSE. — L'Economiste Français, 15 février 1930, page 193. Les Banques d'émission.
- LOCHARD. — L'Europe Nouvelle, 6 avril 1929. Le système monétaire de l'Indochine.
- NOGARRO. — Revue Economique Internationale, avril 1922. Le problème monétaire dans l'Indochine Française.
- PAYEN (E.). — L'Economiste Français, 1^{er} février 1930. La stabilisation de la piastre.
- PAYEN (E.). — Journal des Economistes, 31 mai 1930. La stabilisation de la piastre.
- REY. — L'Europe Nouvelle, 1^{er} juin 1929. Après le voyage de M. Pasquier à Java.
- TOUZET (A.). — Revue du Pacifique, mars 1923. Esquisse historique du rôle de la France dans le Pacifique.
- Annuaire statistique de l'Indochine.
- Bulletin Financier et Economique de l'Indochine.
- Bulletin Officiel de l'Indochine.
- Revue Indochinoise.
- L'Illustration Economique et Financière, 1925, n° 15.
- Le Temps, supplément financier du 23 novembre 1929.
- Le Journal des Débats.
- Le Figaro, 24 décembre 1930.

Documents Officiels

- Budget de l'Indochine, 1914 à 1930 (publications du Gouvernement Général de l'Indochine).
- Chambre des Députés, documents parlementaires n° 2482.
- Chambre des Députés, documents parlementaires n° 4429.
- Journal Officiel du 3 février 1931 et du 7 mars 1931.
- Rapports du Président de la Banque de l'Indochine.

TABLE DES MATIÈRES

Le renouvellement du privilège de la Banque de l'Indochine

INTRODUCTION	5
I ^{re} PARTIE. — LA SITUATION MONÉTAIRE EN INDOCHINE.	13
<i>Chapitre I. — Le régime monétaire avant la guerre..</i>	<i>13</i>
I. — La piastre mexicaine	13
II. — La piastre française (a) de 1885 à 1906	16
(b) depuis 1906.....	19
<i>Chapitre II. — La hausse de la piastre</i>	<i>22</i>
Ses causes	22
Ses conséquences	25
La circulation fiduciaire	28
<i>Chapitre III. — Mesures prises à la suite de la hausse de la piastre</i>	<i>31</i>
Le cours forcé	31
Fixation du taux de la piastre	33
Suppression du cours forcé et stabilisation de fait..	35
Stabilisation légale	37
<i>Chapitre IV. — Rôle de la Banque de l'Indochine dans la stabilisation de la piastre</i>	<i>43</i>
2 ^e PARTIE. — ROLE DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE COMME BANQUE D'ÉMISSION	47

3 ^e PARTIE. — EXAMEN DES CLAUSES ET CONVENTIONS	57
<i>Chapitre I. — Organisation de la Banque</i>	57
Le Capital	57
Les dividendes	60
Les réserves	62
<i>Chapitre II. — Administration de la Banque</i>	65
I. — Administration centrale :	
Assemblée générale	65
Conseil d'administration et Directeurs	70
Commissaire du Gouvernement	73
Commission de surveillance	74
II. — Administration locale :	
Directeurs de succursales et d'agences.....	75
Censeurs administratifs	76
Conseil d'Escompte	79
Compradore	79
4 ^e PARTIE. — ROLE DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE COMME BANQUE ORDINAIRE	81
<i>Chapitre I. — Comme Société financière</i>	81
<i>Chapitre II. — Comme Banque de commerce ou Banque d'affaires</i>	84
I. — Opérations de crédit personnel	85
II. — Opérations de change	90
III. — Avances sur garanties ou prêts sur gages.	96
IV. — Opérations diverses	100
V. — Son rôle en Chine	103
<i>Chapitre III. — Comme Banque agricole</i>	109
a) Prêts sur récoltes	109
b) Sociétés indigènes de crédit agricole	116
<i>Chapitre IV. — Rayon d'action de la Banque de l'Indo- chine. Ses succursales</i>	123
Agences situées aux Colonies françaises	126
Les agences situées dans les pays de protectorat.	129
Les agences à l'Etranger	130

5 ^e PARTIE. — RENOUELEMENT DU PRIVILEGE DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE	139
<i>Chapitre I. — Le projet de renouvellement de 1922.....</i>	<i>139</i>
<i>Chapitre II. — Le projet de renouvellement de 1929. Convention du 26 novembre 1929 adoptée par la Chambre des Députés le 3 février 1931 et par le Sénat le 6 mars 1931</i>	<i>145</i>
§ I. — Durée et nature du privilège	145
§ II. — Participation de l'Etat à la gestion de la Banque	155
Conseil d'administration	155
Assemblées générales	158
Contrôle de l'Etat	161
§ III. — Participation de l'Etat au capital de la Banque	162
Rémunération du capital. Dividendes	165
Opérations de la Banque	167
§ IV. — Obligations financières de la Banque....	168
I. — Redevances	170
II. — Avances sans intérêts au Gouvernement général	172
III. — Services de Trésorerie	177
IV. — Caisse de retraite pour le personnel..	182
V. — Tantièmes aux administrateurs	183
§ V. — Crédit agricole	185
Prêts sur récoltes	185
Crédit populaire agricole	188
<i>Chapitre III. — Ce qu'aurait dû être le renouvellement ..</i>	<i>193</i>
CONCLUSION	201
BIBLIOGRAPHIE	207

Impr. " Les Presses Modernes ", 45, rue de Maubeuge, Paris
Ateliers de Reims (Marne).
